



Rapport aux actionnaires et à la société
2008

2008 Rapport aux actionnaires et à la société

Rapport économique	p. 8
Rapport environnemental	p. 40
Rapport social	p. 62
Etats financiers	p. 85
Rapport de gouvernance	p. 138

Quel est notre credo ?

Nous sommes convaincus que les matériaux ont joué un rôle fondamental dans les progrès réalisés par l'humanité, qu'ils sont au coeur de la vie quotidienne et qu'ils continueront à créer la prospérité de demain.

Nous sommes convaincus que les métaux et matériaux remplissent un rôle crucial, vu qu'il est possible de les recycler efficacement et indéfiniment. Ils servent ainsi de base à la conception de produits et de services durables.

Nous visons une position de leader sur le marché par notre aptitude à fournir et à créer des solutions à base de matériaux contribuant à améliorer fondamentalement la qualité de vie.

Nous nous engageons à faire croître notre entreprise par la compétence de nos collaborateurs, l'excellence opérationnelle et l'innovation technologique.

Nous reconnaissons que notre volonté de réussir sur le plan financier doit également tenir compte de l'impact économique, environnemental et social plus large de nos activités. Dans notre poursuite du développement durable, nous souscrivons aux principes suivants :

- Nous intégrons les principes du développement durable dans le cadre du processus décisionnel de l'entreprise.
- Nous mettons en oeuvre des stratégies de gestion des risques fondées sur des données valables et la rigueur scientifique.
- Nous cherchons sans cesse à améliorer nos résultats dans le domaine environnemental.
- Nous participons activement à la gestion et la remédiation des risques inhérents aux activités du passé.
- Nous facilitons et encourageons la conception, l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et le traitement de nos produits de façon responsable.
- Nous dialoguons avec nos partenaires et mettons en oeuvre une communication efficace et transparente étayée par des rapports vérifiés en toute indépendance.
- Nous souhaitons être l'employeur privilégié tant des collaborateurs actuels que potentiels.
- Nous soutenons les droits fondamentaux de l'homme et les respectons dans le cadre des activités du Groupe à travers le monde.

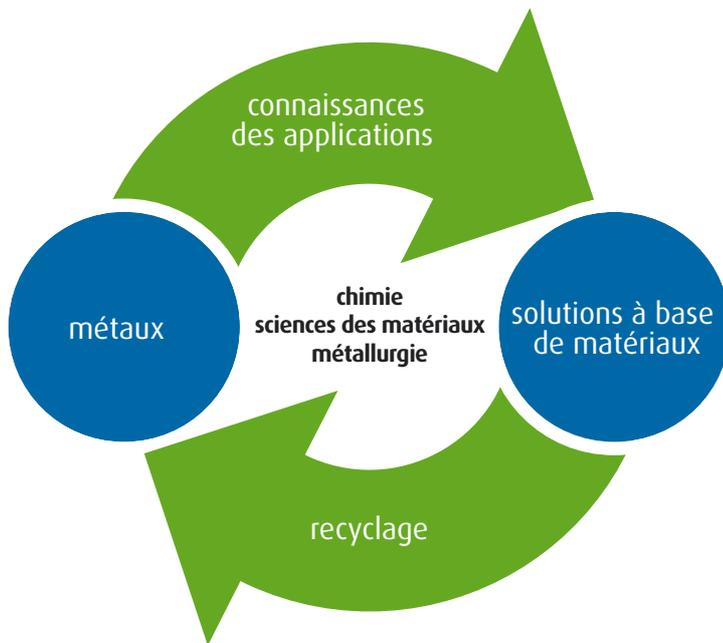
Nous considérons les valeurs d'ouverture, de respect, d'innovation, de travail en équipe et d'engagement comme primordiales à notre réussite. Nous prônons ces valeurs et veillons à ce que les lacunes en la matière soient comblées de façon adéquate.

Extrait de **"The Umicore Way"**

Qui sommes-nous ?

Umicore est un Groupe spécialisé en technologie de matériaux. Ses activités s'articulent autour de quatre secteurs d'activités : Advanced Materials, Precious Metals Products & Catalysts, Precious Metals Services et Zinc Specialties. Chaque secteur d'activités est divisé en plusieurs business units, axées sur leurs marchés, que ce soit pour les produits essentiels à la vie de tous les jours ou ceux à la pointe de nouveaux développements technologiques.

Umicore se concentre sur les domaines d'application dans lesquels elle sait que sa compétence en matière de métallurgie, de chimie et de science des matériaux peut faire la différence. Umicore tire environ 50% de ses revenus et consacre près de 80% du budget R&D à des projets dans le domaine des technologies propres tels que les piles à combustible, les matériaux pour des batteries rechargeables et les applications photovoltaïques et le recyclage.



L'approche Umicore de la technologie des matériaux

Nous sommes membres du World Business Council for Sustainable Development. Nous faisons partie de l'indice FTSE4Good, nous nous sommes vus décerner le titre de « meilleur de la catégorie » par Storebrand Socially Responsible Investments et nous avons également été retenus dans l'indice Kempen/SNS Smaller Europe SRI.

À propos de ce rapport

Ce rapport couvre les opérations d'Umicore pour l'année calendrier et financière 2008. Aucun changement majeur au niveau de la portée n'a eu lieu en 2008 et les données contenues dans le présent rapport sont aisément comparables à celles de 2007. Au début de l'année 2008, Umicore avait l'intention d'encore améliorer son reporting durable et de passer d'un niveau de reporting C+ à un niveau B+. La pertinence de l'ensemble des indicateurs additionnels fut débattue en interne au sein d'un groupe d'organisation présidé par l'Administrateur délégué. Des informations additionnelles contiennent un résumé de l'approche d'Umicore en matière de gestion économique, environnementale et sociale. Ces éléments sont disponibles sur le site internet d'Umicore (www.sustainabledevelopment.umicore.com) et doivent être considérés comme partie intégrante du présent rapport.

La portée économique du rapport englobe toutes les opérations consolidées. De plus, les contributions de toutes les sociétés associées et des co-entreprises sont reprises dans le rapport financier. Les détails des participations au sein des entreprises consolidées, des sociétés associées et des coentreprises sont repris dans les annexes aux comptes consolidés. Le dialogue avec les analystes financiers et les investisseurs entraîne des modifications permanentes des indicateurs économiques et financiers publiés par la société.

En 2005, nous avons finalisé l'élaboration de notre approche en matière de développement durable. Ce processus a donné lieu à la mise en place au niveau du Groupe de cinq objectifs de performance environnementale et de cinq objectifs de performance sociale pour la période 2006-2010. Ces objectifs combinés avec notre « traditionnel » rapport économique forment la base de ce Rapport aux actionnaires et à la société ainsi que celle des rapports de 2005, 2006 et 2007. Ces objectifs ont été établis à la suite d'un processus de consultation étendu tant en interne qu'en externe, impliquant des experts externes, des managers issus des différents segments d'activité ainsi que d'autres parties concernées telles que des groupes environnementaux et différentes autorités nationales, régionales et locales. Les données concernant les indicateurs de performance environnementale et sociale, qui sont liés aux différents objectifs, sont collectées via notre système de gestion des données environnementales et sociales. La portée de ces objectifs et indicateurs environnementaux et sociaux, ainsi qu'une discussion portant sur les progrès effectués en 2008 sont reprises entre les pages 40 et 83.

Les éléments sociaux clés repris dans ce rapport sont présentés aux représentants des syndicats internationaux lors de la réunion du comité commun de contrôle durant le mois de mars et le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée générale des Actionnaires qui a lieu à la fin du mois d'avril et à un groupe plus étendu de parties concernées en mai. Les comptes consolidés et les annexes ont été vérifiés par PriceWaterhouseCoopers. ERM Certification and Verification Services a vérifié les éléments relatifs au développement durable. Les rapports de vérifications établis par des tiers se trouvent en pages 136 et 137 du présent rapport. Le rapport a été publié sur le site internet le 6 avril 2009.

Notre document de référence pour la formulation de notre approche de développement durable est en premier lieu inspiré de The Umicore Way. Il définit la philosophie de notre Groupe et les valeurs que nous cherchons à promouvoir. Nous avons aussi mis au point un cadre global qui définit les principes d'éthique à appliquer pour nos activités : notre Code de conduite. Nous avons également établi un document qui énonce la philosophie et les principes de gouvernance d'entreprise, intitulé la Charte de gouvernance d'entreprise. Ces documents sont disponibles sur www.umicore.com.



Message aux actionnaires et à la société

En 2008, l'économie mondiale a été secouée par un séisme d'une magnitude sans précédent. L'onde de choc de la crise financière planétaire s'est propagée à l'économie mondiale et les fissures qui avaient commencé à apparaître à la mi-2008 semblent s'élargir à mesure que nous avançons dans le premier semestre 2009. Il est impossible de mesurer la profondeur et l'amplitude de la crise actuelle. Les défis auxquels l'économie mondiale va devoir faire face n'ont jamais atteint une telle ampleur depuis des décennies. Gardons-nous cependant de dresser un tableau trop pessimiste. La crise actuelle offre, aux citoyens comme aux politiques, l'occasion de prendre des décisions ambitieuses pour l'avenir de tous, en particulier au sujet des enjeux environnementaux tels que les changements climatiques. Avec clairvoyance et détermination, une menace recèle souvent autant d'opportunités. Chez Umicore, notre défi pour les mois et les années à venir sera de guider l'entreprise à travers la tourmente pour qu'elle en ressorte plus forte et mieux armée afin de contribuer à un monde plus durable.

La performance financière globale de notre Groupe en 2008 a été similaire aux résultats exceptionnels de 2007. En termes de contribution par segment, il convient de mettre en exergue la performance de Precious Metals Services, qui a généré des rendements extraordinaires en tirant parti d'une conjoncture très propice aux activités de recyclage et de négoce. Dans les activités produits, le premier semestre exceptionnellement soutenu a contrasté avec le second semestre au cours duquel l'économie mondiale s'est fragilisée et le déstockage massif dans le chef des clients s'est mis à grever notre performance. Cet impact négatif a été ressenti le plus vivement au quatrième trimestre, en particulier au niveau de notre business unit Automotive Catalysts. Notre portefeuille d'activités est étoffé et équilibré et certains facteurs, comme la législation environnementale, forgent le potentiel de croissance à long terme de notre entreprise. Ceci étant, à court terme, les volumes et les prix de nos produits demeurent les composantes essentielles de notre rentabilité et au vu du ralentissement de la demande dans la quasi-totalité des secteurs des utilisateurs finaux, il est impossible d'en sortir indemne. L'année 2009 sera donc pleine de défis, plus particulièrement à cause de notre exposition au sein des secteurs automobile, de l'électronique et de la construction, marchés qui ont été fortement touchés par la crise économique.

À la fin 2008, confrontés à la contraction de la demande, nous avons pris des mesures de réduction des coûts. Dans ce contexte, nous avons réduit nos effectifs dans certains secteurs d'activités et nous avons tiré parti de la flexibilité offerte par les fermetures temporaires de certaines usines pour limiter les dépenses sur une période limitée. Ces compressions de personnel ont été effectuées de manière responsable. Plutôt que de procéder par voie de restructurations généralisées, nous avons laissé le soin aux business units de décider des mesures à prendre en fonction de la situation de la demande sur leurs marchés respectifs. Notre base de coûts est largement liée aux évolutions technologiques ainsi qu'aux compétences, aux aptitudes et à l'ingéniosité de notre personnel, qui rendent possibles ces avancées. Nous sommes résolus à préserver ces efforts et à conserver autant que possible nos compétences technologiques. Elles constituent en effet un élément vital de notre entreprise, à moyen et à long terme.

Notre santé financière reste excellente. À la fin 2008, notre niveau d'endettement était faible, une grande partie de la dette étant couverte par des formules de financement à long terme. Cela nous offrira un niveau de sécurité élevé par rapport à de nombreux concurrents, à l'heure d'affronter une année 2009 qui s'annonce difficile. Nous ne pouvons toutefois pas nous reposer sur nos lauriers. Nous continuons de nous concentrer sur la gestion de nos cash flows afin de préserver notre capacité à financer nos principaux efforts de développement. Nous avons fait l'impasse sur certains projets d'investissement, qui ne sont pas essentiels à court terme, sans remettre en cause cependant certains investissements d'une importance cruciale dans l'optique de notre croissance à long terme. L'aptitude à réaliser ces investissements, associée aux efforts inlassables en matière de recherche et de développement, sera déterminante pour la présence d'Umicore dans les domaines passionnants des nouveaux matériaux et applications, en particulier sur le marché des technologies propres.

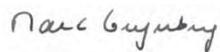
Faits marquants de 2008

En termes de performance environnementale, 2008 fut une année en demi-teinte. Notre consommation énergétique, nos émissions de gaz à effet de serre et notre consommation d'eau ont augmenté par rapport à 2007, en grande partie à la suite de l'élargissement du périmètre de reporting. En dépit d'une bonne progression dans beaucoup de sites, la performance a été moins satisfaisante s'agissant des rejets de métaux dans le milieu aquatique et dans l'atmosphère ainsi que pour la production globale de déchets dangereux. La hausse des déchets générés est en partie imputable à des facteurs non récurrents spécifiques à 2008. Néanmoins, nous redoublerons d'efforts afin de progresser encore dans ces domaines. Umicore a connu de belles avancées dans le domaine de la santé au travail, en particulier en ce qui concerne l'exposition aux métaux et aux matériaux que nous produisons. En revanche, notre performance en matière de sécurité laisse quelque peu à désirer. En 2008, la fréquence des accidents a stagné et leur gravité a augmenté quelque peu, les deux paramètres ne parvenant pas à atteindre les objectifs d'amélioration pour l'année. Depuis un certain temps, nous n'avons plus enregistré les progrès que nous aurions souhaités en termes de sécurité au travail, et ce malgré les efforts intenses consentis dans l'ensemble du groupe. L'une de nos priorités, pour 2009 et au-delà, sera de renouer avec la progression. Un groupe de travail dédié a d'ailleurs été mis sur pied pour définir les mesures d'amélioration. Il a été chargé de tester des méthodes innovantes et de favoriser le partage des pratiques d'excellence à tous les échelons du groupe. En 2008, nous avons encore réalisé des avancées par rapport à nos objectifs environnementaux et sociaux 2010. En 2009, nous nous attellerons à affiner notre réflexion sur la portée et l'ampleur d'un nouvel ensemble d'objectifs pour l'après 2010.

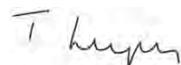
Le présent rapport présente, d'une manière raisonnable et équilibrée, les performances économiques, environnementales et sociales de notre entreprise en 2008. Nous sommes persuadés qu'il permettra au lecteur de se faire une idée plus précise des domaines où nous avons réalisé des avancées et de ceux où nous devons redoubler d'efforts à l'avenir. Ce rapport a été établi conformément aux recommandations de la GRI Version 3 (G3). Comme précisé précédemment, nous y avons apporté un grand nombre d'ajouts et d'améliorations comparativement aux rapports précédents. Nous espérons que cela facilitera votre compréhension d'Umicore.

Chez Umicore, 2008 a marqué la fin d'une époque, avec le départ à la retraite de notre président Karel Vinck en novembre. En tant que nouveau Président et Administrateur délégué, l'exemple de Karel nous inspirera dans notre manière de travailler ensemble. La direction gardera la souplesse et la marge de manœuvre nécessaires pour concevoir et déployer la stratégie ainsi que pour conduire les affaires. À son tour, le Conseil continuera à jouer un rôle crucial à l'heure de suivre et d'aider l'équipe de direction à relever les nouveaux défis et les nouvelles perspectives stratégiques.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour remercier le personnel d'Umicore de l'engagement dont il a fait preuve en 2008. Nous plaçons inlassablement l'accent sur la relation avec nos travailleurs et les autres parties concernées. La façon dont nous exploitons les avis de ces interlocuteurs joue un rôle important dans l'expérience et l'apprentissage de l'entreprise. En 2008, nous avons activement cherché à intensifier ce feed-back, au travers de divers forums, qu'il s'agisse des fédérations syndicales internationales, des fournisseurs, de la communauté financière dans son ensemble ou de la société civile.



Marc Grynberg
Administrateur délégué



Thomas Leysen
Président

Rapport économique

- EBIT récurrent à un niveau similaire par rapport à 2007 mais net ralentissement du niveau d'activités au quatrième trimestre
- Dépenses R&D de € 166 millions (soit 7 % des revenus)

Rapport environnemental

- Performances environnementales inférieures aux attentes
- Avancement du processus pour atteindre les objectifs environnementaux conforme aux prévisions

Rapport social

- Progrès supplémentaire en vue d'atteindre les objectifs sociaux
- Plan structurel afin d'améliorer la performance en matière de sécurité au travail

Rapport de gouvernance

- Succession sereine du Président et de l'Administrateur délégué

Karel passe le flambeau

Fin 1994, Karel Vinck a rejoint Umicore en qualité d'Administrateur délégué. Si à cette époque, Umicore – encore désignée sous le nom d'Union Minière – pouvait s'enorgueillir d'un riche passé, son avenir semblait nettement plus incertain.

Karel Vinck ne tarda pas à comprendre que ce dont le groupe avait besoin, c'était d'un programme rompant totalement avec le passé. Doué d'un pouvoir de persuasion hors du commun, d'une très grande crédibilité personnelle et d'un courage indénié, il a su mobiliser toutes les forces vives de l'entreprise afin de construire un avenir meilleur. Nommé Président de l'entreprise en 2000, Karel n'a depuis lors eu de cesse de promouvoir la transformation d'Union Minière – un producteur de métaux – en Umicore – un groupe spécialisé en technologie des matériaux.

Karel Vinck a été un grand Président, un parcours qu'il doit non seulement à son sens stratégique et à son expérience de capitaine d'industrie, mais qui traduit d'abord et avant tout ses grandes qualités humaines, son ouverture au dialogue, et ce à tous les niveaux de l'entreprise, ainsi que son style chaleureux et personnel. Toutes ces qualités lui ont valu le respect, la confiance et l'affection de tous les collaborateurs d'Umicore. Karel a rejoint les effectifs d'Umicore alors que l'entreprise était encore profondément marquée par ses racines, qui remontent au 19^{ème} siècle. Quatorze ans plus tard, Karel peut faire ses adieux à Umicore, confiant dans le fait que l'entreprise a su se hisser au rang de leader mondial, parée pour affronter le 21^{ème} siècle.



Chiffres clés⁽¹⁾

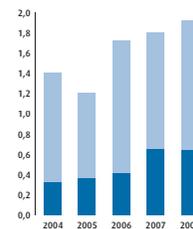
	(en millions €)				
	2004	2005	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	5.685,0	6.566,5	8.205,7	8.309,9	9.168,6
Revenus (hors métal)	1.692,9	1.725,0	1.685,4	1.910,0	2.123,6
EBITDA	441,4	390,1	470,9	528,8	488,8
EBIT récurrent	280,3	233,1	329,2	359,1	355,3
dont sociétés associées	31,1	34,0	38,2	26,8	32,0
EBIT non récurrent	-10,8	-40,3	-9,3	-28,6	-104,1
Effet IAS 39	0,0	-9,1	-6,3	4,0	-3,6
EBIT total	269,5	183,7	313,6	334,4	247,7
Marge opérationnelle récurrente (%)	14,7	11,5	17,3	17,4	15,2
Résultat net consolidé récurrent, part du Groupe, activités non continuées non incluses	174,3	151,5	218,3	225,7	222,5
Résultat des activités non continuées, part du Groupe	21,3	20,8	-19,4	425,8	-0,6
Résultat net consolidé, part du Groupe, activités non continuées incluses	177,9	142,2	195,8	653,1	121,7
Investissements	145,6	144,6	108,2	152,9	216,0
Cash flow net avant financement	118,7	133,1	-213,3	778,6	195,3
Total des actifs des activités continuées, fin de période	2.833,6	2.936,9	3.775,9	3.220,8	3.024,9
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période	935,0	971,1	939,0	1.491,2	1.290,7
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	437,6	509,5	773,1	168,0	328,6
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (%)	25,4	33,4	43,9	9,9	19,8
Capitaux engagés, fin de période	1.769,1	1.788,4	1.752,4	1.878,0	1.897,8
Capitaux engagés, moyenne	1.836,1	1.713,6	1.714,2	1.820,8	1.989,8
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	15,3	13,6	19,2	19,7	17,9
Effectifs, fin de période	14.026	14.142	13.932	14.844	15.447
dont sociétés associées	4.131	4.314	4.879	5.018	5.334

Les données par action se trouvent pages 12-13.

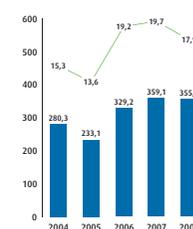
(1) Les chiffres clés ont été ajustés pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées à la suite de la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées à la suite de la scission des activités Cuivre en 2005.

Principaux indicateurs économiques

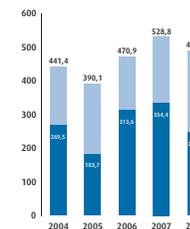
Bénéfice par action et dividendes (en €)



EBIT récurrent & ROCE (en millions €)

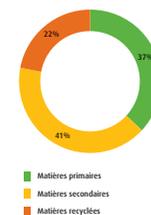


EBIT & EBITDA (en millions €)



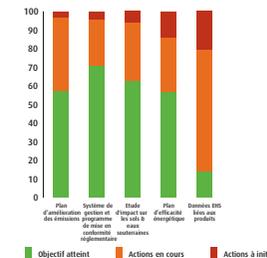
Principaux indicateurs environnementaux

Approvisionnement d'Umicore (en %)

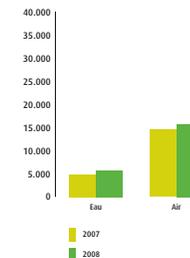


Aperçu des objectifs environnementaux du Groupe 2006-2010 - Aperçu situation 2008

obj. 1-4 en % du nombre total de sites; obj. 5 en % du nombre total de données

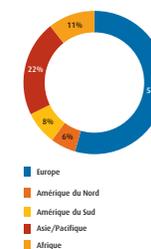


Rejets de métaux dans l'eau et dans l'air (en kg)

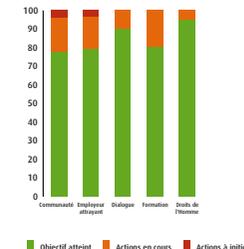


Principaux indicateurs sociaux

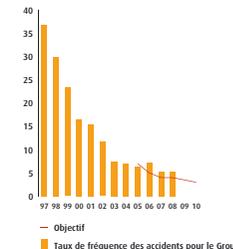
Répartition géographique du personnel Umicore



Aperçu objectifs sociaux du Groupe 2006-2010 Aperçu situation 2008



Taux de fréquence des accidents pour le Groupe



Pour la première fois

Revenus

supérieurs à € 2 milliards

18%

Rendement des capitaux engagés

Bilan solide

avec une dette nette de € 329 millions

Progrès supplémentaires en vue

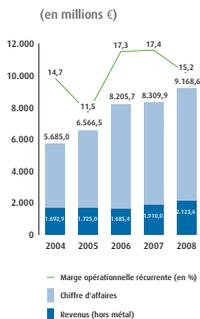
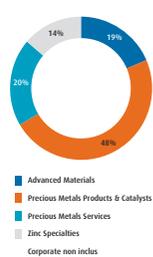
d'atteindre les objectifs environnementaux et sociaux

La performance en matière de santé n'a pas atteint l'objectif

Revue économique et financière⁽¹⁾

Revenus

Revenus

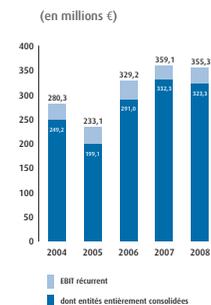
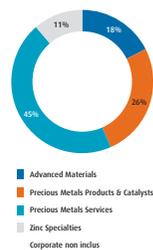


Les revenus ont augmenté de 10 % par rapport à l'année 2007. Ceci est principalement dû à l'intégration sur l'ensemble de l'année des activités acquises de Delphi Corporation à la fin du troisième trimestre 2007. La marge opérationnelle récurrente (revenu / EBIT récurrent des sociétés entièrement consolidées) a diminué en comparaison avec l'année précédente. La diminution s'est concentrée sur la deuxième moitié de l'année.

L'augmentation du chiffre d'affaires (qui inclut les métaux) est en ligne avec l'augmentation des revenus vu que les prix des métaux en 2008 ont été en moyenne similaires à ceux de 2007. Pour Umicore, les revenus sont une mesure plus significative de performance « top line » que le chiffre d'affaires car elle exclut l'impact des fluctuations des prix des métaux.

EBIT, récurrent

EBIT, récurrent

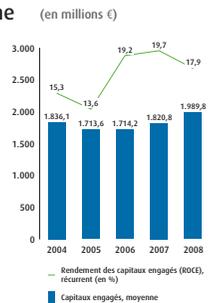
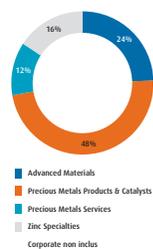


L'EBIT récurrent a été inférieur de 1 % à celui de 2007. L'activité Precious Metals Services a connu une année exceptionnellement forte avec des bénéfices récurrents en hausse de 37 %. Ceci a été le résultat d'une conjonction de plusieurs facteurs : un excellent approvisionnement, des prix des métaux élevés et des opportunités de commerce exceptionnelles. Advanced Materials et Zinc Specialties ont tous deux connu une forte croissance en 2008, de respectivement 14 % et 9 %.

L'activité Precious Metals Products and Catalysts a fait face à un second semestre difficile, ce qui a conduit à une chute des bénéfices récurrents de 35 %.

Capitaux engagés

Capitaux engagés, moyenne

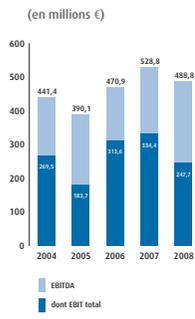
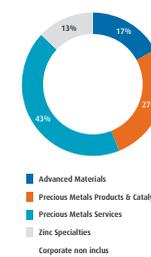


Les capitaux engagés à la fin de la période étaient à un niveau similaire à celui de la fin 2007. Cependant, la moyenne des capitaux engagés a été supérieure de 10 %, ce qui reflète largement le niveau élevé d'activité ainsi que l'impact des prix des métaux très élevés sur les besoins en fonds de roulement au premier semestre. La baisse des prix des métaux et la diminution des niveaux d'activité au second semestre ont conduit à une réduction des fonds de roulement tandis que les réductions de valeur relatives aux stocks et aux actifs financiers à la fin de l'année ont également réduit les capitaux engagés.

La combinaison des bénéfices stables et d'une hausse de la moyenne des capitaux engagés a permis au rendement des capitaux engagés (ROCE) d'atteindre un niveau de 17,9 %, par rapport à 19,7 % en 2007.

EBIT, EBITDA & éléments non récurrents

EBITDA



L'EBIT total de € 247,7 millions a été influencé négativement par une combinaison d'éléments non récurrents de € -107,7 millions. La majeure partie de ce montant était de nature non cash et liée à des réductions de valeur à la fin de l'année des actions Nyrstar détenues par Umicore et de différents stocks de métaux nécessaires en permanence. Tous les détails concernant les résultats non récurrents se trouvent dans les annexes aux comptes consolidés en page 100. Les charges liées à la dépréciation des actifs immobilisés et incorporels se sont élevées à € 113,4 millions, soit à un niveau similaire à 2007.

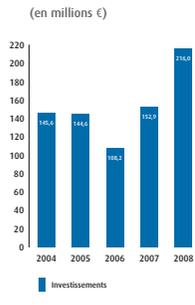
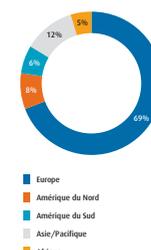
Bien que de nouveaux investissements aient été achevés en 2008, leur impact sur la dépréciation a été atténué par différentes ventes d'actifs et réductions de valeur. En plus de la dépréciation, tous les éléments de nature non cash tels que les réductions de valeur et les provisions sont rajoutées afin de calculer l'EBITDA. En 2008, ceux-ci s'élevaient à € 127,8 millions. L'EBITDA global a diminué de 8 % par rapport à 2007.

Les investissements sont supérieurs de plus de 40 % à ceux de 2007.

L'augmentation la plus significative a eu lieu au sein de l'activité Precious Metals Products and Catalysts. Cette hausse est principalement due aux investissements technologiques et investissements liés aux fonctionnalités pour l'activité Automotive Catalysts partout dans le monde. Les investissements ont également augmenté au sein d'Advanced Materials à la suite d'investissements consentis en Asie pour la production de matériaux pour batteries lithium-ion de nouvelle génération, et au sein de Precious Metals Services où l'investissement dans la nouvelle usine de préconcentration à Hoboken a été achevé. Au niveau du Groupe, environ 50 % du total des investissements ont été consacrés à des projets de croissance.

Investissements & acquisitions

Investissements

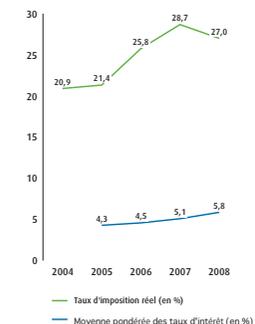


Charges financières & impôts

Le total des charges d'impôts récurrentes pour la période a été de € 73,1 millions, ce qui correspond à un taux d'imposition récurrent réel de 27,0 % sur les produits consolidés récurrents avant impôts, soit un niveau légèrement inférieur à 2007. La charge d'impôts totale pour la période était de € 67,2 millions, soit environ € 10 millions de plus qu'en 2007.

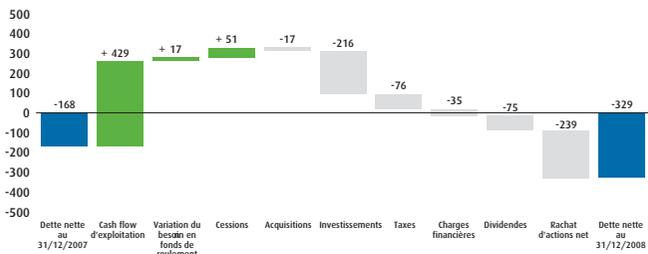
Cette hausse est imputable à un niveau total de taxation plus élevé sur différents éléments non récurrents. Les charges financières nettes ont été plus élevées qu'en 2007 à la suite de paiements d'intérêts plus élevés, de pertes nettes dues aux taux de changes et de charges non cash relatives au taux d'escompte appliqué aux provisions à long terme.

Les paiements nets d'intérêts ont augmenté à la suite de la perception d'intérêts plus faibles sur les dépôts de cash et à une répartition plus étendue



(1) Les données de tous les graphiques sauf celui représentant la dette financière nette ont été ajustées pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées à la suite de la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées à la suite de la scission des activités Cuivre en 2005.

Segmentation du cash flow (en millions €)

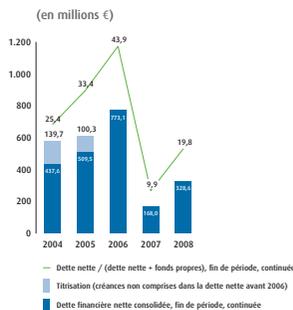
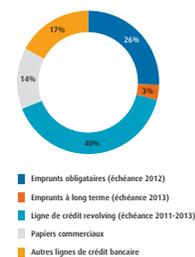


Umicore a généré un cash flow d'exploitation élevé en 2008. Le cash flow d'exploitation était de € 370,3 millions. Les besoins en fonds de roulement ont diminué d'environ € 17 millions avec une hausse importante au premier semestre compensée par des réductions au second semestre principalement dues à la chute des prix des métaux.

Les sorties de cash comprennent tous les éléments habituels tels que les investissements, les acquisitions, le paiement des dividendes et des impôts ainsi qu'un montant de € 239 millions pour le rachat net d'actions. À la fin de 2008, Umicore avait complété 85 % de son programme de rachat d'actions de € 400 millions qui a débuté fin 2007.

Évolution de la dette nette financière

Dette brute



Les dettes financières nettes à la fin de 2008 s'élevaient à € 328,6 millions.

Ce montant est supérieur aux niveaux exceptionnellement bas connus à la fin 2007, période à laquelle la société avait reçu des produits importants en cash à la suite de l'introduction en Bourse de Nyrstar.

Les fonds propres ont quelque peu diminué, conséquence de l'impact du rachat d'actions et de différents mouvements de juste valeur. Le ratio d'endettement (gearing) était légèrement inférieur à 20 %, un niveau considéré par le management comme très sain.

Plus des deux tiers de la dette sont en nature à moyen ou à long terme, avec des dates d'échéance qui se situent entre 2011 et 2013. Seulement la moitié des lignes de crédit bancaires syndiquées étaient utilisées à la fin de 2008.

Répartition du retour économique

La partie la plus significative du chiffre d'affaires global d'Umicore a servi pour l'approvisionnement de la partie métal des matières premières. Après déduction des autres coûts relatifs aux matières premières et des coûts relatifs à l'énergie ainsi que des amortissements, le retour économique à répartir était de € 851,6 millions.

La plus grande partie a été distribuée aux employés sous forme de salaires et d'autres avantages. Umicore paie des impôts aux gouvernements et aux autorités des pays/régions où elle est active et paie des intérêts à ses créanciers. Le dividende brut payé aux actionnaires est resté plus au moins stable (€ 73 millions) en supposant que le dividende de € 0,65 par action soit approuvé par les actionnaires lors de l'Assemblée générale ordinaire fin avril 2009. Dans les graphiques, les avantages pour les actionnaires n'incluent pas un montant brut de € 247 millions effectivement rendu aux actionnaires via des opérations de rachat d'actions durant l'année.

La société a réinjecté € 48,8 millions de son retour économique sous forme de bénéfice reporté. Ce montant exclut le dividende proposé pour 2008 et payé et comptabilisé en 2009 (ajusté pour actions propres et annulations jusqu'à fin février 2008) contrairement au dividende réel pour 2007 payé et comptabilisé en 2008. Il est donc légèrement différent par rapport aux montants du bénéfice reporté mentionné dans le bilan du 31 décembre 2008. Ce montant exclut également les sorties de cash nettes consacrées au rachat d'actions. Umicore a effectué des dons à des œuvres caritatives pour un montant total de € 1,5 million.

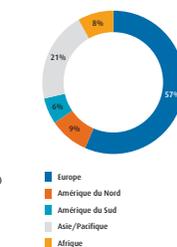
La majorité des avantages sociaux a été attribuée sous forme de salaires, le restant étant constitué de contributions à la sécurité sociale et aux pensions ainsi que d'autres avantages. Les avantages sociaux sont uniquement rapportés pour les entités entièrement consolidées et ne peuvent donc pas être aisément comparés avec les données relatives aux effectifs totaux qui incluent les sociétés associées. La répartition exacte du nombre d'employés par région et par catégorie est reprise en pages 66-67.

Chiffre d'affaires

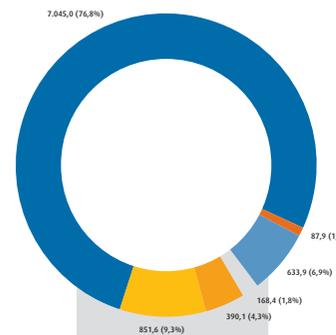


Chiffre d'affaires

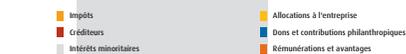
(répartition géographique, hors Precious Metals Management)



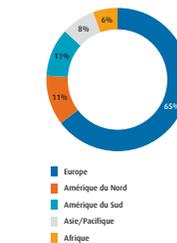
Géographiquement



Retour économique €851.6 (en millions €)



Impôts (seulement les sociétés consolidées)

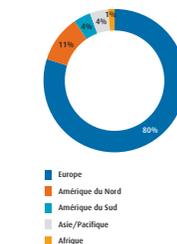


Géographiquement

Rémunérations & avantages €610.0 (en millions €)



Rémunérations & avantages (seulement les sociétés consolidées)



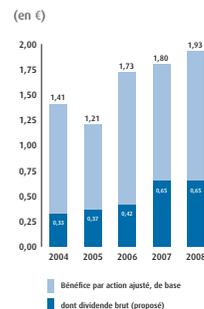
Géographiquement

Informations à propos de l'action

Dividendes^{(1) (2)}

Si l'affectation du résultat proposée est approuvée, il sera attribué, au titre de l'exercice 2008, un dividende brut de € 0,65 par action. Le dividende sera mis en paiement à partir du 6 mai 2009 auprès des sièges et des agences des établissements suivants :

- Fortis Banque
- ING
- Banque Degroof
- Banque Dexia
- KBC Bank
- Petercam S.A.



Structure du capital

En février 2008, l'entreprise a effectué une division du nominal d'actions par cinq, portant le nombre d'actions de 25 000 000 à 125 000 000. Le 9 décembre 2008, la société a annulé 5 millions d'actions propres. L'annulation a ramené le nombre total d'action Umicore à 120 000 000.

En 2008, Umicore avait complété € 247 millions de son programme de rachat d'actions propres de € 400 millions lancé fin 2007. Durant la période de référence, Umicore a utilisé 643 925 actions propres dans le contexte de l'exercice d'options sur actions. L'entreprise a racheté ses actions pour un montant de € 264 millions en 2007. Au 31 décembre, Umicore détenait 7 757 722 actions propres, soit 6,47 % de l'ensemble des titres en circulation.

Cours de l'action et volume de transactions⁽¹⁾



Données par action⁽¹⁾

	2004	2005	2006	2007	2008
(en €/action)					
Bénéfice par action excluant les activités non continuées ⁽²⁾					
Bénéfice par action, de base	1,27	0,97	1,70	1,81	1,06
Bénéfice par action, dilué	1,22	0,95	1,67	1,79	1,05
Bénéfice par action, ajusté, de base	1,41	1,21	1,73	1,80	1,93
Bénéfice par action, ajusté, dilué	1,36	1,19	1,70	1,78	1,91
Bénéfice par action incluant les activités non continuées					
Bénéfice par action, de base	1,44	1,14	1,55	5,21	1,06
Bénéfice par action, dilué	1,39	1,11	1,52	5,15	1,05
Dividende brut ⁽³⁾	0,33	0,37	0,42	0,65	0,65
Cash-flow avant financement, de base	0,96	1,06	-1,69	6,22	1,69
Total des actifs des activités continuées, fin de période, de base	22,92	23,33	29,79	26,82	26,95
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période, de base	7,56	7,71	7,41	12,42	11,50
Cours de l'action ⁽⁴⁾					
Plafond	12,15	19,97	26,00	36,53	37,10
Plancher	8,17	11,31	19,09	23,72	10,27
Clôture	11,97	19,92	25,80	34,00	14,07
Moyen	9,62	14,81	22,74	30,65	26,55

Structure du capital

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'actions ^{(1) (5)}					
Nombre d'actions émises, fin de période	127.274.375	129.055.250	130.050.125	130.986.625	120.000.000
dont actions nominatives	31.115	37.995	89.334	149.919	204.160
dont actions propres	3.658.435	3.155.485	3.304.260	10.911.770	7.757.722
Nombre moyen d'actions - EPS de base	123.307.955	125.073.349	126.469.895	125.233.789	115.263.300
Nombre moyen d'actions - EPS dilué	128.111.169	127.574.880	128.750.009	126.850.152	116.259.507
Capital social, fin de période (en millions €)					
Capital souscrit ⁽⁶⁾	563,2	459,7	463,2	466,6	500,0
Capitaux propres, part du Groupe	1.236,9	971,1	939,0	1.490,8	1.290,7
Capitalisation boursière	1.762,8	2.570,8	3.355,3	4.453,5	1.688,4
Actionnariat déclaré, fin de période (%)					
Umicore (actions propres)	2,87	2,45	2,54	8,33	6,46
Threadneedle Asset Management	-	-	-	-	3,47
Barclays Bank PLC	-	-	-	-	3,19
Schroders	-	5,16	-	-	-
Fidelity	6,06	4,98	-	-	-
Parfina - Banque Degroof	-	3,12	3,10	3,46	3,19
Merrill Lynch	-	3,10	-	-	-
Suez	0,54	-	-	-	-
Flottant	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Les données par action et le nombre d'actions ont été ajustés afin de tenir compte de la division du nominal par cinq qui a eu lieu le 29 février 2008.

(2) Les données sur le bénéfice par action ont été ajustées pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées à la suite de la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées à la suite de la scission des activités Cuivre en 2005.

(3) Pour les investisseurs redevables du précompte immobilier en Belgique, le dividende brut est sujet à un précompte immobilier de 25 % (réduit à 15 % sur présentation de strips VVPR). Le dividende 2008 suppose que les actionnaires acceptent la proposition du conseil d'administration de payer un dividende brut de € 0,65 par action.

(4) Le cours de l'action a été ajusté en 2005 pour tenir compte de la scission partielle de Cumerio.

(5) En 2008 Umicore a procédé à des augmentations de capital pour un total de 936 500 actions, créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés. Tous les droits de souscription restants ont été annulés fin 2007. Dans la période 2002-2006, Umicore a procédé à plusieurs augmentations de capital à la suite d'une émission d'actions en novembre 2003, l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés et la conversion d'options du plan ESOP 1999 en actions ordinaires.

(6) Après scission partielle de Cumerio et incorporation des primes d'émission.

Recherche et Développement

La transformation d'Umicore d'une entreprise de raffinage des métaux à forte densité de capital en un spécialiste de la technologie des matériaux a profondément modifié le profil d'investissement en R&D du Groupe. Les dépenses de R&D en 2008 ont augmenté de 33 %, pour atteindre un niveau de plus de 7 % des revenus. Sur le montant total de € 166 millions, € 16 millions sont à attribuer à des sociétés associées et € 15,5 millions ont été consacrés à des projets à long terme au niveau corporate.

Comme l'ensemble des activités d'Umicore ont en commun la technologie des matériaux et se concentrent sur le bouclage du cycle des matériaux, les activités R&D de chaque business unit – qui sont totalement intégrées au sein de ces unités – sont supportées par une unité R&D au niveau du Groupe. Celle-ci a mis en place différentes plates-formes technologiques de base afin de maximiser la cohérence et les synergies au sein des différentes activités.

Recycling & Extraction Technology se concentre sur la mise au point de processus métallurgiques afin de boucler le cycle des matériaux et accroître le flux des métaux. Parmi les faits marquants relatifs à cette plate-forme en 2008, citons la mise au point de brûleurs à ultrahaute température pour le chauffage des fours de conversion.

La plate-forme **Fine Particle Technology** met au point des matériaux de l'ordre du micromètre et du nanomètre destinés à des applications spécifiques. En 2008, la plate-forme a procédé au transfert de la technologie de production de nanoparticules d'oxyde de zinc à la business unit compétente.

Scientific & Technical Operations Support contribue à la mise en place de laboratoires, d'usines pilotes ainsi que de méthodes de recherche de pointe. En 2008, l'équipe Advanced Research Methods a doublé sa capacité d'expérimentation virtuelle.

EHS Scientific Competences étaye le travail scientifique et technologique lié aux stratégies Santé, Sécurité et Environnement (EHS) d'Umicore, plus particulièrement dans un contexte de régulation de plus en plus stricte des matériaux et des produits chimiques.

Enfin, **Analytical Competences** fournit des services analytiques. Ces deux plates-formes apportent leur aide à l'introduction sur le marché des produits d'Umicore.

L'année 2008 a vu l'introduction des Principaux Indicateurs de Performances en termes d'Innovation (Key Innovation Performance Indicators ou KIPi) ainsi qu'une interaction accrue avec les universités et les partenariats au niveau des services de recherche avec des entreprises sélectionnées. Les deuxièmes Umicore Scientific Awards ont été décernés à des thèses de master et de doctorat externes (Nicolas Marion, N-Heterocyclic carbenes as supporting ligands in homogeneous catalysis). L'excellence de l'innovation au niveau interne s'est traduite par la première édition des Umicore Innovation Awards.

Technologies propres

En R&D, Umicore s'est concentrée ces dernières années sur les « technologies propres », afin d'optimiser l'utilisation des matériaux rares et précieux ainsi que de réduire l'impact environnemental, selon la devise « Less is more ». Quelque 80 % des dépenses de R&D sont actuellement consacrés à des projets dans ce domaine. Ces derniers peuvent se répartir en trois catégories.

La partie **Solutions énergétiques** est consacrée aux matériaux permettant le stockage et la production d'énergie d'une manière durable. Umicore est l'un des principaux producteurs mondiaux de substrats en germanium, le matériau de base de cellules photovoltaïques très performantes,

actuellement utilisées en majeure partie dans les applications spatiales. En 2008, Umicore a décidé d'investir afin de doubler sa capacité de production de substrats en germanium, en vue d'anticiper la croissance rapide que le marché du photovoltaïque terrestre est appelé à connaître. Basées sur la technologie du concentrateur (jeu de miroirs ou lentilles concentrant les rayons solaires sur de petites cellules solaires), les cellules photovoltaïques en germanium sont, sous certaines conditions, plus rentables que les systèmes photovoltaïques classiques en silicium, au demeurant moins performants.

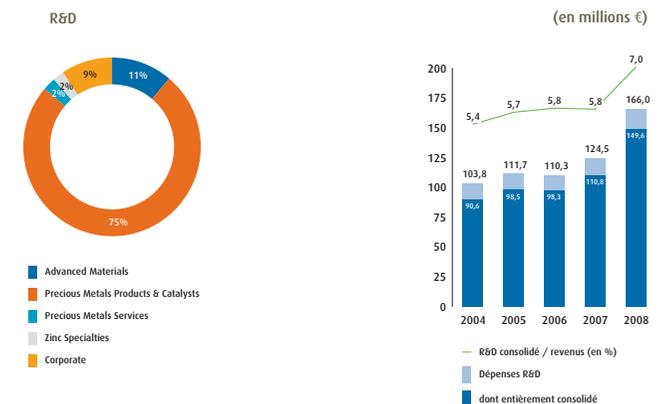
Umicore étend également ses fonctionnalités de production de matériaux pour cathodes de batteries rechargeables au lithium-ion, utilisées dans de nouvelles applications telles que les véhicules hybrides. De plus, Umicore met au point des matériaux électrocatalyseurs utilisés dans les piles à combustible, qui ne dégagent que de la vapeur d'eau. Ses recherches sont en partie conduites par SolviCore, une coentreprise avec Solvay.

Les technologies relatives aux **Solutions environnementales** atténuent l'impact sur l'environnement. Parmi les exemples, citons les catalyseurs automobiles d'Umicore (structure poreuse revêtue de solutions de métaux précieux qui réagissent avec les gaz d'échappement pour les rendre non toxiques), et des matériaux platinés façonnés, tels que le catalyseur de réduction du N₂O, qui réduit les émissions de gaz à effet de serre du secteur des engrais.

Le domaine **Solutions de recyclage** couvre tout un pan des activités d'Umicore, remédiant à la pénurie de ressources et aux émissions en bouclant le cycle des matériaux et en réduisant constamment l'utilisation des matières premières. Par exemple, Umicore possède la plus grande usine de recyclage de métaux précieux au monde, traitant plus de 350 000 tonnes de matières premières (sous-produits issus d'autres raffineurs de métaux non ferreux, catalyseurs automobiles et industriels usagés et déchets électroniques) par an afin d'en extraire 17 métaux différents (dont 7 précieux).

Pour un aperçu de nos technologies propres, veuillez vous référer aux pages 16-21.

Recherche et Développement



Solutions énergétiques

Cellules solaires à haut rendement à base de germanium

La puissance du soleil sur la terre, sur l'eau, dans le ciel et dans l'espace.

CELLULES SOLAIRES SPATIALES



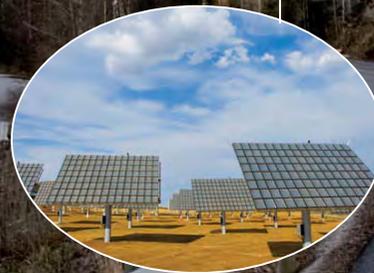
Les cellules solaires à haut rendement à base de germanium sont utilisées principalement pour des applications spatiales, par exemple, pour le Phoenix Mars Lander qui a atterri sur Mars en 2008.

BATEAU SOLAIRE



Le vainqueur du Frisian Solar Challenge aux Pays-Bas en 2008 utilisait les substrats en germanium d'Umicore.

CENTRALES ÉLECTRIQUES SOLAIRES



Les cellules solaires à haut rendement à base de germanium sont de plus en plus utilisées pour des applications terrestres telles que les centrales électriques.

VOITURE SOLAIRE



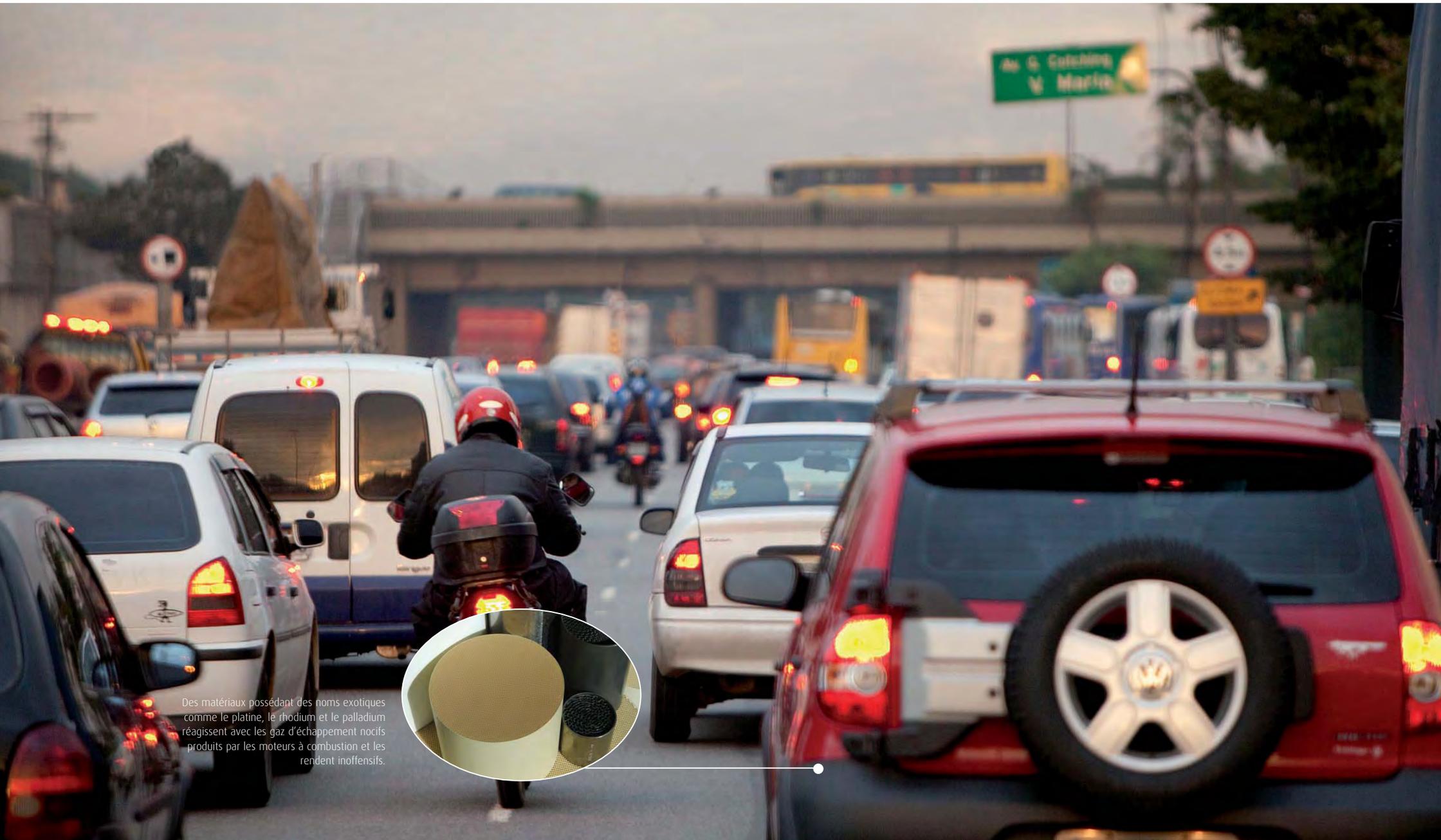
La Solar Team Umicore s'est classée en deuxième position au World Solar Challenge fin 2007, une course solaire de 3 000 km du nord au sud de l'Australie.

Solutions environnementales

Catalyseurs automobiles: de l'air pur pour une ville propre

Nous aidons à rendre l'air pur : nos solutions à base de métaux précieux ont participé à l'amélioration fondamentale des performances environnementales des voitures actuellement en circulation.

Dans un contexte de renforcement de la législation en matière d'émissions, nous améliorons constamment la performance des nos matériaux catalytiques pour faire en sorte que le secteur automobile puisse respecter une législation en matière d'émissions de plus en plus stricte.



Des matériaux possédant des noms exotiques comme le platine, le rhodium et le palladium réagissent avec les gaz d'échappement nocifs produits par les moteurs à combustion et les rendent inoffensifs.



Solutions de recyclage

Boucler le cycle des matériaux: nous ne jetons rien

Beaucoup d'applications électroniques n'existeraient pas sans les matériaux sophistiqués à base de métaux précieux et spéciaux qui leur permettent de fonctionner. Le sort de ces objets en fin de vie ne doit susciter aucune inquiétude. Les métaux ont une vie éternelle : ils peuvent être recyclés indéfiniment sans perdre leurs qualités.

Umicore possède la plus grande usine de recyclage de métaux précieux au monde, traitant des centaines de milliers de tonnes de matériaux chaque année et réinjectant ces précieuses quantités de métaux dans le cycle économique.



TÉLÉPHONES PORTABLES



Les vieux téléphones portables contiennent des métaux précieux tels que l'argent (Ag), l'or (Au) ou le palladium (Pd) que les opérations complexes de recyclage et de raffinage d'Umicore sont capables de récupérer. En moyenne, 50 000 téléphones portables contiennent environ 1 kilo d'or et 10 kilos d'argent. Environ 1-2 % seulement de tous les téléphones portables mis à la poubelle tous les ans sont recyclés. Ce nouveau type de « mine » possède donc un potentiel d'exploitation énorme.

CIRCUITS IMPRIMÉS



MyungKyung Kim, Marketing manager, Cobalt & Specialty Materials, et sa famille



Umicore boucle également le cycle des batteries usagées. Elle met en œuvre son procédé récompensé VAL'EAST™. Celui-ci permet de recycler les batteries rechargeables sans nécessiter de traitement préalable dangereux ni produire de déchets dangereux ou d'émissions de gaz nocifs.

Rapport économique



Cintia Santato, Export assistant, Precious Metals Chemistry, et son épouse Fabio

Grandir ensemble...

...The Umicore Way

Umicore s'emploie à concevoir des matériaux innovants pour la société, qui permettront d'améliorer notre qualité de vie tout en réduisant l'impact des activités de l'homme sur l'environnement. Nous y arrivons en mettant à profit notre expérience et notre savoir-faire unique en science des matériaux, chimie et métallurgie.

Nous aidons la société à mettre le cap sur un avenir durable. Notre vision stratégique du développement durable constitue un fil rouge au sein de nos quatre business groups. Voici notre méthode de travail, « The Umicore Way ».



Batteries rechargeables

Umicore est un leader mondial de la production de matériaux de base pour les batteries rechargeables utilisées dans les ordinateurs et les téléphones portables.

MyungKyung Kim, Marketing manager, Cobalt & Specialty Materials

Advanced Materials

Profil

Le business group Advanced Materials produit des métaux, des alliages, des composés et des produits spéciaux de haute pureté destinés à un large éventail d'applications avancées. Les principaux matériaux mis en œuvre sont le cobalt, le germanium et le nickel.

Le business group se compose de trois entités – **Cobalt & Specialty Materials**, **Electro-Optic Materials** et **Thin Film Products** - auxquelles s'ajoute une participation de 40 % qu'Umicore détient dans Element Six Abrasives (une joint-venture avec Element Six).

Les matériaux produits par Advanced Materials se retrouvent dans différentes applications liées à l'énergie verte, dont les batteries rechargeables et les panneaux photovoltaïques. Environ 78 % des matières premières utilisées au sein d'Advanced Materials proviennent de matériaux en fin de vie ou de matériaux secondaires.

Pour un profil plus détaillé d'Advanced Materials et plus d'informations concernant le développement durable, veuillez visiter www.umicore.com/en/businessGroups/am/am.htm

Performance annuelle et faits marquants

L'activité a enregistré une forte croissance avec une hausse de ses revenus de 19 % et de son EBIT récurrent de 14 %. Cette hausse est principalement attribuable à une meilleure performance de l'activité Cobalt & Specialty Materials ; l'ensemble des différents secteurs de produits a connu une bonne croissance annuelle. Même si les développements sur l'ensemble de l'année ont été positifs, l'activité a connu une baisse significative du volume des ventes au quatrième trimestre, conséquence des effets du ralentissement économique mondial sur la demande des clients. L'activité Electro-Optic Materials a, à nouveau, connu une excellente année grâce à des ventes élevées tout au long de 2008. L'activité Thin Film Products a vu son volume de ventes diminuer, mais des perspectives prometteuses liées à l'introduction de nouveaux produits sont apparues. La contribution des sociétés associées est en baisse à la suite d'un résultat net inférieur d'Element Six Abrasives.

Les investissements totaux ont été supérieurs à ceux de 2007 principalement grâce à des investissements dans les matériaux pour batteries rechargeables et les substrats en germanium.

Analyse

EBIT récurrent

+14%

+ 19%
Revenus

Forte croissance pour
Cobalt & Specialty Materials

Revue des activités

Pour **Cobalt & Specialty Materials**, le volume des ventes annuelles de matériaux cathodiques destinés aux batteries Li-ion rechargeables est resté inchangé par rapport à 2007. La demande des clients a ralenti à la fin de l'année étant donné que les ventes d'équipements électroniques portatifs ont commencé à diminuer. De plus, les fabricants de batteries ont commencé à écouler les stocks de matériaux qu'ils avaient constitués pour faire face à la croissance linéaire attendue au niveau de la demande de batteries. En 2008, Umicore a annoncé des investissements en Corée du Sud et en Chine en vue d'accroître les fonctionnalités d'Umicore en prélude au lancement de nouveaux matériaux cathodiques.

Le volume des ventes de poudres de cobalt extrafin pour des applications d'outillage en métaux durs ou diamantés a accusé un recul de 9 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de produits à base de cobalt et de nickel pour les applications telles que la céramique, la production de pneumatiques et la galvanisation ont connu une légère baisse en 2008 tandis que les ventes de produits en cobalt et en nickel destinés aux applications catalytiques ont continué d'afficher une croissance tout au long de l'année. Les volumes raffinés et recyclés ont fortement augmenté grâce à une disponibilité accrue des matériaux issus de sources primaires et aux efforts supplémentaires entrepris pour s'approvisionner en matériaux secondaires.

Au sein d'**Electro-Optic Materials**, les ventes de substrats ont connu une belle progression en 2008. La croissance a été alimentée par la demande accrue issue du secteur des satellites combinée avec la progression des ventes pour systèmes photovoltaïques terrestres à concentrateur et applications LED. En 2008, ces applications de pointe ont représenté quelque 15 % des ventes totales de substrats.

Umicore a annoncé le développement de nouvelles installations de production de substrats aux États-Unis, qui devraient être terminées au début de 2010. Elles devraient fournir la capacité nécessaire pour fournir les marchés émergents en substrats de germanium.

Les ventes de flans en germanium destinés à l'optique infrarouge ont bien progressé sur l'ensemble de l'année tandis que les livraisons de modules GASIR® à faible teneur en germanium ont accusé un repli.

Chez **Thin Film Products**, les ventes de produits pour applications électroniques ont accusé une forte baisse à la fin de l'année tandis que les ventes de produits ophtalmiques sont restées stables durant toute l'année. Dans le domaine des revêtements de grande surface, les revenus ont signé une belle progression annuelle. Le développement et la commercialisation de nouvelles cibles rotatives en oxyde d'étain-indium et en oxyde de zinc-aluminium ont connu une excellente progression tout au long de l'année.

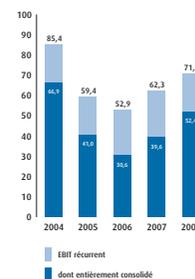
Le volume des ventes de produits destinés au secteur pétrolier et gazier a augmenté. Le volume des ventes de produits utilisés dans les secteurs du bois et des métaux a reculé. Cette diminution s'est surtout ressentie au quatrième trimestre : le ralentissement de l'activité dans les secteurs de la construction et de l'automobile s'est traduit par un recul des commandes, les clients préférant écouler leurs stocks. Le volume des ventes d'abrasifs diamantés a également accusé une baisse. La contribution nette d'**Element Six Abrasives** au résultat récurrent d'Umicore a souffert de l'impact négatif de la fluctuation des taux de change pendant l'année.

Quelques chiffres ...

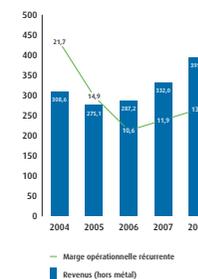
	(en millions €)				
	2004	2005	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	552,5	456,4	606,4	831,2	982,9
Revenus (hors métal)	308,6	275,1	287,2	332,0	395,0
EBITDA	106,3	83,6	77,1	83,5	86,3
EBIT récurrent	85,4	59,4	52,9	62,3	71,1
dont sociétés associées *	18,6	18,4	22,3	22,6	18,7
EBIT total	76,6	57,7	43,6	55,1	48,3
Marge opérationnelle récurrente (%)	21,7	14,9	10,6	11,9	13,3
Investissements	24,9	22,2	15,8	20,3	52,3
Capitaux engagés, moyenne	408,5	387,0	380,9	422,5	468,4
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	20,9	15,4	13,9	14,7	15,2
Effectifs, fin de période	4.075	4.330	5.515	5.821	6.198
dont sociétés associées *	2.574	2.935	4.139	4.261	4.550

* Ganzhou Yi Hao Umicore Industries Co. Ltd., Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co. Ltd., Todini and Co., (tous Cobalt & Specialty Materials); Element Six Abrasives
Les données de 2007 ont été ajustées à la suite du transfert de la business unit Thin Film Products du business group Precious Metals Products & Catalysts vers Advanced Materials.

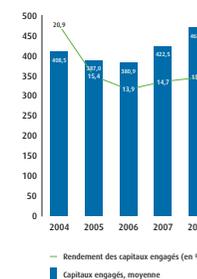
EBIT récurrent (en millions €)



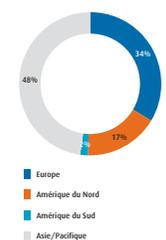
Revenus (en millions €)



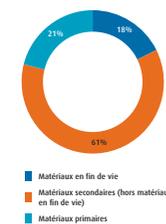
Capitaux engagés (en millions €)



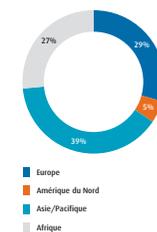
Chiffre d'affaires (par destination)



Efficacité des ressources



Effectifs, fin de période





Natthaya Kusolmanomai, Accountant,
Jewellery and Electroplating;
Panot Theppratra, Assistant
Production Manager and QMR,
Jewellery and Electroplating

Produits à base de métaux précieux

Umicore est un fournisseur clé d'alliages de métaux précieux utilisés dans la joaillerie de haute qualité.

Precious Metals Products and Catalysts

Profil

Precious Metals Products & Catalysts produit une gamme de matériaux fonctionnels complexes basée sur les métaux précieux et sur sa maîtrise des plates-formes technologiques telles que la catalyse et la technologie de traitement de surface. Ses activités sont organisées en cinq business units - **Automotive Catalysts, Catalyst Technologies, Jewellery and Electroplating, Platinum Engineered Materials** et **Technical Materials**.

Precious Metals Products & Catalysts joue un rôle important dans la réduction des polluants nocifs produits par les véhicules grâce à ses catalyseurs automobiles. Cette activité est aussi impliquée dans le développement de matériaux et de membranes pour les piles à combustible. Les matériaux secondaires et en fin de vie représentent environ 23 % de l'approvisionnement de l'activité (excluant l'impact des substrats utilisés dans les catalyseurs automobiles). Cette division constitue pour Umicore le premier domaine d'investissement en termes de R&D.

Pour un profil plus détaillé de Precious Metals Products & Catalysts et plus d'informations concernant le développement durable, veuillez visiter www.umicore.com/en/businessGroups/pmhc/pmhc.htm

Performance annuelle et faits marquants

L'année a été marquée par une première moitié prospère suivie par six mois beaucoup plus faibles.

Les revenus annuels sont en hausse de 10 % (principalement imputable à l'impact sur toute l'année des ventes provenant des activités issues de l'ancienne Delphi Automotive Catalyst) alors que le résultat d'exploitation a diminué de 34 %. La division Automotive Catalyst a subi de plein fouet la baisse d'activité dans le secteur automobile durant le quatrième trimestre. Cette tendance a été renforcée par le déstockage entamé par les clients à la fin de l'année.

L'activité Technical Materials a également connu une forte réduction des niveaux de vente au second semestre à la suite d'une diminution de la demande de la part des secteurs automobile et de la construction.

L'activité Jewellery & Electroplating a affiché une forte performance tirant parti de son offre en boucle fermée. Platinum Engineered Materials a également signé de bonnes performances tout au long de l'année grâce à la finalisation d'un certain nombre de projets de clients dans l'industrie verrière. Catalyst Technologies a amélioré sa performance par rapport à 2007.

Analyse

EBIT récurrent

-34%

+10%
Revenus

Chute significative des ventes
au quatrième trimestre

Revue des activités

La production automobile mondiale a reculé de 4 % en 2008. Malgré cette chute, les volumes des ventes d'**Automotive Catalysts** ont augmenté par rapport à l'année précédente. Cependant, cette progression est principalement à mettre à l'actif de l'intégration des anciennes activités de Delphi. Les ventes de catalyseurs ont fortement chuté au quatrième trimestre et cette réduction des volumes conjuguée à une base de production plus étendue et à une hausse des dépenses R&D, a érodé la rentabilité. Le volume des ventes d'Umicore a augmenté par rapport à celui de 2007 avec une poursuite de la croissance des volumes de filtres à particules pour moteurs diesel. En Amérique du Nord, la production automobile a ralenti tout au long de l'année et cette tendance a été aggravée par le déstockage pratiqué à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement. Le marché nord-américain s'oriente également vers des véhicules plus petits. La production automobile asiatique a augmenté en 2008, bien qu'un ralentissement se soit manifesté au second semestre. Les volumes des ventes d'Umicore en Asie se sont accrues principalement grâce à l'intégration des activités issues de l'ancienne Delphi en Chine. En Amérique du Sud, les volumes des ventes d'Umicore ont été stables par rapport à 2007.

Umicore a continué d'accroître la fonctionnalité technique de ses produits et de ses procédés afin d'anticiper les développements du marché à long terme. Des installations additionnelles d'essai, de recherche et de production ont été construites à travers le monde.

Catalyst Technologies a fait face à une demande accrue de clients issus de la chimie fine et du secteur pharmaceutique. Un nouveau site de production d'ingrédients pharmaceutiques actifs (API) à Pilar, en Argentine, a ouvert ses portes au mois d'octobre.

Le regain d'intérêt pour la technologie des moteurs électriques et hybrides s'est accompagné d'une révision à la hausse du financement par le secteur public et les principaux constructeurs automobiles, notamment dans le domaine des piles à combustible. Cette hausse a eu un impact positif sur le développement des activités d'Umicore dans ce domaine.

Les ventes de **Platinum Engineered Materials** ont été supérieures à celles de 2007, principalement grâce à l'augmentation des investissements dans le secteur du verre LCD. Cependant, le nombre de commandes a diminué vers la fin de l'année. Umicore s'est également implantée sur les marchés connexes de la fabrication de verre optique et technique. Les ventes de toiles en platin sont restées stables tout au long de l'année.

Au sein de **Technical Materials**, les revenus des matériaux de contact sont restés stables, malgré un fort ralentissement du volume des ventes à la fin de l'année à la suite du recul de la demande issue des secteurs automobile et de la construction. Dans l'activité d'alliages de soudure, le marché des pâtes pour l'industrie de l'outillage et automobile, ainsi que pour les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation, a accusé un net recul au second semestre.

Pour l'activité **Jewellery & Electroplating**, les flans en argent pour la frappe de monnaie et les applications industrielles ont fait l'objet d'une demande soutenue tandis que les volumes des ventes de produits semi-finis étaient comparables à ceux de l'année précédente. Les volumes des ventes de solutions de galvanoplastie ont chuté à la suite de l'affaiblissement de la demande de produits destinés aux secteurs électrique et automobile. Les volumes de recyclage d'or et d'argent ont bien progressé.

Quelques chiffres ...

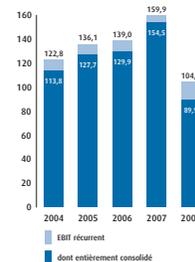
(en millions €)

	2004	2005	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	1.678,7	1.860,6	2.502,2	2.880,2	3.282,8
Revenus (hors métal)	708,9	766,2	837,6	926,0	1.016,9
EBITDA	166,6	177,7	181,1	193,5	136,6
EBIT récurrent	122,8	136,1	139,0	159,9	104,7
dont sociétés associées *	9,0	8,4	9,1	5,4	14,8
EBIT total	122,4	135,3	132,2	149,3	91,9
Marge opérationnelle récurrente (%)	16,1	16,7	15,5	16,7	8,8
Investissements	49,2	43,6	32,7	39,2	73,3
Capitaux engagés, moyenne	581,9	610,1	695,1	726,2	913,9
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	21,1	22,3	20,0	22,0	11,5
Effectifs, fin de période	3.273	3.420	4.022	4.311	4.403
dont sociétés associées *	178	220	263	248	272

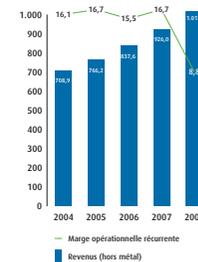
* ICT Co. Japan, ICT Inc. USA, Ordeg Korea, (tous Automotive Catalysts); SolviCore (Catalyst Technologies)

Les données de 2007 ont été ajustées à la suite du transfert de la business unit Thin Film Products du business group Precious Metals Products & Catalysts vers Advanced Materials.

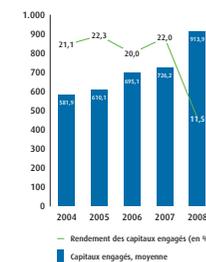
EBIT récurrent (en millions €)



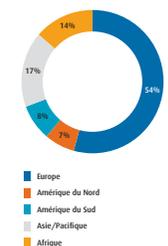
Revenus (en millions €)



Capitaux engagés (en millions €)



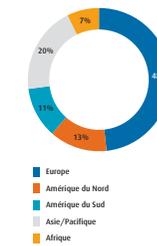
Chiffre d'affaires (par destination)



Efficacité des ressources



Effectifs, fin de période





Recyclage des déchets électroniques

Umicore est le plus grand recycleur au monde de métaux précieux à partir de sources diverses telles que les déchets électroniques et les téléphones portables

Alexandre Barbosa de Oliveira Santos; Production operator, Precious Metals Refining

Precious Metals Services

Profil

Precious Metals Services est le leader mondial en matière de recyclage des résidus complexes contenant des métaux précieux et d'autres métaux non ferreux. Elle se répartit en deux business units : **Precious Metals Refining** et **Precious Metals Management**.

L'activité de raffinage est capable de récupérer quelque 17 métaux précieux et autres métaux non ferreux à partir d'un large éventail de matériaux industriels intermédiaires complexes et de déchets contenant des métaux précieux provenant d'applications électroniques et catalytiques. La provenance de ces matériaux est internationale. Precious Metals Refining est unique par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses opérations. L'approvisionnement d'Umicore provient presque intégralement de sources secondaires (sous-produits industriels et matériaux en fin de vie).

L'efficacité des ressources du business group (utilisation des sources secondaires et recyclées) s'élevé à 92 %. Les activités illustrent à merveille la capacité de boucler le cycle des matériaux et de tirer pleinement parti du potentiel infini des métaux en termes de recyclage.

Pour un profil plus détaillé de Precious Metals Services et plus d'informations concernant le développement durable, veuillez visiter www.umicore.com/en/businessGroups/pmr/pmr.htm

Performance annuelle et faits marquants

L'activité a généré des résultats excellents, voire exceptionnels, en 2008 avec des revenus et un EBIT récurrent en hausse de respectivement 17 % et 37 %. Les opérations de raffinage ont continué de bénéficier de conditions d'approvisionnement excellentes.

La disponibilité des matériaux de sources secondaires et en fin de vie a été excellente et l'activité a également bénéficié d'un bon mélange de matériaux traités. La moyenne plus élevée des prix reçus pour les métaux précieux et les métaux spéciaux a également contribué à cette performance exceptionnelle.

L'activité Metals Management a généré des retours beaucoup plus élevés qu'à l'habitude grâce à des conditions extraordinaires sur les marchés mondiaux des métaux précieux. Les investissements ont été significativement plus élevés en 2008 à la suite de l'achèvement de l'investissement dans la nouvelle usine de préconcentration à Hoboken qui est devenue opérationnelle au milieu de l'année.

Analyse

EBIT récurrent
+37%

+17%
Revenus

Toutes les conditions étaient favorables
en 2008

Revue des activités

Les revenus issus du raffinage de **Precious Metals Refining** sont en hausse par rapport à l'année précédente, corollaire d'une hausse des prix obtenus pour les métaux, d'un apport accru des volumes entrants, d'une amélioration du mix entrant et de meilleures conditions moyennes de traitement par rapport à l'année dernière.

Pour la plupart des matériaux, le contexte d'approvisionnement est resté excellent. L'apport de sous-produits du secteur du raffinage des métaux précieux et non ferreux s'est accru en 2008. Des volumes élevés ont également été traités pour la plupart des matières recyclables, en particulier dans le cas des catalyseurs industriels. Durant la seconde moitié de l'année, certains producteurs de métaux précieux et non ferreux ont annoncé des diminutions de production qui pourraient affecter l'approvisionnement en 2009. La récupération des catalyseurs automobiles usagés a également accusé un recul vers la fin de l'année. Dans le contexte économique de moins en moins favorable, la durée de vie des voitures tend à s'allonger, ce qui a commencé à avoir un impact sur la disponibilité de catalyseurs usagés.

En dépit de la baisse généralisée du prix des métaux, la part de cette composante dans les revenus s'est accrue par rapport à 2007, corollaire des prix fixés dans les périodes précédentes. Ceci constitue une des principales raisons de la forte performance de l'activité au second semestre alors que les prix sur le marché de nombreux métaux précieux avaient fortement chuté. Les accords contractuels en place auront un certain effet de protection au cas où la faiblesse du prix des métaux persisterait en 2009. L'entité a accru ses revenus issus des métaux secondaires et des sous-produits comme l'acide sulfurique. Le prix de ce dernier s'est orienté à la baisse à la fin de l'année.

L'investissement dans la nouvelle usine de préconcentration a été terminé au premier semestre 2008 et les installations sont totalement opérationnelles depuis le début du second semestre de l'année, ce qui permet d'augmenter la flexibilité opérationnelle de l'usine d'Hoboken et de diminuer les stocks et les besoins en fonds de roulement.

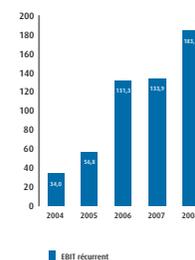
Au sein de **Precious Metals Management**, la demande industrielle de métaux a été forte durant la première partie de l'année mais s'est ralentie et a poursuivi son déclin, en particulier au dernier trimestre. Inversement, la demande de lingots d'or de la part des investisseurs a atteint des niveaux inégalés depuis longtemps. Face à la crise financière, qui s'est accentuée durant l'année, la demande de lingots a largement dépassé les stocks disponibles dans le monde et les capacités de production.

En 2008, le prix des métaux précieux a été en proie à une volatilité sans précédent. Le prix de nombreux métaux précieux a atteint des records historiques au premier semestre, avant de baisser fortement durant la seconde moitié de l'année. Une telle volatilité a offert d'excellentes opportunités de négoce tout au long de l'année et a par conséquent permis à l'activité de contribuer davantage qu'en moyenne aux résultats financiers du business group.

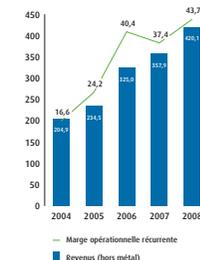
Quelques chiffres ...

	2004	2005	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	2.282,9	3.133,0	4.005,7	3.465,6	4.145,3
Revenus (hors métal)	204,9	234,5	325,0	357,9	420,1
EBITDA	59,0	97,7	162,4	173,3	218,2
EBIT récurrent	34,0	56,8	131,3	133,9	183,7
EBIT total	31,8	56,6	121,5	128,9	182,0
Marge opérationnelle récurrente (%)	16,6	24,2	40,4	37,4	43,7
Investissements	20,9	23,5	20,9	52,1	60,9
Capitaux engagés, moyenne	289,9	254,7	276,2	246,0	229,5
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	11,7	22,3	47,5	54,4	80,1
Effectifs, fin de période	1.289	1.297	1.314	1.452	1.514

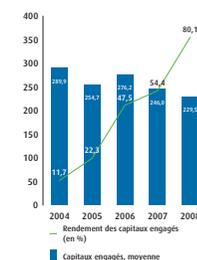
EBIT récurrent (en millions €)



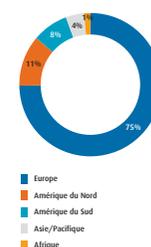
Revenus (en millions €)



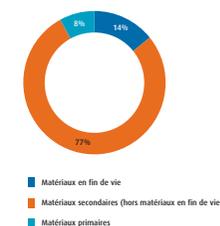
Capitaux engagés (en millions €)



Chiffre d'affaires (par destination)

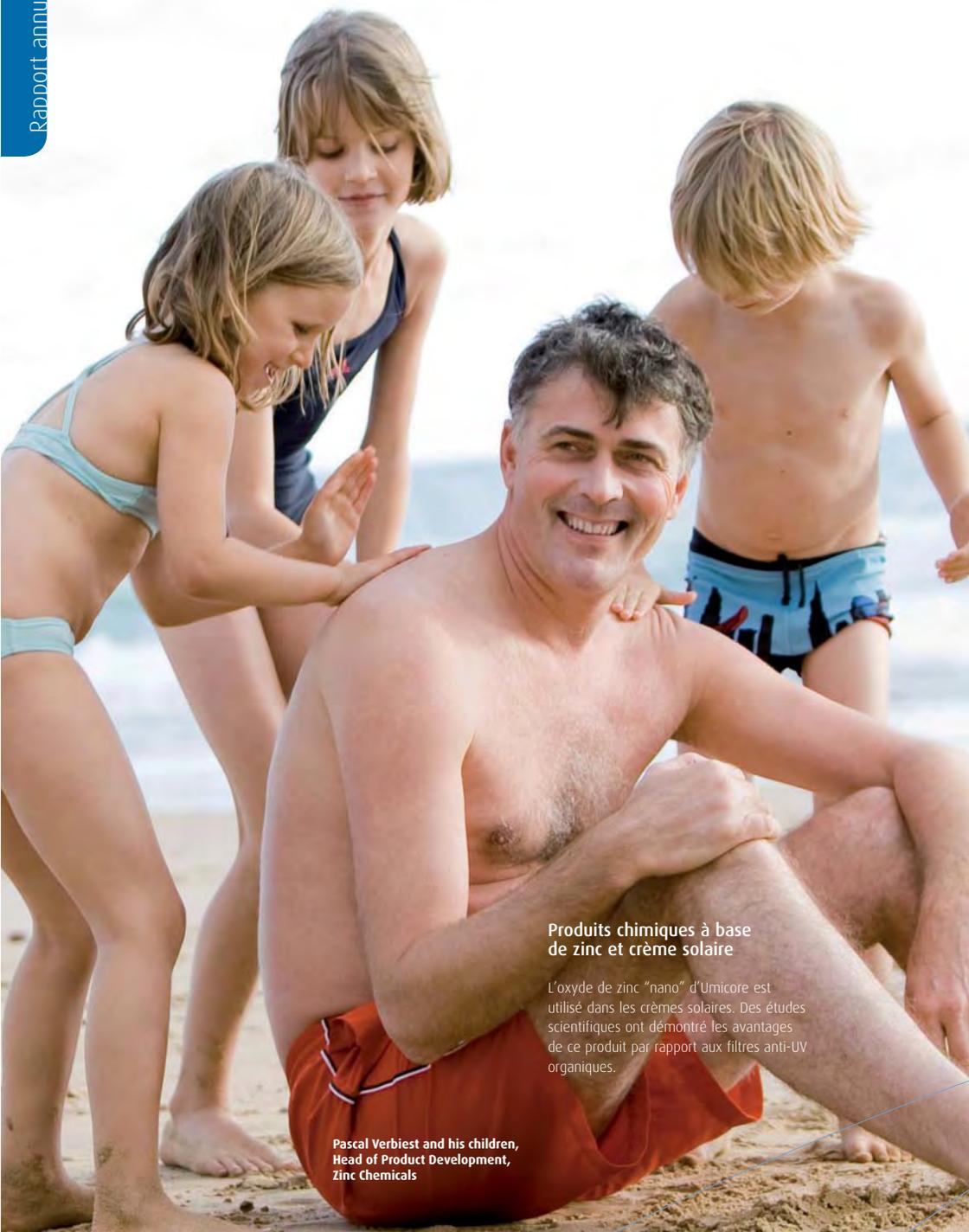


Efficacité des ressources



Effectifs, fin de période





Produits chimiques à base de zinc et crème solaire

L'oxyde de zinc "nano" d'Umicore est utilisé dans les crèmes solaires. Des études scientifiques ont démontré les avantages de ce produit par rapport aux filtres anti-UV organiques.

Pascal Verbiest and his children,
Head of Product Development,
Zinc Chemicals

Zinc Specialties

Profil

Zinc Specialties développe des produits chimiques, des poudres et des matériaux à base de zinc destinés à une grande gamme d'applications telles que les peintures, les catalyseurs, les matériaux de construction et les batteries primaires.

Zinc Specialties est divisé en trois business units : **Zinc Chemicals**, **Building Products** et **Zinc Battery Materials**. Une des principales propriétés du zinc est son excellente résistance à la corrosion, ce qui permet donc d'allonger la durée de vie du produit sur lequel il est appliqué.

Zinc Specialties est un important acteur dans le domaine du recyclage du zinc: environ 32 % du zinc utilisé provient du recyclage. « Boucler le cycle » est un pilier essentiel de la stratégie d'entreprise.

Pour un profil plus détaillé de Zinc Specialties et plus d'informations concernant le développement durable, veuillez visiter www.umicore.com/en/businessGroups/zn/zn.htm

Performance annuelle et faits marquants

Les revenus de l'année sont en baisse de 1 % tandis que l'EBIT récurrent est en hausse de 9 %.

Cette amélioration de la performance est principalement due à une meilleure contribution de la business unit Building Products, qui est parvenue à surmonter les difficultés de production qui ont affecté ses activités au second semestre 2007.

Les opérations de Zinc Chemicals ont affiché une performance de haut niveau bien que les volumes de vente ont diminué à la fin de l'année à la suite de l'affaiblissement de la demande des clients sur plusieurs marchés. Comme attendu, l'activité Zinc Chemicals a également obtenu un prix du zinc plus faible en 2008 qu'en 2007.

L'activité de moindre envergure Zinc Battery Materials a enregistré de bons résultats à la grâce à une hausse des ventes de produits plus avancés. Toutes les activités ont commencé à ressentir l'impact d'une demande réduite durant le quatrième trimestre.

Analyse

EBIT récurrent

+90%

-1%

Revenus

Amélioration du rendement
pour Building Products

Revue des activités

Pour **Zinc Chemicals**, le volume des ventes a diminué, toutes catégories de produits confondues. Ce fut particulièrement le cas au quatrième trimestre tandis que les clients réduisaient leurs commandes de manière significative. En ce qui concerne les poudres fines de zinc, on a noté une baisse des livraisons de poudres pour peintures aux fabricants de peintures qui desservent le marché asiatique des conteneurs maritimes. Les ventes de poudres pour produits chimiques se sont également tassées face à la baisse de la demande des fondeurs de zinc européens. Les ventes d'oxydes de zinc ont baissé principalement à la suite du recul de la demande dans le chef des fabricants de pneumatiques et de céramique. En 2008, les primes produits moyennes pour les différentes catégories de produits ont été élevées sur l'ensemble de l'année, bien que le tassement des volumes ait mis les primes sous forte pression dans les dernières semaines de 2008.

Dans les activités de recyclage, le contexte d'approvisionnement est resté difficile tout au long de l'année. La baisse du prix du zinc – surtout au second semestre – a quant à elle entamé les marges de recyclage.

En juillet 2008, la business unit a acquis Anandeya Zinc Oxides situé à Goa en Inde. L'acquisition de ce producteur d'oxyde de zinc aidera Umicore à fournir un support plus étendu à ses clients en Inde et au Moyen-Orient. L'expérience acquise grâce à cette transaction sera aussi profitable pour le Groupe Umicore au niveau de la recherche des possibilités de croissance en Inde.

Le volume des ventes de **Building Products** a enregistré une hausse de 4 % par rapport à 2007. L'activité a connu un ralentissement des livraisons au quatrième trimestre à la suite de la récession à laquelle fait face le marché de la construction européen, surtout en Allemagne et en France. Le marché des nouvelles constructions résidentielles, qui représente environ 40 % des revenus d'Umicore au sein de cette business unit,

a été le plus touché. Le niveau d'activité sur les marchés de la rénovation et de la construction non résidentielle, ainsi que sur de nouveaux marchés géographiques, a compensé quelque peu la récession sur le marché de la construction résidentielle neuve. Les ventes de produits à haute valeur dont le zinc prépatiné, ont poursuivi leur croissance et, pour la première fois, ont représenté plus de 30 % du volume total des ventes. Les primes produits moyennes pour l'ensemble de l'année ont légèrement augmenté par rapport à 2007.

L'étude des différentes options relatives à l'avenir de l'activité feuilles de plomb à Overpelt (Belgique) a été finalisée. Umicore a annoncé son intention de fermer ce site et a entamé à cet égard la procédure de consultation du conseil d'entreprise et des représentants syndicaux.

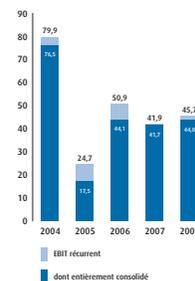
L'activité **Zinc Battery Materials** a signé des performances stables sur la quasi-totalité de l'année avec des volumes de ventes de produits haut de gamme en nette hausse en comparaison de 2007. Les livraisons de poudres se sont fortement tassées au quatrième trimestre. Cependant, les sites chinois ont livré de solides performances tout au long de l'année, passant d'un profil axé sur les ventes à l'exportation vers une concentration réussie sur les ventes nationales. Les primes produits en Europe et en Asie sont restées stables tout au long de 2008.

Quelques chiffres ...

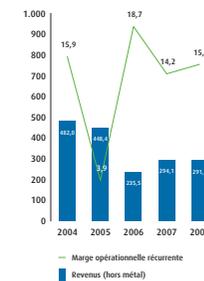
	(en millions €)				
	2004	2005	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	933,8	940,8	982,9	1.056,1	719,5
Revenus (hors métal)	482,0	448,4	235,5	294,1	291,7
EBITDA	134,0	65,1	66,5	61,7	65,5
EBIT récurrent	79,9	24,7	50,9	41,9	45,7
dont sociétés associées *	3,4	7,2	6,8	0,2	1,7
EBIT total	82,3	-25,4	45,2	34,8	29,3
Marge opérationnelle récurrente (%)	15,9	3,9	18,7	14,2	15,1
Investissements	41,5	47,2	25,2	25,5	18,5
Capitaux engagés, moyenne	360,5	383,5	277,4	359,5	301,4
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (%)	22,2	6,4	18,3	11,6	15,2
Effectifs, fin de période	4.048	3.977	2.027	2.172	2.229
dont sociétés associées *	1.173	1.159	477	509	512

* Rezinal (Zinc Chemicals); Ieqsa (Building Products)

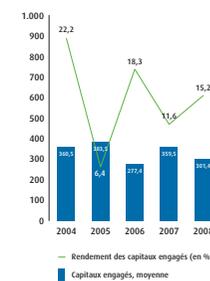
EBIT récurrent (en millions €)



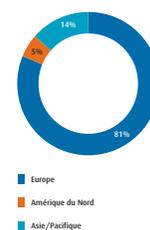
Revenus (en millions €)



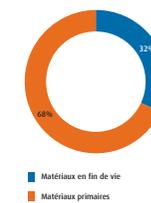
Capitaux engagés (en millions €)



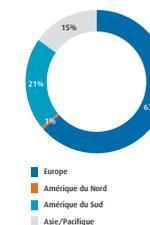
Chiffre d'affaires (par destination)



Efficacité des ressources



Effectifs, fin de période



Rapport environnemental



Claudio Vasconcelos; Engineering quality supervisor, Technical Materials, et sa famille

Vivre ensemble ...

...The Umicore Way

En 2000, Umicore s'est fixée des objectifs quinquennaux afin d'optimiser ses performances en matière d'environnement, reconnaissant que sa réussite impliquait la prise en compte de l'impact environnemental de ses activités et produits, ainsi que des besoins des générations futures. Associés aux objectifs sociaux définis en 2005, ces objectifs sont à la base de l'approche de développement durable d'Umicore. Chaque année, les progrès réalisés sont analysés, enregistrés, suivis et comparés à une série d'indicateurs de performance.

En 2004, Umicore a exposé les principes de son engagement en faveur du développement durable dans un document, « The Umicore Way », qui doit guider le groupe sur la voie d'un avenir durable en indiquant le cap à suivre et la manière d'atteindre les objectifs.



« L'assainissement du Bankloop est une belle réalisation. Les habitants d'Olen doivent en être fiers, tout comme les générations à venir pourront l'être. Cette problématique perdurait depuis des années et commençait à peser sur les esprits. La réalisation technique du projet n'a pas été simple. La communication avec les riverains a véritablement fait partie du processus d'apprentissage. Cela n'a d'ailleurs pas toujours été facile. Avec la création du groupe de travail Dialogue & Consultation, Umicore a clairement indiqué qu'elle était déterminée à mener cet assainissement en toute transparence. »

Nico Mijndonckx (à l'avant) habite à Olen (Belgique) et préside le groupe de travail « Dialogue & Consultation » qui a coordonné la consultation de la population locale au sujet de l'assainissement du Bankloop, le cours d'eau qui longe le site Umicore d'Olen. Nico est accompagné par le manager EHS d'Olen, Ludo De Ridder (à l'arrière).

Analyse des performances environnementales du groupe

Portée

Ce chapitre établit une évaluation des performances environnementales d'Umicore en 2008 en comparaison de 2007. L'analyse est axée sur les aspects environnementaux concrets qui forment l'assise des objectifs environnementaux du Groupe pour la période 2006-2010 (voir pages 68-77). Seules les données des activités consolidées sous contrôle opérationnel figurent dans le présent rapport.

Cinq sites acquis en 2007 sont venus s'ajouter à l'analyse de performance. Un autre site ayant fermé ses portes, le nombre total de sites répertoriés s'élève à 63. Les données environnementales de l'entité Thin Film Products, anciennement reprise dans le business group Precious Metals Products & Catalysts, sont désormais intégrées au sein d'Advanced Materials.

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites ont rendu compte de leur performance environnementale à la fin du troisième trimestre et ont défini leurs prévisions pour le quatrième trimestre. Les quatre sites les plus importants du point de vue de l'impact environnemental (pour 2008 : Hoboken, Changsha, Hanau et Olen) ont, eux, effectué leur reporting pour l'ensemble de l'année. Pour diverses raisons, les chiffres de l'année entière sont aussi disponibles pour six autres sites (Angleur, Eijsden, Pforzheim, Viviez, Overpelt, Florange).

Une analyse de sensibilité réalisée sur trois indicateurs (rejets de métaux dans l'atmosphère, rejets de métaux dans le milieu aquatique et consommation d'énergie) a révélé que la surestimation potentielle de la performance environnementale, pour cause de ralentissement économique, s'établirait à 3 % maximum des données annuelles.

Umicore utilise une base de données environnementales centralisée qui est mise à disposition des sites afin qu'ils y encodent leurs données : celle-ci garantit une interprétation consistante des définitions des indicateurs clés. Pour en savoir plus au sujet de l'approche d'Umicore en matière de gestion environnementale, rendez-vous sur le site www.umicore.com.

Les indicateurs clés de performance figurent au tableau de la page 49. Grâce à l'amélioration de la collecte de données à l'échelon des sites, certains critères de performance de notre rapport 2007 ont fait l'objet de légers ajustements.

Analyse

22% Matières recyclées

15 757 kg de rejets de métaux dans l'air, par rapport à 14 535 kg en 2007

Efficacité et recyclage des ressources

Le recyclage des matériaux métalliques est l'un des métiers fondamentaux d'Umicore. Soucieuse de quantifier cet aspect, l'entreprise rend compte de ses performances en matière d'efficacité des ressources et de recyclage ; chaque business unit est tenue d'identifier l'origine de ses approvisionnements en adhérant aux définitions suivantes :

- **Matières premières** : matières utilisées pour la première fois. Ces matières concernent principalement les minerais et les concentrés.
- **Matières secondaires** : sous-produits issus des flux de matières premières.
- **Matières recyclées** : matières qui ont achevé leur premier cycle de vie et qui seront retraitées par recyclage pour entamer un deuxième, voire un troisième cycle, etc.

Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières premières. Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total des approvisionnements.

En 2008, 37 % des approvisionnements d'Umicore ont été d'origine primaire, comparativement aux chiffres de 2007 (38 %). Vingt-deux pour cent des approvisionnements provenaient de matières recyclées et 41 % de matières secondaires (figure 1).

Consommation d'eau

La consommation d'eau totale concerne son usage à des fins industrielles et sanitaires.

En 2008, la consommation d'eau totale a légèrement augmenté, pour passer de 4 971 000 m³ en 2007 à 5 220 000 m³, soit une hausse de quelque 5 %. Le site d'Overpelt (Zinc Battery Materials et Building Products) a fait état d'une augmentation des quantités pompées dans la nappe phréatique, passant de 43 000 m³ à 107 700 m³. Cette disparité peut s'expliquer par le fait qu'en 2007, les données communiquées par Nyrstar, la société propriétaire du site, étaient des données estimées et non des données réelles comme c'est le cas à présent. L'augmentation dans le chef d'Advanced Materials est principalement imputable à l'arrivée des sites de Thin Film Products dans le business group, ainsi qu'à un léger accroissement de la consommation d'eau de surface sur le site d'Olen (Electro-Optic Materials et Cobalt & Specialty Materials) (figure 2).

Consommation énergétique

Dans un souci de mieux détailler sa consommation d'énergie, Umicore a rassemblé des informations sur tous les vecteurs énergétiques pertinents. Outre les données relatives aux ressources énergétiques (électricité, combustibles lourds, gaz, gaz naturel, gaz de pétrole liquéfié et charbon), des données sur la valeur énergétique de l'air comprimé et de vapeur achetés sont incluses dans le rapport. Les deux principaux sièges administratifs (Bruxelles et Bagnolet) ont aussi rapporté leur consommation énergétique.

En 2008, la consommation totale d'énergie a atteint 7 838 térajoules, en hausse par rapport aux 7 637 térajoules de 2007. L'essentiel de la hausse est à porter au crédit du business group Precious Metals Products & Catalysts, du fait des quatre nouveaux sites désormais intégrés au rapport. La légère baisse observée chez Zinc Specialties s'explique par le recul des volumes de production sur le site de Changsha (Zinc Chemicals) (figure 3).

La consommation indirecte d'énergie par source énergétique primaire a atteint 202,3 térajoules.

La modernisation des locaux bruxellois a permis de réduire de quelque 20 % la

consommation d'énergie par rapport aux niveaux de 2007.

Déchets

Chaque site d'Umicore est tenu d'établir un rapport distinct relatif aux volumes de déchets dangereux et non dangereux générés, et ce conformément à la législation en vigueur. Les chiffres présentés ne reprennent pas les sols excavés liés aux différents projets de réhabilitation.

En 2008, Umicore a généré 54 405 tonnes de déchets dangereux, ce qui représente une augmentation par rapport aux 27 578 tonnes produites en 2007 (figure 4).

Une proportion importante a été engendrée par Advanced Materials, qui a vu ses déchets dangereux passer de 9 887 tonnes en 2007 à 21 400 tonnes en 2008. Cette situation trouve son origine dans le changement d'approvisionnement du site d'Olen (Electro-Optic Materials et Cobalt & Specialty Materials). Les résidus produits ont dû être orientés vers une filière de traitement des déchets. En outre, une nouvelle activité de recyclage du nickel a généré des effluents qui ont nécessité un traitement par une société externe spécialisée. Enfin, le recyclage interne moins intensif des boues de la station d'épuration des eaux usées, conjugué à l'augmentation des débris de construction, a

FIGURE 1
Approvisionnements d'Umicore (en %)

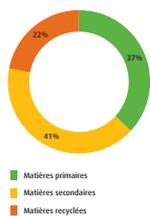


FIGURE 2
Consommation d'eau (1 000 m³)

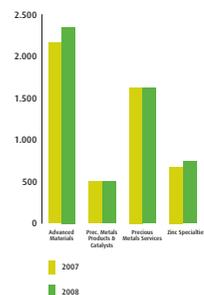


FIGURE 3
Consommation d'énergie (en TJ)

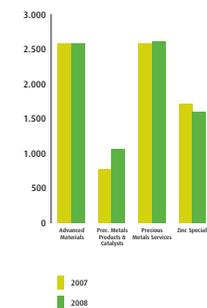
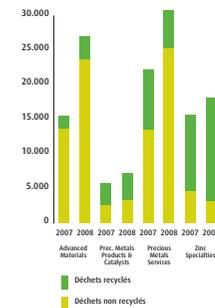


FIGURE 4
Déchets générés (en tonnes)



grevé les volumes de déchets dangereux du site. Des efforts sont actuellement consentis afin de réduire ces volumes en 2009.

Les instances environnementales régionales ont demandé au site de Hoboken (Precious Metals Refining) d'éliminer le stock historique de résidus d'arséniate de calcium. Ces derniers ont été mis en décharge début 2008, ce qui explique les volumes de déchets dangereux de 25 085 tonnes, contre 12 645 tonnes en 2007. Vu le caractère exceptionnel de l'opération, les volumes devraient repartir à la baisse en 2009. Si l'on ne tient pas compte de l'arséniate de calcium, les volumes de déchets dangereux du site ont diminué de 15 % par rapport aux niveaux de 2007.

Enfin, le site de Viviez (Building Products) a dû envoyer ses résidus de zinc à un spécialiste externe du traitement des déchets, au lieu de les faire valoriser par Nyrstar à Auby.

Pour l'ensemble du groupe, le taux de recyclage global des déchets dangereux a atteint 13,1 %.

Les volumes de déchets non dangereux ont quant à eux diminué, passant de 31 481 tonnes en 2007 à 28 739 tonnes en 2008. Le site de Hoboken (Precious Metals Services) a en effet généré moins de scories. Quelque 71 % des déchets non dangereux ont été recyclés, contre 66 % en 2007.

Rejets dans l'atmosphère et le milieu aquatique

Rejets dans les eaux de surface

Après sept années de baisses successives, les rejets de métaux dans le milieu aquatique ont augmenté de 4 858 kg en 2007 à 5 709 kg en 2008 (figure 5). Chez Advanced Materials, l'augmentation des rejets est imputable à l'intensification des activités à Maxton (Cobalt & Specialty Materials) par rapport à 2007. Le site de Viviez (Building Products) a aussi enregistré une hausse des rejets de nickel en raison d'un regain d'activité, mais a également modifié le procédé de fabrication des feuilles de zinc prépatiné.

En 2008, 306 373 kg de « demande chimique en oxygène » (chemical oxygen demand ou COD) ont été rejetés (données non reprises au tableau récapitulatif), contre 268 534 kg en 2007. L'augmentation des quantités déclarées par certains sites belges est probablement surestimée. L'analyse chimique sera donc réévaluée en 2009.

Rejets dans l'atmosphère

En 2008, le total des rejets de métaux dans l'atmosphère s'est établi à 15 757 kg, en hausse par rapport aux 14 535 kg de l'année précédente (figure 6).

FIGURE 5
Rejets de métaux dans l'eau (en kg)

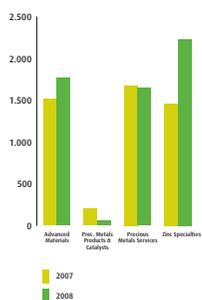
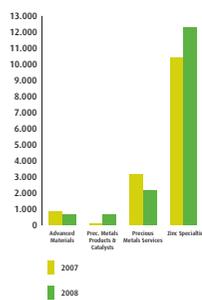


FIGURE 6
Rejets de métaux dans l'air (en kg)



La hausse apparente observée chez Precious Metals Products & Catalysts est due à une plus grande précision d'échantillonnage sur les sites de Bangkok (Jewellery and Electroplating) et Burlington (Automotive Catalysts).

Si la norme locale en la matière n'a pas été dépassée, le site de Pasir (Zinc Chemicals) a rejeté des concentrations plus élevées de zinc. En cause : une fuite momentanée dans une chambre de filtration. Une meilleure maintenance évitera que des incidents similaires se reproduisent à l'avenir.

Certains sites ont fait état d'une réduction des rejets de métaux dans l'atmosphère.

Le site de Hoboken (Precious Metals Refining) est parvenu à réduire ces rejets grâce, notamment, à une diminution des émissions au niveau de l'unité de concentration des métaux précieux, au recul des émissions du haut-fourneau à plomb et au remplacement du fioul par le gaz naturel pour la combustion.

De même, le site de Changsha (Zinc Chemicals) a largement réduit ses rejets de zinc grâce à l'installation d'un nouveau système d'épuration des gaz.

Les émissions de SO_x dans l'air ont chuté de 810 tonnes en 2007 à 561 tonnes en 2008.

Les émissions de NO_x ont diminué de 534 tonnes à 415 tonnes en 2008 (voir tableau récapitulatif).

Les émissions de « composés organiques volatils » (VOC) font l'objet d'un rapport pour la deuxième année consécutive. Toutefois, en raison des divergences d'interprétation concernant la définition des VOC sur certains sites, un indice de performance mondial ne peut être avancé. L'entreprise a entamé un projet censé apporter plus de cohérence à l'interprétation et aux rapports sur cet indicateur.

Après deux années d'évaluation des données, les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone ne se révèlent pas significatives pour l'entreprise.

Gaz à effet de serre

Nos données sur les gaz à effet de serre reprennent les émissions associées au premier champ d'application (émissions directes de gaz à effet de serre) et au second champ d'application (émissions dues aux achats d'électricité, de vapeur et d'air comprimé).

Le total des émissions de CO₂ en 2008 a atteint 589 256 tonnes, en hausse par rapport aux 565 599 tonnes de 2007 (figure 7). La hausse enregistrée par Precious

FIGURE 7
Emissions de CO₂ (en tonnes)

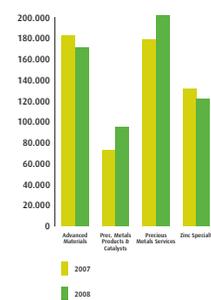
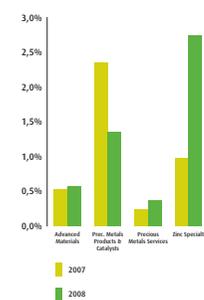


FIGURE 8
Violation des normes (en %)



Relevé des principaux indicateurs de performances Environnement pour le Groupe Umicore par segment d'activités

Metals Products & Catalysts est imputable à la prise en compte de quatre nouveaux sites au sein du rapport. La baisse enregistrée par Advanced Materials s'explique par le remplacement partiel de la combustion du fioul par du gaz naturel en 2008 sur le site d'Olen.

Le léger repli des émissions de CO₂ de Zinc Specialties est dû à la baisse des volumes de production à Changsha (Zinc Chemicals). Les émissions de CH₄ et de N₂O se sont respectivement établies à 4,83 tonnes équivalent CO₂ et 38 099 tonnes équivalent CO₂.

Le potentiel total de réchauffement planétaire (basé sur les trois gaz à effet de serre pertinents, à savoir CO₂, CH₄ et N₂O) a progressé de 599 362 tonnes équivalent CO₂ en 2007 à 627 568 tonnes en 2008.

Conformité à la législation

En 2008, près de 64 000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre quelque 47 000 en 2007. Ces mesures visent à vérifier la conformité environnementale aux réglementations, permis et/ou normes locales en vigueur. Elles comprennent classiquement l'échantillonnage et l'analyse des effluents ainsi que le suivi de la qualité de l'air ambiant, sans oublier les mesures de bruit environnemental.

L'augmentation du nombre de relevés chez Advanced Materials est due au contrôle du cobalt sur les sites de Maxton et Fort Saskatchewan (Cobalt & Specialty Materials). La progression du nombre de relevés chez Precious Metals Products & Catalysts s'explique quant à elle par l'arrivée de nouveaux sites qui rapportent leurs données pour la première fois.

En 2008, 801 de ces mesures ont dépassé le seuil fixé par la norme environnementale, contre 763 en 2007. L'indice de dépassement global pour 2008 a diminué pour atteindre 1,25 %, contre 1,59 % en 2007 (figure 8).

Le recul observé par business group Precious Metals Products & Catalysts est principalement imputable à la diminution du nombre de relevés non conformes sur les sites de Guarulhos, Schwäbisch Gmünd et Pforzheim. Par ailleurs, Zinc Specialties a vu ce nombre progresser à la suite d'une augmentation des rejets de nickel dans le milieu aquatique sur le site de Viviez et des relevés environnementaux non conformes à Pasir.

Biodiversité

L'entreprise est convaincue que ses activités actuelles ont peu d'incidences néfastes sur la biodiversité au niveau des sites où elle est présente. Pour faire face à la pollution historique relative à ses activités passées, elle met en œuvre des projets d'assainissement des sols et des nappes phréatiques (voir pages 60-61).

En 2008, tous les sites ont été priés de préciser s'ils déployaient leurs activités au sein ou à proximité de zones sensibles pour la biodiversité. Neuf sites ont déclaré que c'était effectivement le cas, contre six en 2007. Cette augmentation est principalement le fait d'une plus grande précision de l'évaluation et de la communication des données pour cet indicateur. Citons les registres officiels de zones protégées (p. ex. Angleur, Hoboken, Auby, Bray-et-Lû et Manaus) ou les études d'incidence (p. ex. Olen). Umicore s'est impliquée dans plusieurs projets de sauvegarde de la biodiversité sous les auspices du réseau Natura 2000 de l'UE, en particulier sur le site protégé d'Angleur, où des espèces naturelles rares ont fait leur réapparition.

La stratégie d'Umicore inclut la réalisation d'une étude d'impact détaillée sur l'environnement dans le cadre de ses principaux investissements, acquisitions et transferts fonciers.

Segment d'activité		Advanced Materials		Precious Metals Products & Catalysts		Precious Metals Services		Zinc Specialties		Groupe Umicore	
		2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Consommation d'eau	1 000 m ³	2.167	2.350	499	501	1.627	1.624	677	745	4.971	5.220
Consommation d'énergie	térajoules	2.574	2.577	766	1.064	2.580	2.605	1.717	1.593	7.637	7.838
Production totale de déchets	tonnes	15.455	27.032	5.750	7.122	22.208	30.832	15.645	18.158	59.058	83.144
Déchets dangereux	tonnes	9.887	21.400	2.193	2.291	13.008	25.089	2.489	5.625	27.578	54.405
Recyclage	%	5,08	3,49	66,80	51,80	0,30	0,44	74,09	90,24	13,97	13,08
Déchets non dangereux	tonnes	5.567	5.632	3.557	4.831	9.200	5.743	13.156	12.533	31.481	28.739
Recyclage	%	22,44	43,97	47,53	54,07	93,92	93,14	69,43	79,04	65,80	70,79
Métaux rejetés dans les eaux	kg	1.516	1.769	203	57	1.678	1.647	1.461	2.235	4.858	5.709
Métaux rejetés dans l'air	kg	878	676	72	670	3.175	2.130	10.406	12.280	14.532	15.757
Emissions de SO _x	tonnes	38	10	2,5	2,5	585	466	185	83	810	561
Emissions de NO _x	tonnes	171	130	87	88	168	133	108	64	534	415
Emissions de CO ₂	tonnes	182.851	170.733	72.661	95.155	178.488	201.354	131.599	122.013	565.599	589.256
Violation des normes	%	0,52	0,57	2,34	1,35	0,24	0,37	0,97	2,73	1,59	1,25

Conclusions générales

En dépit des bonnes avancées enregistrées par plusieurs sites, les résultats consolidés 2008 sont en hausse par rapport à 2007, pour la plupart des indicateurs. L'élargissement de la portée du rapport et, dans certains cas, une plus grande précision expliquent en partie cette situation. Des incidents spécifiques (p. ex. rejets de métaux dans l'atmosphère) et des situations ponctuelles (p. ex. déchets dangereux) ont aussi influencé les performances.

Umicore est convaincue que la poursuite du déploiement des objectifs du Groupe ainsi que les plans d'amélioration y afférents (cf. pages 51-59) permettront aux sites d'identifier anticipativement, et donc d'éviter, les situations qui nuisent à notre objectif d'amélioration continue des performances.

Objectifs environnementaux du Groupe pour 2006-2010

Portée

Umicore a défini cinq objectifs environnementaux pour le Groupe pour la période 2006-2010. Ces objectifs expriment, avec les objectifs sociaux du Groupe (pages 68-77), l'approche d'Umicore en matière de développement durable.

Ces objectifs stimulent l'amélioration continue des performances de l'entreprise en termes d'aspects environnementaux, qui revêtent une grande importance aux yeux du Groupe. Comme ces objectifs reposent sur les performances réalisées au cours des années précédentes, ils offrent la souplesse nécessaire pour permettre aux sites de concourir, à leur rythme, à la réalisation des objectifs assignés à l'horizon 2010. Ils viennent étayer les initiatives prises par de nombreux sites en matière de gestion environnementale.

Soucieux de favoriser l'avancement correct et la bonne compréhension des objectifs, Corporate EHS a organisé des ateliers dans différentes business units et régions. Ce fut l'occasion d'évoquer les plans d'action et d'échanger les pratiques d'excellence avec les managers en charge de l'environnement des différents sites.

Le présent chapitre fait le point sur les avancées réalisées en 2008 sur ces cinq objectifs environnementaux.

Dans ce contexte, les données ont été récoltées par le système de gestion des données environnementales du Groupe. En 2008, des questions sont venues étoffer la base de données, afin de faciliter la compréhension des plans déployés sur site. Le bureau de contrôle externe (Environmental Resources Management Certification and Verification Services Limited - ERM CVS) a comparé les progrès enregistrés aux objectifs dans le cadre de leur programme de vérification.

Conformément à la procédure d'établissement de rapports d'Umicore, cinq sites acquis en 2007 ont rejoint le giron des objectifs environnementaux du Groupe. Un autre site a été fermé. La portée globale du reporting concerne donc désormais 63 sites industriels, contre 59 l'an dernier.

Les objectifs 1, 2 et 3 concernent l'ensemble des 63 sites industriels ; l'objectif 4 en matière d'efficacité énergétique s'applique également aux deux principaux sites administratifs (Bruxelles et Bagnolet). L'objectif 5 ayant trait à la sécurité des produits fait l'objet d'un rapport à l'échelle de la business unit.

Dans les graphiques, l'état d'avancement est exprimé en pourcentage de l'ensemble des sites, indiquant soit si l'objectif a été atteint, soit si des actions sont en cours, soit si des actions doivent encore être entamées.

- objectif atteint : tous les critères de l'objectif sont remplis.
- actions en cours : des mesures ont été mises en œuvre en vue de rencontrer l'un des objectifs.
- actions à initier : aucune mesure n'a été prise sur aucun des critères relatifs à l'objectif concerné.

« L'amélioration de notre performance environnementale demande beaucoup de travail mais constitue également un effort collectif, tout en recevant un support technique de notre business unit et du département EHS. Nous n'aurions pas atteint un tel résultat sans une communication interne efficace et sans une formation efficace des opérateurs avant la mise en route du système. »

Terry Liu - EHS Manager, Umicore Hunan Fuhong Zinc Chemicals Co. Ltd. Le site de Changsha (Chine) a installé un nouveau système de nettoyage des gaz qui a diminué de façon drastique les émissions de zinc dans l'atmosphère.

Premier objectif

Pour toutes les sources ponctuelles d'émission dans l'atmosphère et dans l'eau, tous les sites industriels doivent mettre en place des plans d'amélioration basés sur le principe BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif sur l'environnement).

- Pour les sites dont les émissions de métaux dans l'air et l'eau sont supérieures à une tonne par an, il convient de fixer un objectif quantitatif sur base de BAT.
- Les sites industriels qui produisent des émissions diffuses devront être en mesure de démontrer des améliorations continues en matière de maîtrise de ces sources diffuses.

Cet objectif entend instaurer une approche systématique de la maîtrise des émissions, tous sites confondus, en prenant en compte les défis sociaux et économiques.

À la fin 2008, 57 % des sites avaient déployé un plan conforme à tous les critères de l'objectif en vue de maîtriser et de gérer encore davantage leurs émissions dans l'air et l'eau, contre 42 % en 2007.

En outre, 40 % des sites sont occupés à élaborer ou à mettre en œuvre un plan de ce type (figure 6).

Ils sont 63 % à avoir mis en œuvre des programmes d'amélioration concernant les émissions dans l'atmosphère (contre 56 % en 2007), tandis que 53 % – hausse de 17 % par rapport à 2007 – en ont mis en place pour les émissions dans l'eau (figure 1).

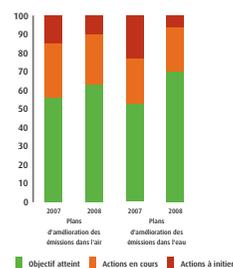
Au cours de la collecte de données, des informations plus détaillées ont été réunies pour faciliter la compréhension des plans déjà mis en œuvre ou en cours de déploiement.

Outre les instruments existants, garants de la conformité aux réglementations, de nombreux sites ont optimisé leurs procédures.

Ils ont implémenté une série d'éléments clés tels qu'une analyse régulière des points d'émission, un suivi des meilleures techniques disponibles, une plus grande précision des programmes d'échantillonnage (qui ne se limitent pas exclusivement à l'échantillonnage réglementaire), un réexamen du cadre réglementaire, etc.

FIGURE 1

Plans d'amélioration des émissions dans l'air et l'eau (en % de l'ensemble des sites)



Ces éléments améliorent la qualité des procédures du site et sont souvent intégrés au système de gestion environnementale de ce dernier.

Globalement, 23 sites ont fait part de la validité des sources diffuses ; chez 16 d'entre eux, un programme de contrôle est déjà en vigueur. Les mesures prises incluent entre autres le nettoyage et l'arrosage régulier des voiries, une meilleure ventilation des bâtiments et le bâchage des matériaux en vrac. Aucun des sites nouvellement acquis n'a fait état d'émissions de sources diffuses qui soient jugées pertinentes.

Quatre sites ont rejeté dans l'air des quantités de métaux supérieures à une tonne ; pour les émissions de métaux dans l'eau, ils sont au nombre de trois à avoir rejeté des quantités supérieures à une tonne.

Conformément à l'objectif du Groupe, tous ces sites ont fixé un objectif de réduction quantitatif pour la période allant jusqu'à 2010.

Deux sites ont fixé un objectif d'émissions absolu pour l'année, l'un l'a défini en recul du pourcentage tandis que le dernier l'exprime en nombre de flux.

Ces objectifs sont adaptés aux besoins du site afin de tenir compte de l'indicateur de suivi le plus pertinent.

Ainsi, le site de Changsha (Zinc Chemicals) s'est assigné un objectif d'une tonne ou moins de rejets de métaux dans l'atmosphère d'ici à 2010 ; le site d'Angleur (Zinc Chemicals) vise quant à lui des rejets inférieurs à 2,5 milligrammes/m³.

Ces données étant assez divergentes d'un site à l'autre, il est difficile de consolider ces objectifs.

En octobre 2008, le site de Changsha (Zinc Chemicals) a démarré un système d'épuration des gaz au niveau des sorties des cheminées. Le site avait constaté qu'à la suite de problèmes techniques (perte d'étanchéité), des vapeurs de zinc étaient rejetées dans l'atmosphère.

Conformément aux objectifs environnementaux du Groupe, les sites ont entamé une étude sur deux ans pour concevoir une nouvelle installation d'épuration des gaz. À la fin 2008, l'agence locale de protection de l'environnement a été invitée à procéder à des échantillonnages complémentaires pour évaluer l'efficacité des aménagements réalisés.

Les concentrations de poussières (67,9 % de zinc) rejetées dans l'air sont passées d'environ 200 mg/m³ à quelque 5 mg/m³. Malgré un recul des cadences de production au cours des derniers mois de 2008, le site est convaincu que cette nouvelle installation a clairement permis de réduire les émissions de zinc dans l'air.

Deuxième objectif

Tous les sites industriels mettront en place un système de gestion de l'environnement certifié par un organisme extérieur. Tous les sites sont tenus de se conformer aux lois et réglementations en vigueur, ainsi qu'aux normes internes de l'entreprise, et de contrôler régulièrement la conformité.

Umicore a la conviction que la présence de systèmes de gestion certifiés constitue un vecteur d'amélioration continue de la performance environnementale du site. Les instances de réglementation, les clients, les actionnaires, les ONG et le grand public tendent de plus en plus à considérer les systèmes de gestion environnementale normalisés comme un indice de bonne gouvernance et de bonnes pratiques de gestion.

Septante et un pour cent des sites ont d'ores et déjà mis en œuvre un système de gestion environnementale certifié, ainsi qu'un programme de mise en conformité (figure 6), contre 44 % en 2007.

En 2008, 79 % de nos sites disposaient d'un système de gestion environnementale

certifié ISO 14001, contre 66 % en 2007 (figure 2). Ils sont 12 % à avoir entamé un projet de mise en place d'un tel système. Cinq sites sont exemptés du déploiement d'un système de gestion certifié, une analyse approfondie n'ayant démontré qu'une incidence minimale sur l'environnement. Il s'agit principalement d'entrepôts situés en zone industrielle.

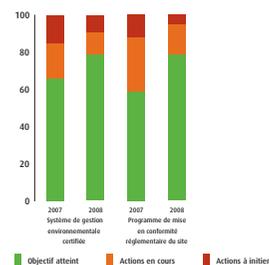
Septante-neuf pour cent des sites disposent d'un programme interne ayant pour objet le contrôle et la mise en œuvre systématiques des nouvelles réglementations en vigueur (figure 2), contre 59 % en 2007. Ces programmes prévoient une procédure d'audit interne, ainsi qu'une procédure de suivi et d'évaluation de la pertinence des nouvelles réglementations environnementales en vigueur dans leur région.

Le site de Quapaw (Electro-Optic Materials) a constaté la nécessité d'améliorer encore son activité par une maîtrise plus systématique de son impact environnemental. Une équipe spéciale a étudié et passé en revue les procédés, les procédures et les pratiques. Elle s'est assurée que chacun d'eux offrait la stabilité requise en vue d'améliorer continuellement ses performances environnementales dans une optique de développement durable.

Le site a répertorié l'ensemble des aspects et des impacts. Il a regroupé les activités en vue d'élaborer un système de gestion environnementale structuré. À cette fin, le site a déployé un système électronique de gestion documentaire afin d'effectuer le suivi des performances environnementales, des formations ainsi que de l'actualisation des procédures. Tous les opérateurs ont été impliqués dans le projet de manière à faciliter son adoption.

Ces efforts se sont vus récompenser le 28 octobre par l'octroi de la certification ISO 14001.

FIGURE 2
Systèmes de gestion environnementale et programmes de mise en conformité réglementaire
(en % de l'ensemble des sites)



Troisième objectif

Tous les sites industriels sont tenus d'évaluer la nature, l'ampleur et le risque de l'impact que leurs activités, présentes et passées, exercent ou ont exercé sur le sol et les eaux souterraines. D'ici à la fin 2010, des opérations d'assainissement seront entamées sur les sites où des risques significatifs ont été identifiés.

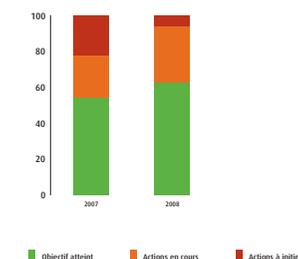
Le « Umicore Way » stipule clairement que l'entreprise « participe activement à la gestion et à l'assainissement des risques résultant de ses activités passées ». Cet objectif vise à sensibiliser davantage aux risques historiques des sites existants. Cet engagement a donné lieu à des projets d'évaluation des risques et de l'impact, ainsi qu'à des mesures correctives mises en place sur les principaux sites de par le monde (voir pages 60-61). Aujourd'hui, la stratégie d'Umicore prévoit une analyse des sols et des eaux souterraines dans le cadre de tous les projets d'acquisition. Ces enquêtes ont également été menées pour les cinq nouveaux sites repris pour la première fois dans le rapport. Pour deux d'entre eux, une évaluation n'a pas été nécessaire, ces

derniers déployant leurs activités dans une zone industrielle élargie.

À la fin de 2008, 63 % de tous les sites avaient déjà mis en œuvre un programme d'évaluation conforme aux critères de l'objectif, contre 54 % l'an dernier. Conseillée par des experts externes, Umicore se fonde sur les analyses de sols et des eaux souterraines pour juger de l'opportunité d'entreprendre des projets de réhabilitation supplémentaires. Pour 25 % des sites, les activités d'assainissement sont en cours ou sont nécessaires. Pour 41 % des sites, l'assainissement n'est pas nécessaire ou est déjà achevé.

Conformément aux principes du troisième objectif environnemental du Groupe, le site industriel de Guarulhos (Precious Metals Products & Catalysts) a réalisé un programme d'étude des sols et de la nappe phréatique. Épaulée par des consultants externes et en étroite collaboration avec les autorités environnementales brésiliennes, l'entreprise participe actuellement à des missions exploratoires complètes en vue d'évaluer les mesures à mettre en œuvre pour confiner toute contamination et y remédier.

FIGURE 3
Études d'impact sols & eaux souterraines
(en % de l'ensemble des sites)



Quatrième objectif

Tous les sites (y compris les bureaux) doivent établir et mettre en place un plan d'efficacité énergétique agréé.

Les sites dont la consommation énergétique dépasse 75 000 gigajoules par an doivent fixer un objectif quantitatif basé sur la BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif pour l'environnement).

Cet objectif concerne aussi bien l'ensemble des sites industriels que les deux bâtiments de bureaux principaux à Bruxelles et à Bagnolet. Cinquante-sept pour cent des sites ont déclaré disposer d'un plan d'efficacité énergétique, contre 36 % en 2007.

Quelque 29 % de sites supplémentaires mettent en œuvre un plan de ce type (figure 4). À la faveur de la collecte de données 2008, nous avons sollicité des informations complémentaires pour faciliter la compréhension des plans déjà mis en œuvre ou en cours de déploiement.

Les éléments clés repris dans ces plans sont très divers : des audits énergétiques qui analysent en détail la consommation d'énergie du site, l'identification des secteurs les plus énergivores à l'échelle du site, la définition d'une mesure pertinente du rendement, l'optimisation des procédés, le suivi des meilleures techniques disponibles, ou encore des mesures plus simples comme

l'éclairage économique et les programmes de sensibilisation du personnel.

La consommation énergétique de 17 sites excédait 75 000 gigajoules (référence 2006). Quatorze sites se sont dotés d'un objectif quantitatif de réduction en termes d'efficacité énergétique requis par l'objectif.

Ces objectifs font appel à plusieurs mesures de flux de sortie (p. ex. consommation énergétique à la pièce ou par tonne produite), pertinentes selon le type d'activité. Ils feront l'objet d'un suivi à l'échelle du site. Pour un site, l'établissement d'un objectif quantitatif est devenu non pertinent à la suite de la fermeture d'une ligne de production.

Sur deux autres sites, un projet en cours étudie des mesures de performance énergétique en tenant compte de paramètres de procédés plus complexes.

Umicore a évalué le troisième champ Rapports sur les gaz à effet de serre (GES) (cf. Protocole des gaz à effet de serre (Greenhouse Gas Protocol, WBCSD, révision 1, 2004)) pour huit business units. Les premiers résultats indiquent que les matériaux achetés représentent une part importante des émissions totales de GES de l'entreprise. Le transport de marchandises ne génère que des émissions relativement faibles. Ces résultats doivent encore être évalués et validés avant de pouvoir tirer des conclusions. Le projet se poursuivra en 2009.

En outre, l'entreprise est occupée à finaliser une étude des risques physiques liés aux changements climatiques.

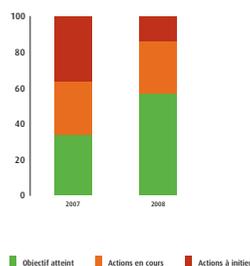
Le centre de compétence Operations Support (OS) (Hanau) a mis au point un procédé pratique qui vise à améliorer la performance énergétique des procédés de production, des bureaux, voire des sites, notamment par un système de contrôle énergétique instantané. Parmi les résultats attendus, citons une liste détaillée de pistes pour économiser l'énergie et réduire les émissions de CO₂, ainsi que des mesures préconisées pour y parvenir.

L'OS a soutenu un projet de siège central d'Umicore à Bruxelles. Chaque étage s'est vu assigner une « équipe de performance énergétique », chargée de prendre des initiatives en matière d'économie d'énergie : ne pas oublier d'éteindre l'éclairage et les ordinateurs en cas d'absence du bureau, rentabiliser les imprimantes et les photocopieurs, et installer des ampoules économiques.

D'autres mesures nécessiteront de légers agencements techniques. Ces mesures relativement simples ont déjà débouché sur une réduction de 20 % de la consommation énergétique. Les bonnes pratiques sont partagées entre les différentes équipes. Chaque étage est équipé d'un système de suivi de la consommation instantanée.

FIGURE 4

Plans d'efficacité énergétique (en % de l'ensemble des sites)



Cinquième objectif

Toutes les business units doivent disposer pour chacun de leurs produits de toutes les données de base en matière de sécurité, hygiène et environnement.

Umicore met un point d'honneur à avertir et informer ses travailleurs et ses clients des dangers potentiels. À cette fin, une base de données « produits » intégrée a vu le jour, afin de publier des fiches de données de sécurité actualisées et conformes pour tous les produits Umicore. À la fin 2008, plus de 820 produits avaient été validés en IPDS ; 1 200 autres sont en cours de préparation. La base de données dispose de plus de 100 000 FDS en 41 langues, couvrant 110 pays.

Cet objectif tend principalement à améliorer encore la communication sur les risques en consolidant la connaissance des propriétés physico-chimiques et toxicologiques des produits au-delà des données déjà prises en compte lors de la rédaction des fiches FDS. Davantage de recommandations ont été formulées pour unifier l'interprétation

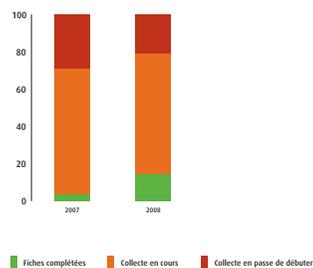
du champ d'application de cet objectif. Une méthodologie de rapport plus détaillée a été instaurée. Elle permet de limiter encore les doubles entrées de substances par les business units.

Il faut quelque 800 fichiers de données pour les substances relevant du champ de cet objectif. Pour 14 % d'entre elles, un fichier complet est d'ores et déjà disponible ; 65 % des fichiers sont en cours d'élaboration.

Pour les substances achetées sur le marché, il a été convenu que les informations seront mises à disposition dans les délais fixés par REACH. En fonction de ces derniers, l'état « en cours de développement » sera prorogé au-delà de la date butoir en 2010.

FIGURE 5

Fiches de données produits complémentaires
(en % de l'ensemble des fiches de données)



REACH

Entrée en vigueur en juin 2007, la législation REACH est généralement considérée comme la politique d'évaluation des risques la plus exhaustive relative aux produits chimiques. Sa mission est de préserver davantage la santé publique et l'environnement.

Soucieuse de se conformer à cette nouvelle réglementation, Umicore a mis en place un réseau REACH réunissant les directeurs des divisions et des experts, coordonnés par un manager REACH au niveau du Groupe. Le programme de déploiement a débuté par l'identification de toutes les matières premières, des intermédiaires et des substances relevant du champ d'application de REACH. Ce faisant, les fournisseurs sont interrogés sur leurs intentions dans ce contexte, et les clients sont tenus informés de tous les points pertinents relatifs à REACH. À la date butoir du 1^{er} décembre 2008, Umicore a remis à l'Agence européenne des Produits chimiques 842 enregistrements préalable pour 17 entités juridiques.

Umicore vise l'efficacité maximale dans la préparation de l'enregistrement. Elle suit donc attentivement l'évolution des FEIS (forums d'échange d'informations sur les substances) et s'implique activement dans la création de consortiums et dans leurs activités. Au sein de ces organes, elle unit ses forces avec celles d'autres entreprises pour dresser le profil de ses principales substances. À la fin 2008, Umicore avait rallié 11 consortiums. Elle envisage d'en rejoindre d'autres.

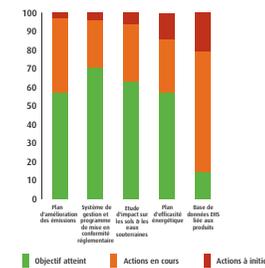
Conclusion

En 2008, de belles avancées ont été réalisées en termes de mise en œuvre des objectifs du Groupe dans l'optique de leur concrétisation en 2010. Pour les objectifs de 1 à 3, plus de 90 % des sites ont soit déployé un plan, soit sont en passe de le faire. Pour le quatrième objectif, 85 % des sites ont pris des mesures conformément aux principes exposés (figure 6). Umicore poursuivra dans cette voie au travers d'un suivi permanent des avancées engrangées par tous ses sites en 2009. La performance environnementale du Groupe a certes accusé un repli en 2008. Cependant, l'entreprise reste persuadée que la mise en œuvre de ces objectifs par les sites débouchera sur une amélioration durable des performances dans les années à venir. Le Groupe a entamé une réflexion sur la définition de ses objectifs environnementaux pour l'après-2010.

FIGURE 6

Aperçu des objectifs environnementaux du groupe 2006-2010
situation 2008

(obj. 1-4: en % du nombre de sites)
(obj. 5: en % de l'ensemble des fiches de données)



Pollution historique : avancées réalisées

Umicore a continué de réaliser des progrès en vue de faire disparaître l'héritage de la pollution historique. Cette partie regroupe les différentes actions menées à travers le monde en 2008.

Flandre (Belgique)

Le 23 avril 2004, Umicore a signé, avec la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM) et le Ministre de l'Environnement de la Région flamande, une convention par laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 prochaines années, à effectuer la dépollution de quatre sites – dont Balen et Overpelt qui font actuellement partie de Nyrstar – et de certaines zones riveraines pour un montant prévu de € 62 millions.

À Hoboken, la dépollution des quartiers résidentiels voisins de Moretusburg et Hertogvelden a aussi été finalisée. La couche arable polluée des jardins de quelque 900 habitations a été excavée et stockée en toute sécurité dans un mur antibruit construit sur le site. Les jardins ont été réaménagés et l'intérieur des habitations a été dépoussiéré. Sur place, les travaux d'excavation des terres et les mesures de confinement des eaux souterraines ont été préparés et débattus avec les autorités compétentes. Avec la contribution d'Umicore, le service public régional de santé publique a entamé un programme de biosurveillance du plomb chez les enfants riverains de l'usine. Des concentrations de plomb plus élevées ont été observées dans le voisinage immédiat du site, mais tous les relevés, à l'exception d'un seul, étaient nettement inférieurs à u niveau recommandé par les « Centers for Disease Control and Prevention » (CDC) (10 microgrammes par décilitre de sang). Un suivi est prévu pour l'enfant dont les concentrations excédaient la norme recommandée.

À Olen, l'assainissement des eaux souterraines du site s'est poursuivi. Les résidus de chrome ont été déblayés et stockés en lieu sûr. L'excavation des sédiments du ruisseau Bankloop a été finalisée.

En 1985-1986, le site d'Olen avait construit un entrepôt ultramoderne, dédié au stockage à long terme de différents déchets radioactifs. Ce site de stockage a été homologué à titre temporaire, jusqu'à ce qu'une solution définitive puisse être validée par le gouvernement belge. Umicore s'attelle à trouver une solution durable au problème environnemental en souffrance, dû au stockage historique de déchets faiblement radioactifs. Elle a entamé une étude qui permettra de cerner les risques et de définir les mesures à prendre pour stocker ces matériaux en toute sécurité sur le long terme. Dans ce contexte, Umicore a sollicité le conseil et l'assistance des instances concernées, à savoir l'AFCN, l'ONDRAF et l'OVAM. Dans le même temps, elle a entamé des pourparlers avec ces agences pour trouver un terrain d'entente sur la manière de financer et de transférer la responsabilité du stockage à long terme de ces matériaux.

Dans le cadre de la convention de 2004, un fonds collectif de € 30 millions (alimenté respectivement à hauteur de 50 % par Umicore et par les autorités régionales flamandes) avait vu le jour. Le but de ce fonds est de remédier à la pollution historique dans un rayon de 9 km autour des quatre sites opérationnels de Balen, Overpelt, Hoboken et Olen. Les actions entreprises comprennent entre autres l'évacuation des dépôts de cendres de zinc autour de cinq écoles et un programme de contrôle biologique effectué par la région flamande pour mesurer l'exposition résiduelle au cadmium et à l'arsenic de la population locale.

Les résultats du programme de biosurveillance indiquent que les concentrations de cadmium et d'arsenic ont considérablement diminué depuis les années 1990 et sont nettement inférieures aux limites acceptables. Par ailleurs, le projet d'évacuation des dépôts de cendres de zinc dans les allées privées sur l'ensemble du

périmètre concerné par la convention a été entamé. Avec l'aide des administrations communales, les habitants ont été invités à déclarer la présence de cendres de zinc sur leur terrain. Des actions spécifiques sont attendues au début 2009.

Wallonie (Belgique)

Le site de Grâce-Hollogne (ancienne usine de traitement thermique du zinc, qui a fermé ses portes en 1982) a été transféré aux autorités régionales afin de développer davantage le site.

Selon les termes de l'accord passé avec les autorités compétentes, Angleur a entamé, après cinq années de contrôle des eaux souterraines, une étude approfondie de modélisation et d'évaluation du risque. L'objectif est de mesurer le profil de la contamination attestée des eaux souterraines ainsi que les risques afférents.

France

À Viviez, Umicore a achevé les travaux d'assainissement qu'elle avait entrepris de son plein gré à Laubarède, où étaient précédemment stockés des concentrés et des déchets. Environ 10 000 m³ de terres contaminées et de déchets ont été excavés et stockés en toute sécurité. L'assainissement de Laubarède ne représente qu'une infime partie du programme de dépollution de Viviez prévu pour la période 2009-2013. Les pourparlers avec les autorités sont toujours en cours. Le permis final pour la réhabilitation est attendu sous peu.

Le site de Calais a été fermé en 2006. Le démantèlement des installations industrielles et l'évacuation des terres contaminées ont été achevés en 2008. Ce projet inclut la couverture de l'ensemble du site (17 ha) par des terres saines ce qui permet de réaffecter le terrain en zone de développement industriel.

Allemagne

En Allemagne, Umicore et ses prédécesseurs légaux ont un riche passé minier, qui s'est éteint avec la fermeture de la mine de zinc de Lüderich, près de Cologne, en 1978. Plusieurs concessions minières souterraines appartiennent encore à Umicore. L'effondrement des puits désaffectés et l'éboulement des anciennes galeries peuvent parfois provoquer un affaissement en surface. En 2008, certains puits désaffectés ont été rebouchés définitivement : les provisions requises ont été inscrites pour prendre en charge d'éventuelles dépenses futures. Des réparations ont aussi été apportées aux canaux de drainage d'un ancien réservoir de stériles. Une nouvelle société (Umicore Mining Heritage GmbH & Co. KG) a vu le jour. Elle sera chargée de gérer ces anciens sites miniers.

Épaulée par un expert externe, Umicore a revu le niveau de ses provisions financières destinées à faire face aux risques structurels possibles liés à ces anciens sites miniers.

La décontamination des sols s'est achevée sur le site de Schwäbisch Gmünd. L'assainissement des eaux souterraines a été entamé.

USA

Umicore poursuit le traitement des eaux souterraines d'un ancien site minier dans le Colorado (USA). Elle examine les autres technologies susceptibles d'abaisser la concentration en métaux des effluents et de réduire ainsi le volume traité de particules solides, actuel et futur.

Un audit de conformité EHS programmé a mis en lumière un déversement non identifié dans les eaux de surface. Des enquêtes complémentaires et des efforts de réhabilitation sont en cours. La première consultation avec les instances locales a fixé le délai de réhabilitation au printemps 2009.

Rapport social



Adrian Cisneros, Maintenance coordinator, Jewellery and Electroplating, et sa famille

Travailler ensemble ...

...The Umicore Way

À l'instar de la société dans son ensemble, une entreprise est un organisme vivant, une équipe de personnes conjointement responsables du succès de ses activités. Les entreprises sont également des membres à part entière des communautés locales dans lesquelles elles sont ancrées. La contribution au bien-être des travailleurs et des acteurs locaux est par conséquent synonyme de croissance durable des activités. Dans cette optique, un environnement de travail sûr et sain pour tous, la transparence, le dialogue, le respect et le travail en équipe sont essentiels.

En 2006, Umicore a défini des objectifs étalés sur cinq ans. Ces lignes directrices sont conformes aux principes de « The Umicore Way » : la prise en compte des intérêts des acteurs locaux ainsi que l'amélioration permanente des conditions de travail et des perspectives de ses employés.

« Nous avons entamé la phase d'intégration sans rien savoir d'Umicore. Certes, le processus ne s'est pas déroulé sans encombre, mais il fut aussi performant qu'on pouvait s'y attendre. Ce qui distingue sans aucun doute Umicore des autres entreprises, c'est la transparence de ses idées et de ses valeurs. Ce 'Umicore Way' est un système de valeurs ouvert et intègre, qui a été précisé d'entrée de jeu, quand la direction locale du site a invité chaque travailleur à un entretien personnel. Au final, 'The Umicore Way' apporte un nouveau souffle à notre site. »

Tom Sprunger, Manager HR, Tulsa (Oklahoma, États-Unis). Tulsa est un ancien site de production de Delphi Catalyst. Il a été intégré au sein de l'entreprise Umicore en 2007, dans la foulée de l'acquisition des activités catalyseurs automobiles de Delphi, intervenue la même année.



Ressources humaines

Ce chapitre évoque quelques-uns des principaux défis et projets dans le domaine des ressources humaines. Les pages suivantes abordent les avancées réalisées sur le plan des objectifs sociaux.

Des données sont communiquées pour 104 sites consolidés d'Umicore. De nouveaux indicateurs clés de performance illustrent certaines des mesures mises en œuvre. Le rapport social se termine par un aperçu des performances de l'entreprise en matière de santé et de sécurité.

Évolution des effectifs

En 2008, les effectifs des sociétés entièrement consolidées ont progressé de 287 unités pour atteindre 10 113 à la fin décembre. Quarante-quatre personnes ont rejoint Umicore à la suite d'une acquisition réalisée par la business unit Zinc Chemicals en Inde, intervenue en août. La croissance interne a expliqué le solde de la progression, en dépit d'un recul de 59 unités au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, du fait du tassement des niveaux d'activité. Au cours de l'année, les sites suivants ont été touchés par une restructuration : arrêt des activités de Electronic Powders au Canada et réduction d'effectifs sur un site chinois de Technical Materials. À la fin 2008, Umicore employait 463 travailleurs intérimaires (soit 4,6 % du total des effectifs).

À la clôture, les effectifs des sociétés associées s'établissaient à 5 334, soit une hausse de 316 unités par rapport à l'année précédente, principalement due à l'intégration des acquisitions réalisées par Element Six Abrasives. À la fin 2008, confrontée à la contraction de la demande, Umicore a pris des mesures de réduction des coûts, dont des compressions de personnel (400 dans les sociétés consolidées et 400 dans les sociétés associées) qui ont été effectuées de manière responsable : les business units ont décidé elles-mêmes des mesures à prendre.

Pour en savoir plus sur les effectifs, veuillez vous reporter à la carte reprise en pages 66-67.

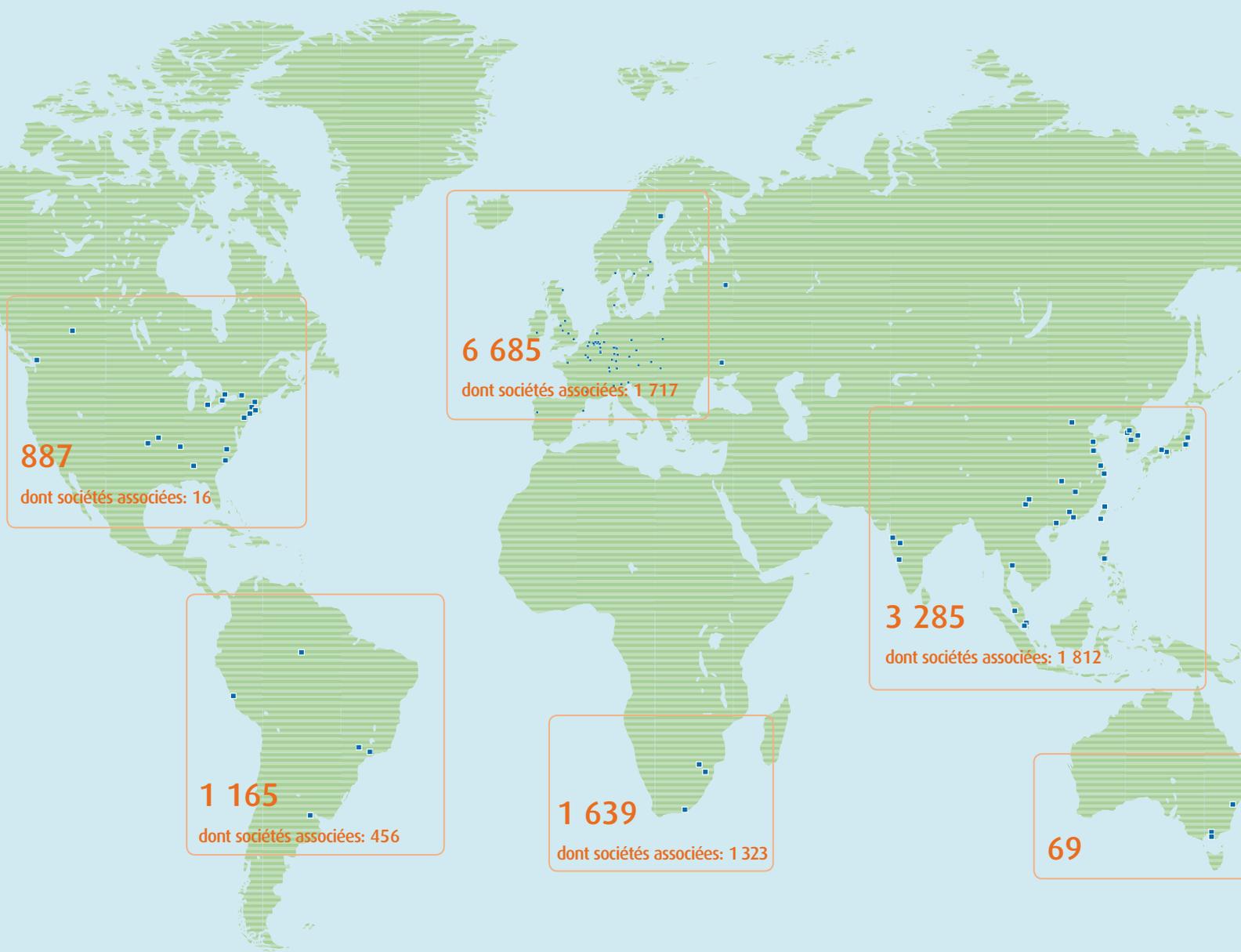
Intégration des nouvelles acquisitions

En 2008, plusieurs business units ont œuvré à l'intégration des activités acquises à la fin 2007. La division Automotive Catalysts a fait l'acquisition des sites de Delphi aux États-Unis, en France et en Afrique du Sud. La branche Cobalt & Specialty Materials a acheté Corn. Van Loocke en Belgique. Quant à l'entité Jewellery and Electroplating, elle a fait l'acquisition d'Imperial Smelting au Canada. Comme précisé ci-dessus, l'entité Zinc Chemicals a acquis Anandeya en Inde en août 2008. Toutes ces entités mettent en œuvre des plans d'action pour intégrer ces nouvelles acquisitions. Le programme le plus ambitieux d'intégration de nouveaux sites a concerné Automotive Catalysts. Depuis la clôture de la transaction d'acquisition de l'activité de catalyseurs automobiles de Delphi Corp., la business unit a pris part à d'importants projets d'intégration aux USA, en France, en Afrique du Sud, en Chine, au Mexique, en Australie et au Luxembourg. À la fin 2008, plus de 80 % de ces projets avaient été menés à bien. Ils ont concerné plus de 250 personnes et ont été essentiellement mis en place à la faveur d'ateliers qui ont permis aux travailleurs de dégager les meilleures solutions. Les principaux domaines concernés par les projets d'intégration étaient la technologie du produit et des procédés, les ventes et le marketing, les achats et le déploiement des politiques d'Umicore en matière de RH, d'EHS et de finances.

Amérique du Sud

Au Brésil, les travaux de génie se sont poursuivis en prélude à la relocalisation de certaines activités de Guarulhos vers Americana, annoncée précédemment. La portée exacte du déménagement et les investissements y afférents devaient être définis dans le courant de 2009. En Argentine, la nouvelle usine de Catalyst Technologies à Pilar a été officiellement inaugurée en octobre 2008 en présence de S.A.R. Philippe de Belgique, des autorités belges et argentines ainsi que du Président d'Umicore, Thomas Leysen. L'usine a été mise en service avec succès en janvier 2009.

Présence internationale et effectifs globaux



Présence d'Umicore

	Sites de production	Autres sites	Effectifs
Europe			
Autriche	1		130
Belgique	8(1)		3.086(62)
République tchèque		1	2
Danemark		1	15
France	6	2	849
Allemagne	10(2)	2(1)	2.435(388)
Hongrie		1	7
Irlande		1(1)	628(628)
Italie	1	4(1)	85(15)
Liechtenstein	1		114
Luxembourg		1	9
Pays-Bas	2		128
Norvège	2		61
Pologne		1	16
Portugal	1		44
Russie	1		7
Slovaquie	1		38
Espagne		2(1)	16(2)
Suède	2(1)	1	225(190)
Suisse	1	2(1)	47(16)
Ukraine	1(1)	1	393(391)
Royaume-Uni	3(2)	4(2)	67(25)
Asie/Australie			
Australie	1	2	69
Chine	13(4)	6(2)	2.560(1.577)
Inde	1	1	48
Japon	2(1)	2(1)	126(76)
Malaisie	1		60
Philippines	1		96
Singapour	1		21
Corée du Sud	2(1)	1	277(155)
Taiwan	1	2(1)	23(4)
Thaïlande	1	1	76
Amérique			
Argentine	1		33
Brazil	3	1(1)	682(6)
Canada	3		224
Pérou	1(1)		450
Etats-Unis	9	5(2)	663(16)
Afrique			
Afrique du Sud	3(1)	1	1.639(1.323)
Total	85(15)	47(14)	15.447(5.334)

Données des sociétés associées entre parenthèses. Lorsqu'un site comprend à la fois une entité de production et des bureaux (par exemple Hanau en Allemagne), il est uniquement repris comme site de production.

Objectifs sociaux du Groupe pour 2006-2010

Umicore a défini cinq objectifs sociaux pour le Groupe pour la période 2006-2010. Ces objectifs incarnent, avec les objectifs environnementaux du Groupe (pages 50-59), l'approche d'Umicore en matière de développement durable.

Ces objectifs stimulent l'amélioration continue des performances de l'entreprise en termes d'aspects sociaux, qui revêtent une grande importance aux yeux du Groupe. Comme ces objectifs reposent sur les performances réalisées au cours des années précédentes, ils offrent la souplesse nécessaire pour permettre aux sites de concourir, à leur rythme, à la réalisation des objectifs assignés à l'horizon 2010. Ils viennent étayer les initiatives prises par de nombreux sites en matière de gestion environnementale.

Les objectifs sociaux concernent 82 sites. Ce nombre est un peu moins élevé qu'en 2007 (84 sites), à la suite de l'ajout des sites acquis en 2007 et à la suppression de certains bureaux de moindre ampleur au sein du cadre de reporting.

Dans les graphiques, l'état d'avancement est exprimé en pourcentage de l'ensemble des sites, indiquant soit si l'objectif a été atteint, soit si des actions sont en cours, soit si des actions doivent encore être entamées.

- objectif atteint : tous les critères de l'objectif sont remplis.
- actions en cours : des mesures ont été mises en œuvre en vue de rencontrer un des objectifs.
- actions à initier : aucune mesure n'a été prise pour aucun des critères relatifs à l'objectif concerné.

Les objectifs sociaux sont également valides pour les sites de moindre ampleur (spécifiquement de moins de 10 employés), mais les progrès effectués par rapport aux plans d'amélioration ne sont pas rapportés formellement.

L'ensemble des 104 sites entièrement consolidés font du reporting sur les indicateurs clés de performance supplémentaires – tels que les heures de formation et les départs volontaires – recueillis à l'aide du système de gestion des données sociales du Groupe. De plus, 28 sites non consolidés rapportent leurs chiffres relatifs aux effectifs.

Dans ce chapitre, l'état d'avancement de chaque objectif social est présenté en détail. L'instance de contrôle externe (ERM CVS) a évalué les mesures prises quant aux objectifs sociaux. Cette évaluation fait partie de la certification de la performance durable d'Umicore délivrée par ERM CVS et qui est incluse dans le présent rapport.

« Comme un grand nombre de mes collègues, je souhaite comprendre davantage le lien existant entre le département dont je fais partie, d'une part, et la stratégie et les objectifs généraux d'Umicore, d'autre part. Les informations concernant chacun de nos objectifs et technologies sont légion, mais elles doivent être diffusées au sein de l'entreprise de manière structurée. Nos recommandations ont débouché sur des réunions d'information plus nombreuses et plus poussées. De plus, c'est à nous qu'il incombe d'inclure dans notre matériel de présentation un lien vers les objectifs généraux de l'entreprise. Grâce à cet exercice, j'ai énormément appris au sujet de la transformation de notre Groupe et des technologies propres dans lesquelles nous sommes impliqués. »

Julie De Mesmaecker, département Compensation, HR Belgium & Northern Europe : au printemps, elle a dirigé un groupe de travail au sein du service HR Belgium, qui a émis des recommandations à des fins d'amélioration de la transparence interne dans son propre département concernant les objectifs généraux du Groupe et ceux du département HR Belgium.

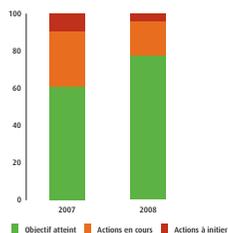
Premier objectif

Tous les sites industriels sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local définissant leur engagement vis-à-vis de la collectivité locale. Ce plan doit identifier les parties en présence et définir le processus de prise en compte des intérêts de celles-ci. Il doit aussi faire état des initiatives volontaires que le site souhaite prendre vis-à-vis de la collectivité locale.

La plupart des sites d'Umicore (78 % « objectif atteint » et 18 % « actions en cours ») ont déployé, ou sont en passe d'élaborer, un plan local pour identifier les parties concernées et nouer des contacts avec celles-ci. Bon nombre de sites ont déjà entamé le dialogue avec leur collectivité locale. Certains sites ont une longue expérience dans ce domaine : leurs riverains reçoivent des magazines et des brochures qui font principalement état des performances en matière d'environnement. Un certain nombre de sites organisent des réunions officielles avec les interlocuteurs locaux ou régionaux. Ce fut par exemple le cas en mai 2008 sur le site d'Olen (Belgique), où Umicore a présenté son approche en matière de développement durable et a organisé une séance de questions-réponses à l'échelon local. Sur la plupart des autres sites, l'inventaire des parties concernées locales donne lieu à des contacts et des initiatives avec l'une des catégories d'interlocuteurs en particulier.

En outre, Umicore a instauré une nouvelle stratégie consolidée en matière de dons et de contributions philanthropiques. Le Groupe s'est engagé à y allouer chaque année quelque 0,5 % de son EBIT consolidé (résultat avant impôts et charges d'intérêts). La direction du site doit consacrer près de deux tiers de ce montant au financement d'initiatives locales au sein des collectivités riveraines des sites d'Umicore.

Engagement vis-à-vis de la collectivité locale



Le solde est destiné, à l'échelle du groupe, à des projets et des initiatives de promotion du développement durable. En 2008, Umicore a consacré environ € 1,5 million (soit 0,6 % de l'EBIT consolidé) à des dons et contributions philanthropiques. Les mesures « de toute nature » – telles que le temps consacré par les employés d'Umicore – ne font pas systématiquement l'objet d'un compte rendu. En 2009, Umicore doublera ses efforts afin de rationaliser l'implémentation de cette nouvelle stratégie et le reporting relatif à cet objectif.

Nombre de sites ont convié leurs riverains et les membres des familles de travailleurs à visiter leurs installations. En 2008, ce fut le cas par exemple, pour les sites d'Olen (Belgique), d'Heusden-Zolder (Belgique) et d'Arab (Alabama, USA).

Une journée « portes ouvertes » a été organisée à Olen (Belgique) à l'occasion du 100^e anniversaire du site. Des centaines de visiteurs ont pris part aux visites guidées. En marge de cet événement, les travailleurs d'Umicore et leur famille ont pris part à une course/marche relais parrainée de 100 km pour la bonne cause. Vingt-cinq équipes, composées de travailleurs d'Umicore et de leurs proches, ont chacune rassemblé 1 000 € pour différents projets caritatifs de leur choix.

De nombreux sites se sont investis dans des actions charitables, que ce soit pour soutenir des projets locaux ou au bénéfice d'initiatives plus générales.

Umicore a également soutenu une **initiative de collecte de fonds pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre en Chine**. Le 12 mai, un violent séisme a frappé la ville de Wenchuan, dans la province chinoise de Sichuan, semant la désolation sur son passage. Un travailleur d'Umicore a pris l'initiative de récolter des dons pour venir en aide à la population touchée. La direction n'a

pas tardé à encourager tous les sites à faire de même. Au total, plus d'un million de yuan (environ 93 129 €) ont été réunis, dont la majeure partie a été donnée à la Croix-Rouge.

Au cours du même mois, les travailleurs d'Umicore Singapour ont pris part avec enthousiasme à **une action de nettoyage de la plage du Pasir Ris Park, dans l'est de Singapour**. Accompagnés de leur famille, ils se sont joints à des étudiants pour une campagne d'assainissement de la zone littorale et de restauration des milieux naturels. Cette manifestation – qui fut pour beaucoup la première expérience de travail entre collègues dans un contexte social – a sensibilisé les travailleurs d'Umicore Singapour à la protection de l'environnement.

L'initiative française « Planète Urgence » vise à protéger l'environnement et à favoriser la réduction des inégalités Nord-Sud. L'association convie les entreprises à soutenir financièrement des projets de développement d'une durée de quelques semaines, que leurs travailleurs mettent en œuvre pendant leurs vacances. Cette année, **Umicore France a apporté son soutien financier à quatre travailleurs qui se sont lancés dans un projet « Planète Urgence »**. Deux travailleurs sont partis au Cameroun en mission environnementale et deux autres ont pris part à une mission éducative au Mali et au Burkina Faso. Ces bénévoles ont pu apporter une énorme contribution à la faveur d'un engagement à court terme, conciliable avec leur vie professionnelle et privée.

Le 22 avril, lors de la Journée de la Terre, quatorze travailleurs **d'Umicore Providence (USA) ont participé à une action de nettoyage du fleuve Woonasquatucket**, à proximité du site d'Umicore. Le fleuve charriait des ordures et des débris, accumulés au fil des ans. Depuis que les bénévoles ont entamé son assainissement en 2002, la faune sauvage a refait son apparition sur ses rives.

Umicore Brésil a débuté un **nouveau projet de financement d'une école publique à Americana**, à proximité de son site. Cette école secondaire accueille 150 enfants de dix à quinze ans, tous issus de milieux défavorisés. Elle ne dispose que d'un budget limité pour les investissements et les installations. La principale priorité du directeur de cette école était de la rendre plus attrayante auprès de la population locale en modernisant ses locaux. Umicore a reconstruit l'entrée et installé un nouveau toit pour abriter les élèves de la pluie, parfois violente. Automotive Catalysts Brasil a financé la majeure partie (10 000 €) de l'investissement. En mars 2009, l'inauguration a eu lieu en présence du maire de la ville et de représentants du ministère de l'Éducation. L'école aura encore besoin de soutien pour sa bibliothèque et pour l'achat d'équipements d'éducation physique. À long terme, Umicore a l'intention d'établir des programmes scolaires incluant des stages d'apprentissage en entreprise.

En Afrique du Sud, le manque de formation des jeunes défavorisés reste un défi de taille. Mené en étroite collaboration avec le Eastern Province Child & Youth Care Centre, **le programme Umicore à Port Elizabeth** est parvenu à faire la différence pour six jeunes adultes, qui ont pu décrocher leur diplôme d'études secondaires. Fort de son succès, le programme s'est étendu : une école de remédiation a été créée afin d'aider les enfants à acquérir de solides savoirs de base pour leur formation ultérieure dans un réseau d'enseignement ordinaire. En 2009, un programme préscolaire sera ajouté, ainsi qu'un centre de formation pour vingt jeunes et un foyer où les diplômés du programme Umicore bénéficieront du tutorat des travailleurs d'Umicore afin d'apprendre à relever les défis de la vie quotidienne.

Deuxième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local pour devenir un employeur attrayant. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à fidéliser les travailleurs, à créer une image positive vis-à-vis de futurs candidats, ainsi qu'à encourager notre personnel à poursuivre sa carrière.

Umicore a fait des progrès supplémentaires afin d'atteindre cet objectif en 2010. Nonante-six pour cent des sites ont soit déjà mis leur plan en place, soit entamé le processus de préparation de leurs plans d'amélioration.

Deux indicateurs de performance clés (KPI) supplémentaires ont confirmé la tendance positive des années précédentes. Seuls 3,56 % des travailleurs ont quitté l'entreprise de leur plein gré. La moyenne mondiale présente des variations régionales, l'Asie et l'Amérique du Nord affichant des scores plus élevés. Cependant, dans la majorité des cas, ce résultat est inférieur à la moyenne régionale (ensemble des sociétés). Le pourcentage de journées perdues pour cause de maladie (taux d'absentéisme) de 2,71 % est également considéré comme bas comparativement aux standards de l'industrie.

Le statut d'employeur attrayant d'Umicore a été plébiscité par des organismes externes. En Belgique, l'entreprise s'est classée – pour la quatrième fois consécutive – parmi les 41 « **meilleurs employeurs de Belgique** ». Umicore pourra continuer à faire état de cette distinction durant ses campagnes de recrutement en 2009.

En Allemagne, Umicore Hanau – première entreprise industrielle de la région – s'est vu décerner un nouveau certificat d'audit « travail et famille ». Cette récompense illustre le rôle exemplaire joué par Umicore à l'heure de concilier travail et vie de famille. Elle marque une autre étape importante sur la voie de sa reconnaissance en tant qu'employeur attrayant. Sur les sites nord-américains d'Auburn Hills et de Quapaw, Umicore s'est vu décerner la distinction 2008 d'« entreprise de l'année » par la chambre de commerce locale.

Afin d'asseoir sa réputation au sein de la communauté universitaire, Umicore a remis pour la deuxième fois le « Umicore Scientific Award » (d'un montant de 10 000 €), décerné à un doctorant qui, par la qualité de ses travaux, a fait progresser la science dans les domaines essentiels à la future croissance de l'activité d'Umicore et à la perspective d'une société durable. Trois autres « Umicore Awards » (d'un montant respectif de 2 500 €) sont venus récompenser des masters.

L'équipe belge de recrutement d'Umicore a lancé une campagne de notoriété nationale dans les médias et a participé à 12 salons de l'emploi et événements sur les campus (Louvain, Liège, Bruxelles, Anvers et Gand). En Amérique du Nord, Umicore était présente aux salons de l'emploi de l'université de Kettering (USA) et d'Edmonton (Canada).

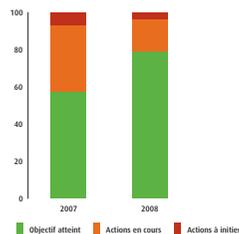
Plusieurs sites ont organisé des visites à l'intention des écoles, des universités et d'autres parties concernées. Umicore a également participé à l'initiative de cours d'été BEST (Conseil des étudiants Européens en Technologie).

En **Allemagne**, le programme d'apprentissage est très utilisé comme méthode d'enseignement, combinant expérience professionnelle dans des entreprises et enseignement à l'école. Soucieux de contribuer à ce type d'éducation, la plupart des sites allemands d'Umicore proposent des contrats d'apprentissage. À la fin de la période de formation, les apprentis sont évalués, sur l'ensemble de l'année, par un jury indépendant, et les meilleurs étudiants se voient attribuer une distinction. À **Pforzheim**, le site de Jewellery & Electroplating a vu **l'un de ses apprentis – un essayeur de métaux précieux – récompensé au niveau national**.

C'était déjà la seconde fois que l'un des apprentis de Pforzheim était convié à Berlin pour recevoir les honneurs de la part du président de la fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK), ainsi que du ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales.

Umicore Greater China a organisé un événement social auquel étaient conviés les membres des sites chinois d'Umicore. Les objectifs étaient de poursuivre la consolidation des valeurs d'Umicore et de galvaniser la fierté d'appartenir à l'entreprise. Inspirée par les Jeux olympiques de Pékin 2008, **Umicore a organisé ses propres mini-JO**. Le 20 septembre, 120 travailleurs se sont rassemblés à Nankin, dont 36 athlètes issus de neuf sites, pour concourir dans quatre disciplines sportives. Les efforts collectifs ainsi que la réussite des vainqueurs ont été célébrés lors du dîner de remise des prix.

Employeur attrayant



Troisième objectif

Tous les sites sont tenus d'établir et de mettre en œuvre un plan local visant l'instauration d'un dialogue interne constructif et d'une communication ouverte. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à accorder de l'importance à l'avis des travailleurs, à intensifier la participation aux enquêtes d'opinion réalisées régulièrement à l'échelle du Groupe, à garantir des actions de suivi adéquates, à procéder à une évaluation régulière des travailleurs, ainsi qu'à instaurer un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants.

La mise en œuvre de l'objectif 3 est en bonne voie. Neuf sites sur dix ont déjà entièrement mis en place leur plan local tandis que les autres sites ont commencé la mise en œuvre de tels plans. L'entreprise dispose de nombreuses plates-formes de dialogue, des conseils d'entreprise officiels aux assemblées générales du personnel (appelées « town hall meetings »).

Selon l'enquête d'opinion du personnel de 2007, tous les sites et les entités commerciales mettent désormais en œuvre des plans locaux d'amélioration. Sur la plupart des sites, les travailleurs ont été très impliqués dans l'élaboration de ces derniers.

Une édition spéciale de l'enquête d'opinion du personnel a été organisée au printemps 2008 pour les activités acquises au cours de l'année 2007. Cet exercice était basé sur l'enquête d'opinion du personnel d'Umicore de 2007 et a été mené en deux langues, dans cinq pays. Le taux de participation fut très élevé, puisque 90 % des nouveaux travailleurs ont complété le questionnaire. Pour une majorité d'entre eux, il s'agissait de la première participation à une telle enquête.

La plupart ont apprécié cette occasion d'exprimer leur opinion.

La majorité était issue des anciens sites de Delphi, qui fait désormais partie intégrante de la business unit Automotive Catalysts. Les résultats de leur enquête ont révélé des points relativement forts pour les catégories suivantes : égalité des chances, engagement vis-à-vis de la sécurité et de l'environnement, engagement et focus sur le client.

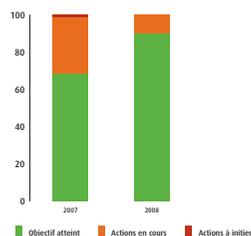
Les domaines perfectibles, en comparaison avec les opérations existantes d'Umicore, étaient « la position concurrentielle perçue » (ce qui traduit la période difficile qu'ils ont eue à traverser avant l'acquisition), formation et développement, employeur privilégié et responsabilité vis-à-vis de la collectivité locale. Les résultats ont révélé que le processus d'intégration était très favorablement noté, par rapport au processus d'intégration d'autres entreprises sur une période similaire. Enfin, tous les sites s'attendent à des plans d'action spécifiques axés sur leurs besoins d'amélioration, en prélude à la prochaine enquête d'opinion du groupe, prévue pour 2010.

En 2007, Umicore a signé une convention avec deux grands syndicats internationaux, relative à la mise en œuvre de ses politiques en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de bonne conduite et de protection de l'environnement, à l'échelle internationale et dans l'ensemble du groupe.

En 2008, 394 jours de travail ont été non ouvrés en raison d'actions de grèves. Ces jours étaient répartis sur plusieurs sites en Belgique, en France et en Afrique du Sud. Toutes ces grèves étaient liées à des événements politiques ou à des actions nationales, et non à des conflits sociaux au sein des sites d'Umicore.

La mise en œuvre de cette convention avec la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) et la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM) est contrôlée par un comité de surveillance conjoint, qui s'est réuni pour la première fois début 2008 afin de passer en revue les efforts et les résultats d'Umicore en termes de développement durable. L'instance de contrôle externe (ERM CVS) était présente à cette occasion.

Dialogue constructif



Quatrième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à encourager la formation et l'épanouissement professionnel de leurs travailleurs.

En 2007, l'ensemble des sites d'Umicore avaient déjà mis en œuvre un plan local de formation et d'épanouissement professionnel, ou était en passe de le faire. Cette tendance s'est confirmée en 2008. La moyenne des heures de formation est restée très stable, puisqu'elle s'élève à 51,21 heures par personne (environ 6,5 jours par personne).

Une part significative de ces heures de formation est liée à la formation sur le terrain. Même si des efforts supplémentaires ont été consentis afin d'améliorer le reporting de ces actions de formation, ces données ne sont pas encore récoltées de manière consistante au sein du Groupe. Une grande variété de séances de formation en classe est proposée à différents niveaux de l'entreprise. Quelques exemples :

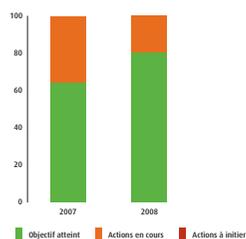
Au **niveau du Groupe**, un programme de trois semaines de formation est organisé sur le **leadership et la direction générale**. Ce programme est dispensé sur plusieurs continents (Europe, Amérique du Nord, Asie). Durant cette période de formation intensive, les participants abordent les matières officielles du programme et ont l'occasion de se frotter à différentes cultures. Plus important encore, ils ont l'occasion de se créer un réseau de relations interne, qui les soutiendra au fil de leur carrière et les aidera à faire avancer le processus d'innovation au sein d'Umicore, via un échange d'idées.

En se basant sur le programme mentionné ci-dessus, le service RH d'Umicore **Greater**

China a créé une formation similaire, accessible aux cadres intermédiaires de tous les sites chinois dans le cadre d'un **programme régional de leadership**. Toujours en Chine, quarante directeurs récemment engagés ou promus ont participé au programme de deux jours intitulé « **Connaître Umicore** » afin d'améliorer leur compréhension du Groupe et des branches d'activités de l'entité et d'être initiés au « Umicore Way », au code de conduite et aux objectifs en matière de développement durable.

En **France**, des séances de formation ont été instaurées afin de préparer les chefs d'équipe à l'organisation des **entretiens de carrière** de tous les travailleurs. Ce type d'entretiens a été lancé pour la première fois en France. En Belgique, différents nouveaux modules de formation ont été organisés sur des sujets tels que le Changement du Management, l'Influence Positive et la Résolution de Problèmes. Au niveau du site, l'exemple de Balzers (**Liechtenstein**) est remarquable. L'enquête d'opinion du personnel de 2007 qualifie d'action clé l'amélioration de la « communication ». Par conséquent, le site a organisé une **formation à la communication pour tous les travailleurs**. Ce programme a pour mission de favoriser une meilleure compréhension et une collaboration respectueuse à tous niveaux, ainsi que de promouvoir la communication verbale et l'aptitude à donner un feedback positif. Ce dernier exemple illustre que l'apprentissage peut également s'inscrire dans un contexte moins officiel. La journée portes ouvertes à **Arab (Alabama, USA)** a été organisée parallèlement à la **journée de sensibilisation à la sécurité**, en juin 2008. Le but de cet événement était de donner aux riverains, aux familles et aux amis, l'occasion de découvrir Umicore et de les sensibiliser à la sécurité. Les travailleurs étaient invités à poser avec leur famille, vêtus de leur équipement de protection individuel requis pour exercer leur métier. Ces photos ont été affichées au sein du site en guise de rappel quotidien de la sécurité. Une banderole « sois prudent, pense à nous » a été déroulée, sur laquelle sont imprimées les mains de tous les travailleurs et membres de leur famille.

Formation et épanouissement



Cinquième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à appliquer les stratégies du Groupe en matière d'égalité des chances, de diversité et de respect des droits de l'Homme, ainsi que le code de conduite d'Umicore.

Tous les sites ont mis en œuvre le code de conduite d'Umicore et la politique des droits de l'Homme. Certains sont en passe d'ébaucher ou de formaliser leurs plans d'action locaux afin de concrétiser l'égalité des chances.

En cette matière, le pourcentage de travailleuses a légèrement diminué (de 0,5 %). Au niveau des postes de direction et des cadres supérieurs, la proportion de femmes a augmenté d'un demi pour cent. Cumulées, ces tendances réduisent modérément le fossé entre les proportions à l'échelle mondiale d'une part, et à l'échelle de la direction d'autre part. En 2009, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes fera l'objet d'un regain d'attention au travers des groupes « Career Review ».

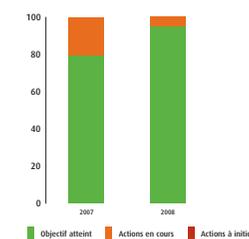
Concernant l'intégration de personnes handicapées, des plans d'action sont instaurés dans plusieurs pays. En France, le site de Bray a joué dans ce contexte un rôle précurseur en 2007. Tous ses services ont été passés en revue ; beaucoup sont adaptés aux travailleurs handicapés. En 2008, d'autres sites français ont suivi cet exemple. Sur le site allemand de Hanau, un ancien bâtiment a été aménagé pour favoriser l'intégration sociale de la personne handicapée. En collaboration avec la région, des services très professionnels sont

désormais proposés pour la numérisation des documents papier et la destruction sécurisée des archives papier. Ce centre indépendant fournit des services aux différentes entreprises implantées sur le site industriel d'Hanau. Sur le site brésilien de Guarulhos, des efforts spéciaux ont été consentis afin d'engager et d'intégrer des travailleurs malentendants.

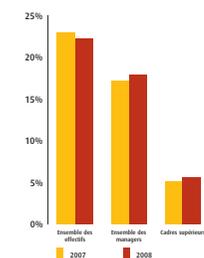
Toutes les installations d'Umicore à travers le monde ont fait l'objet d'un contrôle relatif au risque de violation du droit d'association et de convention collective, d'incidents impliquant le travail des enfants ainsi que de travail forcé ou obligatoire. La conclusion étant qu'aucun site d'Umicore ne présente ce risque. Au total, 67,82 % des effectifs mondiaux sont soit syndiqués, soit couverts par une convention collective de travail.

Afin de poursuivre la promotion des valeurs d'Umicore, du code de conduite et des principes de développement durable (incluant les droits de l'Homme), un instrument de formation a été conçu fin 2007 : le « jeu Umicore Way ». Ce kit pédagogique a pris la forme d'un jeu de société. Début 2008, des versions en différentes langues ont été distribuées dans diverses régions. Au total, plus de 1 000 travailleurs y ont joué. Le déploiement sera poursuivi dans les années à venir.

Égalité des chances



% de travailleuses





“La prise de conscience de l'importance de la santé et de la sécurité est totalement intégrée dans notre site d'Americana : il n'y a pas eu d'accident avec perte de temps au sein de nos installations depuis plus de 2 000 jours. Nos employés ont toujours à l'esprit et ont intégré dans leur routine journalière le besoin d'avoir un lieu de travail sûr. Cela montre ce qu'il est possible de faire si l'on y apporte de l'attention.”

Fatima Zaghi Menegalle, Coordinateur QSHE, Americana (Brésil)

Santé et sécurité au travail

Portée du compte rendu en matière de santé

Umicore intègre petit à petit des indicateurs systématiques de la santé au travail dans sa base de données EHS. En effet, en 2008, les business units Automotive Catalysts, Technical Materials, Cobalt & Specialty Materials et Precious Metals Refining, représentant 26 sites et environ 5 000 travailleurs (50 % de la main-d'œuvre des sites consolidés), y ont, pour la première fois, saisi leurs données relatives à la santé au travail. Sauf mention contraire, ces données concernent les travailleurs d'Umicore employés sur ces sites. Dans le courant de l'année 2009, Umicore prévoit d'étendre davantage la portée du rapport relatif à la santé au travail. Ce dernier se base uniquement sur les données collectées sur les sites consolidés où Umicore exerce un contrôle opérationnel.

Revue 2008

Umicore est convaincue que la réussite de ses activités passe par la santé de sa main-d'œuvre.

Les principaux risques en matière de santé au travail sont liés, d'une part, à l'exposition à des substances dangereuses (sels de platine, plomb, arsenic, cadmium) et, d'autre part, à des contraintes physiques, en particulier les nuisances sonores. Soucieuse de mieux cerner et de mieux définir ces risques et ces dangers pour la santé au travail, Umicore a participé à plusieurs études scientifiques, et ce au travers d'associations sectorielles (dont le Cobalt Development Institute, le Nickel Institute) ou d'universités.

Des données clés en matière de maladies professionnelles ainsi que des biomarqueurs d'exposition sont intégrés dans la base de données EHS et comparés à des valeurs de référence. L'objectif est d'observer les avancées réalisées. Chaque site est prié de mettre en place un programme de santé au travail conforme aux risques qu'il présente. Ces programmes ont pour but d'éviter l'exposition à des substances dangereuses afin de limiter le risque d'effets nocifs pour la santé. Si l'exposition dépasse les valeurs de référence, des mesures sont prises pour améliorer les conditions de travail. En outre, si une maladie professionnelle est diagnostiquée, les travailleurs sont assignés à un autre poste de travail, temporairement ou définitivement. Neuf sites ont reçu la certification OHSAS 18001.

Maladies professionnelles

En 2008, une maladie professionnelle a été diagnostiquée chez quatre travailleurs des business units concernées par le rapport.

Le bruit industriel représente un risque de taille pour la santé au travail. Au total, 1 120 travailleurs ont évolué dans un environnement professionnel dont le volume sonore dépassait parfois le seuil des 80 décibels. Trois travailleurs ont présenté une perte auditive due au bruit. Le programme d'audit EHS d'Umicore pointe souvent le bruit industriel comme un facteur à améliorer afin d'accroître la protection individuelle.

Sur le site d'Umicore à Olen (Cobalt & Specialty Materials), sur 450 travailleurs exposés, un cas d'eczéma de contact imputable à une exposition au cobalt a été recensé.

Onze sites, représentant quatre entités de traitement de sels de platine (Automotive Catalysts, Catalyst Technologies, Precious Metal Refining, Jewellery & Electroplating), ont mis en œuvre un programme de dépistage de la sensibilisation, en vertu des directives du groupe de travail « Santé au travail » de l'International Platinum Association (« Guidance for the medical surveillance of workers exposed to complex platinum salts », 2002). Le nouveau site de Buenos Aires (Catalyst Technologies) effectuera le test de dépistage dans le courant de l'exercice 2009. Aucun nouveau cas de sensibilisation aux sels de platine n'a été diagnostiqué.

Plomb

L'exposition professionnelle au plomb représente toujours un risque non négligeable pour la santé sur les sites de Hoboken (Precious Metal Refining), de Hanau (Precious Metal Refining et Technical Materials) et de Manaus (Technical Materials). Au total, seuls 6,6 % des 1 045 échantillons de sang prélevés chez les travailleurs potentiellement exposés au plomb ont révélé une concentration supérieure à 30 microgrammes par décilitre de sang (future norme UE). Pour le site de Hoboken, la concentration moyenne de plomb dans le sang s'élevait à 15,3 microgrammes par décilitre en 2008, contre 15,5 en 2007 et 30 en 1997.

Cadmium

On relève une exposition au cadmium sur neuf des sites figurant au rapport (Hoboken, Fort Saskatchewan, Hanau, Manaus, Guarulhos, Suzhou, Yangzhong, Vicenza et Glens Falls).

Au total, sur les 591 échantillons d'urine analysés, 3,2 % dépassaient l'indice biologique d'exposition de 5 microgrammes de cadmium par litre d'urine (réf. : American Conference of Governmental Industrial Hygienists, association américaine des médecins du travail employés par l'État, 2008). Étant donné que le cadmium dans l'urine est un biomarqueur d'exposition à long terme, ces concentrations élevées reflètent les expositions passées. Des programmes d'hygiène industrielle contrôlent les taux de cadmium sur le lieu de travail afin d'éviter, ou du moins de limiter, l'aggravation de l'exposition. Le cas échéant, on analyse aussi la concentration de cadmium dans le sang. En effet, ce biomarqueur reflète mieux l'exposition au cadmium au cours des derniers mois. Des données supplémentaires seront collectées en 2009.

En 2007, deux travailleurs ont dû être transférés dans un environnement de travail exempt de cadmium sur le site d'Umicore à Changsha (Zinc Specialties) (cf. rapport annuel 2007, p. 75). En 2008, des mesures de maîtrise (concentration réduite de cadmium dans les matériaux entrants, adaptation

des procédés et amélioration des consignes d'hygiène industrielle) ont été prises. Elles ont permis d'abaisser considérablement le taux de cadmium dans le sang et dans les urines.

Cobalt

Tous les sites de la business unit Cobalt & Specialty Materials pratiquant la manutention et la production de cobalt ont mis en place un programme de contrôle biologique (Arab, Cheonan, Fort Saskatchewan, Maxton, Olen, Shanghai et Subic). En 2008, la concentration moyenne de cobalt dans les urines a atteint 24,6 microgrammes par gramme de créatinine, par rapport aux 21,0 mesurés en 2007. Les résultats diffèrent fortement d'un site à l'autre. Certaines moyennes s'élèvent seulement à 5 microgrammes par gramme de créatinine ; d'autres sont supérieures à 50 microgrammes par gramme de créatinine. Des actions supplémentaires de réduction de poussières sur le lieu de travail seront mises en place afin d'abaisser les résultats des contrôles biologiques concernant le cobalt à un niveau acceptable.

Arsenic

Alors que les sites d'Olen (Cobalt & Specialty Materials) et de Hoboken (Precious Metal Refining) sont potentiellement confrontés à une exposition professionnelle à l'arsenic, environ 53 % des tests de dépistage de l'arsenic dans les urines ont révélé des teneurs inférieures ou égales à la concentration de référence (10 microgrammes par gramme de créatinine). Sur l'ensemble des analyses, 6,5 % des échantillons dépassaient la valeur de référence de 30 microgrammes par gramme de créatinine. L'indice biologique d'exposition recommandé par l'American Conference of Industrial Hygienists est de 35 microgrammes par litre d'urine (2008).

Nouveaux risques en matière de santé au travail

Oxyde d'étain-indium (ITO)

L'essor des panneaux à cristaux liquides a dopé la production d'ITO. Deux études épidémiologiques ont été rendues publiques (Chonan 2006, Hamaguchi 2007). Elles

confirment les observations de rapports précédents (Homma 2005, Tanaka 2002), qui avaient corrélié l'exposition professionnelle à l'ITO à la prévalence de problèmes respiratoires graves. Umicore a apporté son concours à une étude expérimentale menée à l'Université catholique de Louvain (Dominique Lison et al., « Sintered Indium-Tin-Oxide (ITO) particles : a new pneumotoxic entity », Sciences toxicologiques, accès anticipé au 28 janvier 2009). L'étude révèle que les particules d'ITO (oxyde d'indium-étain) constituent une nouvelle entité toxicologique susceptible d'occasionner des maladies pulmonaires chez les animaux de laboratoire. Elles peuvent notamment avoir des effets génotoxiques potentiellement prédictifs du potentiel carcinogène. Selon les auteurs, le degré d'exposition professionnelle aux particules d'ITO ne devrait pas excéder celui de la silice cristalline (0,025 mg/m³, réf. : American Conference of Governmental Industrial Hygienists, 2008).

Umicore a adopté des mesures spécifiques sur son site de production d'ITO de Providence (USA) pour réduire les niveaux d'exposition sur le lieu de travail. Ces mesures comprennent des systèmes fermés pour le broyage, la découpe et le concassage des déchets, ainsi que des systèmes de ventilation optimisés au niveau des postes de travail à risque.

Au vu de ces informations et des caractéristiques chimiques, Umicore estime qu'il convient de considérer l'oxyde d'indium-étain comme une substance spécifique. À cette fin, l'entreprise a soumis une demande de reconnaissance de l'ITO en tant que substance spécifique. Des tests supplémentaires d'écotoxicité et de toxicité ont débuté au premier trimestre 2009.

Nanomatériaux

Si les nanomatériaux offrent des perspectives commerciales notables, et ce pour un large éventail d'applications, des doutes subsistent quant à la réaction physiologique liée aux nanoparticules en comparaison avec la même substance sous forme de macroparticules. Umicore est active dans le domaine du développement, de la production et de la vente de nanomatériaux spécifiques (ZnO, TiO₂, CeO₂). Une unité de production complète,

dédiée aux nanomatériaux, est opérationnelle à Olen (Belgique).

Conformément à la stratégie EHS d'Umicore, l'entreprise participe activement à deux consortiums de recherche européens (Nanolinteract, NanoSafe2), qui ont pour mission de clarifier les enjeux actuels liés à l'impact des nanomatériaux sur la santé publique et sur l'environnement.

En outre, l'entreprise participe à un projet mis en place par le groupe de travail de l'OCDE consacré aux nanomatériaux manufacturés, sous la houlette de la Nanotechnology Industry Association. Ce projet entend notamment valider les lignes directrices de l'OCDE en matière de contrôle de l'écotoxicité de l'oxyde de zinc et de l'oxyde de cérium.

En ce qui concerne l'exposition potentielle sur le lieu de travail, en l'absence de réponses décisives, l'entreprise vise une exposition zéro du travailleur sur son site de production de nanomatériaux.

Autres risques

Dans la mesure où Umicore développe de nouveaux produits et procédés, de nouveaux risques pour la santé au travail sont évalués. Le site de Hoboken, par exemple, examine les matériaux entrants afin de déceler les hydrocarbures aromatiques polycycliques éventuellement présents lors du traitement des catalyseurs usagés. Le contrôle de l'exposition n'a révélé aucune augmentation.

HIV

Les sites d'Umicore en Afrique du Sud s'engagent activement dans des programmes incitant le personnel à lutter contre le HIV. Ils ont participé à la journée mondiale de lutte contre le sida (1^{er} décembre). Sous le thème du « leadership », celle-ci a appelé les dirigeants à tous les échelons (États, communautés, entreprises, familles, etc.) à se mobiliser et à prendre des mesures, dans la limite de leurs compétences, afin d'éradiquer la maladie. En 2009, Umicore poursuivra la sensibilisation de sa main-d'œuvre et organisera à nouveau un test de dépistage HIV/sida facultatif en Afrique du Sud.

Portée du compte rendu en matière de sécurité

Ce rapport se limite aux accidents ayant entraîné une perte de temps de travail survenus au sein du personnel d'Umicore dans l'exercice de ses fonctions. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte. En 2008 et pour la première fois, tous les sites industriels ont été priés d'établir un rapport relatif aux blessures déclarables subies par le personnel ainsi qu'aux accidents avec perte de travail (LTA) subis par les sous-traitants. Les données sur la sécurité des sous-traitants sont fournies séparément et ne sont pas intégrées aux chiffres de sécurité qui concernent le personnel d'Umicore.

Le rapport se base uniquement sur les données relatives aux sites consolidés où Umicore exerce un contrôle opérationnel.

Pour en savoir plus sur l'approche EHS d'Umicore en matière de gestion santé et sécurité, rendez-vous sur le site www.umicore.com.

Rapport 2008 sur la sécurité au travail

En 2008, la performance en matière de sécurité n'a pas été satisfaisante. L'entreprise a enregistré 87 LTA, contre 79 en 2007. Le taux de fréquence des accidents avec perte de temps (LTA) était de 5,3, soit le même qu'en 2007. L'objectif d'amélioration, fixé à 4, n'a donc pas été atteint (figure 1). Au total, 2 840 jours ont été perdus. Résultat : un taux de gravité de 0,17, soit un moins bon résultat que celui de 2007 (0,13) et que l'objectif poursuivi de 0,15 (figure 2).

Huit business units sur quinze ont atteint leur objectif en matière de taux de fréquence voire l'ont dépassé. Quatre d'entre elles n'ont d'ailleurs enregistré

aucun LTA. À l'inverse, d'autres ont réalisé des performances difficiles. La plupart des accidents sont survenus au contact de métaux ou de produits chimiques ou encore par manque de planification ergonomique. Tous les LTA sont scrupuleusement examinés et des mesures sont prises afin d'éviter que ce genre d'accident ne se reproduise à l'avenir. Les rapports relatifs aux accidents sont mis à la disposition des autres sites sur l'intranet de l'entreprise.

En 2008, 77 % des LTA ont été enregistrés sur les sites européens d'Umicore, 15 % dans la zone Asie-Pacifique et 8 % en Amérique. Les deux pays présentant le nombre le plus élevé de LTA sont la Belgique (33 %) et l'Allemagne (24 %).

FIGURE 1

Taux de gravité Umicore pour le monde entier

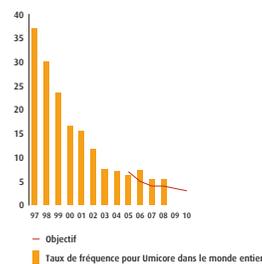
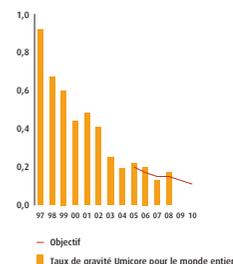


FIGURE 2

Taux de fréquence Umicore pour le monde entier



Cette année, 371 blessures déclarables ont été signalées, ce qui représente un taux de fréquence de 22,7. Quarante LTA concernaient des sous-traitants, soit un taux de fréquence de 14,6. Si les données relatives à la sécurité des sous-traitants semblent satisfaisantes, celles concernant les blessures déclarables révèlent des écarts notables entre les sites. Corporate EHS travaillera avec les sites sélectionnés pour affiner la collecte des données. Ces indicateurs supplémentaires nous permettront d'identifier un éventail plus large de situations dangereuses. Nous disposerons donc d'informations précieuses pour prendre des mesures préventives.

Objectifs en matière de sécurité au travail

Umicore reste déterminée à atteindre l'objectif de zéro accident, et ce pour toutes ses activités. « The Umicore Way » affirme que « nous ne transigeons pas en matière de santé et de sécurité au travail pour tous nos collaborateurs et (que) nous efforçons sans cesse d'améliorer nos résultats en matière de santé et de sécurité ».

Alors que ces dix dernières années, Umicore a réalisé des progrès significatifs, les données statistiques montrent que ses performances en matière de sécurité au travail ont atteint un plateau. Ce constat souligne une fois de plus la nécessité de redoubler d'efforts pour éradiquer tous les accidents sur le lieu de travail. À cette fin, un plan, à l'échelle du Groupe, sera mis en œuvre afin d'atteindre l'objectif zéro.

Par ailleurs, les différents sites et entités ont pris des mesures spécifiques pour réaliser les objectifs définis et approuvés en 2007 par le Comité de direction.

	Taux de fréquence	Taux de gravité
2009	3,5	0,13
2010	3,0	0,11

Sécurité des procédés

Dans le cadre des objectifs de sécurité consolidés du groupe, l'entreprise a aussi défini un objectif de sécurité des procédés, que tous les sites opérationnels devront atteindre en 2010. De nombreux sites traitent, utilisent et stockent des substances chimiques dangereuses, qui peuvent constituer un risque pour les travailleurs, les riverains et l'environnement. Via cet objectif, l'entreprise veille donc à ce que ces risques soient identifiés de manière systématique et que les mesures nécessaires soient prises pour les éviter, les atténuer ou les contenir.

Une directive propre à l'entreprise a été émise. Elle détaille les étapes à suivre pour garantir une approche solide sur tous les sites. Fin 2008, 70 % des sites industriels avaient déjà mené une étude relative à la sécurité des procédés ou étaient en passe de le faire. Un plan d'intervention d'urgence était en place sur 89 % des sites. Les sites où ce plan faisait encore défaut accueillait des activités à faible risque (notamment l'entreposage).

Groupe Umicore

Comptes consolidés 2008

Sommaire

Compte de résultats consolidé	86
Bilan consolidé	87
Tableau de financement consolidé	88
Etat consolidé des profits et pertes reconnus	89
Annexes aux comptes consolidés	90
1. Base de préparation	90
2. Principes comptables	90
3. Gestion des risques financiers	94
4. Hypothèses-clé et estimations comptables	95
5. Entreprises du Groupe	96
6. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	97
7. Information sectorielle	97
8. Regroupements d'entreprises	99
9. Résultat d'exploitation	99
10. Rémunérations et avantages sociaux	100
11. Coûts financiers nets	101
12. Produits des investissements financiers	101
13. Impôts sur le résultat	102
14. Immobilisations incorporelles autres que goodwill	103
15. Goodwill	104
16. Immobilisations corporelles	105
17. Participations mises en équivalence	106
18. Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	107
19. Stocks	107
20. Créances commerciales et autres créances	108
21. Impôts différés	109
22. Liquidités et quasi-liquidités	110
23. Evolution des capitaux propres consolidés	110
24. Dettes financières	112
25. Dettes commerciales et autres dettes	113
26. Liquidité des dettes commerciales	114
27. Provisions pour avantages sociaux	116
28. Plans d'options sur actions accordés par la société	120
29. Provisions pour environnement	121
30. Provisions pour autres risques et charges	122
31. Instruments financiers par catégorie	123
32. Juste valeur des instruments financiers	125
33. Annexe au tableau de financement consolidé	128
34. Droits et engagements hors bilan	129
35. Passifs latents	130
36. Parties liées	131
37. Evénements importants survenus après la clôture	131
38. Bénéfice par action	132
39. Opérations non continuées	133
40. Evolution des normes IFRS	133
Comptes annuels abrégés de la société mère	134
Rapport du commissaire sur les comptes consolidés au 31 décembre 2008	136

Compte de résultats consolidé

	(EUR milliers)		
	Annexes	2007	2008
Chiffre d'affaires	9	8.309.909	9.168.637
Autres produits d'exploitation	9	129.851	101.474
Produits d'exploitation		8.439.760	9.270.111
Approvisionnements et matières premières		-7.039.391	-7.766.799
Rémunérations et avantages sociaux	10	-546.474	-609.960
Amortissements et réductions de valeur	9	-129.035	-168.368
Autres charges d'exploitation	9	-443.960	-417.401
Charges d'exploitation		-8.158.860	-8.962.528
Produits des investissements financiers	12	28.094	-68.149
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		308.994	239.435
Produits financiers	11	20.284	10.199
Charges financières	11	-55.440	-54.799
Résultat de change	11	-5.278	-7.420
Résultat des sociétés mises en équivalence	17	25.455	8.233
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		294.016	195.649
Impôts sur le résultat	13	-57.460	-67.159
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		236.556	128.490
Résultat des activités non continuées	39	425.826	-612
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE		662.382	127.878
		dont: Part du Groupe	121.710
		Part des minoritaires	6.168

	(EUR milliers)		
Bénéfice par action (de base) pour activités continuées	38	1,81	1,06
Bénéfice par action (de base) total	38	5,21	1,06
Bénéfice par action (dilué) pour activités continuées	38	1,79	1,05
Bénéfice par action (dilué) total	38	5,15	1,05
Dividende par action		0,65	0,65 *

* proposé

Les annexes en pages 90 à 135 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	(EUR milliers)		
	Annexes	31/12/07	31/12/08
ACTIFS LONG TERME		1.139.751	1.130.445
Immobilisations incorporelles	14, 15	112.267	123.076
Immobilisations corporelles	16	622.685	709.194
Participations mises en équivalence	17	169.706	169.135
Actifs financiers disponibles à la vente	18	108.230	26.040
Prêts octroyés	18	2.651	2.533
Créances commerciales et autres créances	20	4.740	11.349
Impôts différés actifs	21	119.472	89.118
ACTIFS COURT TERME		2.081.013	1.894.483
Prêts accordés par l'entreprise	18	7.181	2.190
Stocks	19	968.668	898.534
Créances commerciales et autres créances	20	880.033	708.143
Impôts à récupérer		6.152	30.624
Actifs financiers disponibles à la vente	18	64	45
Liquidités et quasi-liquidités	22	218.914	254.947
Actifs des activités non continuées		64.558	
TOTAL DE L'ACTIF		3.285.323	3.024.927
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	23	1.533.197	1.332.353
Capitaux propres - Part du Groupe		1.491.227	1.290.683
Capital et primes d'émission		469.421	502.862
Résultats reportés et réserves		1.427.831	1.084.601
Ecart de conversion et autres réserves		-109.062	-119.048
Actions détenues en propre (-)		-296.963	-177.732
Intérêts minoritaires		41.970	41.670
Ecart de conversion et autres réserves des activités non continuées	23	-2.645	
PASSIFS LONG TERME		519.274	739.301
Provisions pour avantages sociaux	27	171.796	162.885
Dettes financières	24	181.201	422.503
Dettes commerciales et autres dettes	25	4.987	5.649
Impôts différés passifs	21	37.566	49.855
Provisions	29, 30	123.723	98.410
PASSIFS COURT TERME		1.197.813	953.273
Dettes financières	24	215.634	165.841
Dettes commerciales et autres dettes	25	864.816	671.708
Impôts		46.204	37.406
Provisions	29, 30	71.159	78.318
Passifs des activités non continuées		37.683	
TOTAL DU PASSIF		3.285.323	3.024.927

Les annexes en pages 90 à 135 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de financement consolidé

	(EUR milliers)		
	Annexes	2007	2008
Résultat des activités continuées		236.556	128.491
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		-25.455	-8.233
Ajustement pour transactions non-cash	33	158.477	214.144
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	33	53.703	78.423
Variation du besoin en fonds de roulement	33	6.245	16.975
Cash-flow d'exploitation		429.526	429.799
Dividendes reçus		33.470	16.409
Taxes payées durant la période		-56.554	-75.921
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	33	406.441	370.287
Acquisition d'immobilisations corporelles	16	-148.902	-204.783
Acquisition d'immobilisations incorporelles	14	-4.005	-11.193
Acquisition de participations consolidées (net des liquidités acquises)	8	-82.315	-1.117
Acquisition / augmentation de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-2.066	-11.666
Acquisition de parts supplémentaires de participations consolidées			-265
Acquisition d'immobilisations financières	18	-1.891	-1.445
Nouveaux prêts accordés	18	-11.694	-223
Sous-total des acquisitions		-250.873	-230.691
Cession d'immobilisations corporelles		9.514	16.109
Cession d'immobilisations incorporelles		966	140
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		755.404	30.230
Liquidités de/vers activités non continuées		-177.211	
Diminution de capital dans sociétés associées et joint-ventures		1.824	
Cession d'immobilisations financières		30.479	4.105
Remboursement de prêts	18	2.054	5.083
Sous-total des cessions		623.030	55.666
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	33	372.158	-175.025
Augmentation de capital		5.555	
Augmentation/diminution de capital dans minoritaires		445	615
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-257.441	-239.716
Intérêts reçus		15.773	5.808
Intérêts payés		-42.480	-36.717
Nouveaux emprunts (remboursements)		-511.299	180.196
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-52.043	-74.286
Dividendes versés aux minoritaires		-1.095	-661
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	33	-842.584	-164.762
Impact de la variation de change sur la trésorerie		-4.348	6.450
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		-68.332	36.951
Impact de la variation de périmètre et des activités non continuées sur les liquidités à l'ouverture		116.818	
SITUATION NETTE DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	22	162.943	211.429
SITUATION NETTE DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	22	211.429	248.380
dont liquidités et quasi-liquidités		218.914	254.947
dont découverts bancaires		-7.485	-6.568

Les annexes en pages 90 à 135 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des profits et pertes reconnus

	(EUR milliers)		
	Annexes	2007	2008
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente		-15.753	-8.819
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		33.596	40.230
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi		14.790	-1.376
Mouvements des réserves pour paiements en actions		5.812	7.532
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves		-15.869	-13.436
Mouvements des écarts de conversion		-38.346	-37.281
Résultat net des activités continuées reconnu directement en réserves	23	-15.769	-13.149
Résultat net des activités non continuées reconnu directement en réserves		215.065	2.645
Résultat de la période		662.382	127.878
RÉSULTAT TOTAL RECONNU		861.678	117.374
dont : Part du Groupe		854.639	117.425
Part des minoritaires		703.858	-51

Les annexes en pages 90 à 135 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1 à 83 et 138 à 153, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2008 a été autorisée par le conseil d'administration d'Umicore le 30 mars 2009. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

1 Base de la préparation

Le groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRSs adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

2 Principes comptables

2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

Umicore a retenu la méthode de consolidation par intégration globale pour les filiales dont elle détient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de façon à obtenir les avantages découlant des activités de la filiale. Le contrôle est généralement établi lorsque Umicore détient directement ou indirectement via ses filiales, plus de 50% des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir de la date où le Groupe détient le contrôle et ne le sont plus à partir de la date à laquelle le contrôle a cessé.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe 5.

La méthode dite de « purchase accounting » est appliquée aux entreprises acquises. L'actif et le passif de la société acquise sont mesurés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou du passif assumé à la date de l'acquisition, ainsi que les coûts directement liés à l'acquisition. La partie du coût de l'acquisition qui dépasse la part du Groupe dans la juste valeur d'actif net de la filiale est comptabilisée comme goodwill (voir chapitre 2.6. Immobilisations incorporelles et Coûts des transactions en capital). Si la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif net dépasse le coût d'acquisition, l'excédent est immédiatement reconnu en produit.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminées. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins qu'elles n'indiquent une perte de valeur. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

Une entreprise associée est une entreprise pour laquelle la société exerce une influence notable sur la politique financière et opérationnelle, sans toutefois la contrôler. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Une joint-venture est un accord contractuel en vertu duquel la société et d'autres parties exercent directement ou indirectement une activité économique sous contrôle conjoint.

Les entreprises associées et les joint-ventures sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la part du Groupe dans les profits ou pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part du Groupe dans les mouvements des réserves postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans les réserves.

Les profits non réalisés sur les transactions entre la société et ses entreprises associées ou joint-ventures sont éliminés proportionnellement à la quote-part que détient la société dans les entreprises associées et joint-ventures. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si la transaction indique une réduction de valeur.

Les participations dans des sociétés qui ne sont pas consolidées globalement ni mises en équivalence sont rapportées comme actifs financiers disponible à la vente.

Les participations de la société dans ses entreprises associées et joint-ventures comprennent le goodwill découlant de l'acquisition, net d'amortissements cumulés.

La liste des principales entreprises associées et joint-ventures de la société à la date de clôture est fournie à l'annexe 17.

L'annexe 7 présente l'information sectorielle. Un secteur d'activités est un groupe d'actifs et d'opérations qui sont engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est engagé dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La segmentation primaire du groupe est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

2.2 COMPTABILITE D'INFLATION

Au 31 décembre 2008, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

2.3 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS EN DEVISES ETRANGERES

Devise fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique «Ecart de conversion».

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 TRANSACTIONS EN DEVISES ETRANGERES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan. Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir chapitre 2.21. Instruments de couverture).

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés. Tous les coûts d'emprunt sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

Terrains :	Non amortissables
Bâtiments :	
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux bâtiments	10 ans
- Autres bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
Installations, machines et outillage :	
- Fours	10 ans
- Petit outillage	7 ans
- Petit outillage	5 ans
Mobilier et matériel roulant :	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

A la clôture de chaque bilan, les actifs sont examinés en vue de déterminer si leur valeur comptable est récupérable sous la forme de bénéfices futurs. Si le montant récupérable est devenu inférieur à la valeur comptable, une réduction de valeur est identifiée et comptabilisée en charge d'exploitation. Pour l'évaluation des réductions de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie au niveau le plus bas pour lequel il existe un flux de trésorerie identifiable séparément (voir point 2.12. Réductions de valeur des actifs).

Une unité génératrice de trésorerie constitue le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des fonds à partir d'une utilisation continue, et qui sont largement indépendants de ceux des autres actifs ou groupes d'actifs.

2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

2.6.1. COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2. GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwill sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste «Participations mises en équivalence», avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. A chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée.

2.6.4. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur, à l'exception des droits d'émission de CO₂ attribués par le gouvernement qui sont évalués à leur valeur de marché à la date de l'attribution.

- Brevets et licences : amortis sur la période de protection légale;
- Logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans;
- Droits d'émission de CO₂: ne sont pas amortis mais peuvent être réduits de valeur ;
- Droits d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

2.7 LEASING

Les opérations de leasing peuvent revêtir deux formes :

2.7.1. LEASING FINANCIER

Le leasing dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents

estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

2.7.2. LEASING OPERATIONNEL

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Les leasings métal des tiers sont classifiés comme leasing opérationnel et sont inclus dans les droits et engagements hors bilan (voir l'annexe 32) Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

2.8 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE, EMPRUNTS ET CREANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks sauf pour les stocks valorisés à la juste valeur (voir Chapitre 2.21. Instruments de couverture).

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti ; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan.

Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

2.11 LIQUIDITES ET QUASI-LIQUIDITES

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 REDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparue, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 CAPITAL SOCIAL ET BENEFICE REPORTE

- Rachat de capital
Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contre partie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique « actions détenues en propre ». Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.
- Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.
- Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- Une obligation (légal ou implicite) résulte d'un événement passé;
- Il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation;
- Il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

- Provisions pour avantages sociaux** (voir chapitre 2.16. Avantages sociaux).
- Obligations environnementales**

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 AVANTAGES SOCIAUX

2.16.1. AVANTAGES À COURT TERME

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction d'indicateurs clés de performance. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2. AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À LA PENSION (PENSIONS, SOINS MÉDICAUX)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1. Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite «projected unit credit»). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies, corrigée du coût non comptabilisé des prestations passées, et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées pour lesquelles les avantages ne sont pas encore acquis (l'employé doit prestier pour bénéficier de l'avantage) sont amortis linéairement sur la période moyenne, jusqu'au moment où l'avantage nouveau ou modifié est acquis.

Les gains et pertes actuariels, découlant de changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont reconnus en fonds propres dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus en réserves dans le poste « réserves pour avantages au personnel ».

2.16.2.2. Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3. AUTRES AVANTAGES À LONG TERME OCTROYÉS AU PERSONNEL (PRIMES D'ANCIENNETÉ)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.4. AVANTAGES EN CAS DE DÉPART (PLANS DE PRÉTRAITE, AUTRES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE FIN DE CONTRAT)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes

de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.5. RÉMUNÉRATIONS EN ACTIONS OU LIÉES AUX ACTIONS (PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquies ou d'obtenir des parts de la société. Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. L'octroi de ces options ne donne pas lieu à la comptabilisation de rémunérations ou d'obligations. Au moment où l'option est exercée, les actions détenues en propre sont utilisées. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions propres existantes.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuair suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans « l'Etat des Profits et Pertes Reconnus » sous la ligne « Réserve pour paiements en actions ». La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

2.16.6. PRÉSENTATION

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émulsion. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti ; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 IMPOTS SUR LE RESULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 PRODUITS

2.20.1. MARCHANDISES VENDUES ET SERVICES RENDUS

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2. SUBSIDES

Un subsidie est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférentes. Les subsidies sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1. RISQUES TRANSACTIONNELS - COUVERTURE EN JUSTE VALEUR

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme «mark-to-market» (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37). (voir également l'annexe 2.22 – Effet IAS 39)

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquière du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2. RISQUES STRUCTURELS – COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme « cash flow hedges » dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité, est vendu, ou exercé avant que la transaction sous-jacente ne soit comptabilisée, le profit ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres existant à ce moment-là est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement comptabilisé dans le compte de résultat lorsque la transaction prévue est comptabilisée.

Si la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, alors les gains ou les pertes qui ont été accumulés en capitaux propres sont immédiatement recyclés en compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée (voir également l'annexe 2.22 Effet IAS 39)

2.21.3 DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les contrats exécutoires (le « contrat hôte ») peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir comme conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également l'annexe 2.22 – Effet IAS 39).

2.22 RÉSULTATS NON RÉCURRENTS ET EFFET IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolution pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS39, aux :

- Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37).
- Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

L'effet de IAS39 est détaillé dans l'annexe 9.

3. Gestion des risques financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

3.1 RISQUES LIÉS AUX DEVICES

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1. RISQUE STRUCTUREL

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro ou tout autre devise non liée au dollar exerce un impact significatif sur les résultats de la société.

La majeure partie de l'exposition d'Umicore provient du fait que le prix des métaux est fixé en dollar, ce qui se répercute sur la valeur des excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euros sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

En l'absence de toute couverture du risque de change non lié aux prix des métaux, et au taux de change en vigueur à la fin de 2008, une appréciation de l'USD à hauteur de 1 cent US par euro entraînerait une augmentation du résultat d'exploitation de l'ordre de EUR 1 million par an. Inversement, un affaiblissement de l'USD de 1 cent US par EUR entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

Ce niveau de sensibilité à court terme est cependant quelque peu théorique, car souvent, le taux de change peut entraîner à la fois des modifications dans les conditions commerciales négociées en USD et des éléments échappant au contrôle d'Umicore, tels que l'influence que le taux de change du dollar US peut avoir sur les prix des métaux exprimés en dollars, prix dont les mouvements influencent les résultats d'Umicore (voir plus bas : Risques liés aux prix des métaux). Il existe également une certaine sensibilité par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien, le rand sud-africain et le won coréen.

Couverture structurelle des devises

Umicore n'a pas de couverture structurelle en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux, sauf pour certains contrats spécifiques en EUR chez Umicore Norway.

3.1.2. RISQUE TRANSACTIONNEL

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

3.1.3. RISQUE DE CONVERSION

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposé aux variations dans la valeur des devises locales contre l'Euro, principalement l'USD, le réal Brésilien, le won coréen, le yuan chinois et le rand d'Afrique du Sud. Umicore ne se couvre pas contre ce risque.

3.2 RISQUES LIÉS AUX PRIX DES MÉTAUX

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

3.2.1. RISQUE STRUCTUREL

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou raffinage et sur les excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Precious Metals Services recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une douzaine d'autres métaux spéciaux et de base comme l'indium et le sélénium. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle. Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Precious Metals Services.

Umicore rencontre également une sensibilité aux prix des métaux liée principalement

aux opérations de recyclage/raffinage des métaux dans ses autres secteurs d'activité (Advanced Materials, Precious Metals Products & Catalysts et Zinc Specialties). Cette sensibilité est due principalement au recyclage/raffinage des métaux dans chacune des activités – principalement le cobalt, l'or, le platine et le zinc. De manière générale, un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

L'impact d'un changement de prix pour les autres métaux et les autres activités n'est pas particulièrement significatif au niveau du Groupe.

Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Dans le passé, Umicore a déjà couvert une partie de son exposition pour 2008 et 2009. Dans le courant de 2008, suite à une visibilité croissante des accords commerciaux futurs, Umicore a étendu ses couvertures afin de couvrir les risques de prix pour 2009 et 2010. Ces contrats sont principalement liés à la couverture du platine, du palladium, de l'or, de l'argent et du zinc.

3.2.2. RISQUE TRANSACTIONNEL

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal créé des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est « priced in ») et le moment où le produit est vendu (le métal est « priced out »).

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

3.2.3. RISQUE LIÉ AUX STOCKS MÉTAL

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenu inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

3.3 RISQUES LIÉS AUX TAUX D'INTÉRÊTS

L'exposition du Groupe aux changements de taux d'intérêt concerne sa dette financière. Fin décembre 2008, la dette financière brute du Groupe se montait

à EUR 588 millions. Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts financiers, le Groupe a décidé de couvrir une partie de l'exposition aux risques de taux d'intérêt en concluant des swaps sur taux d'intérêt pour un montant de base de EUR 86 millions à fin décembre 2008. La date d'expiration finale de ces swaps sur taux d'intérêts est le 31 mars 2009.

Compte tenu des swaps de taux d'intérêts contractés par Umicore ainsi que des dettes soumises à des taux d'intérêts fixes tel que l'emprunt obligataire à 8 ans émis en 2004, la proportion de la dette soumise à des taux d'intérêt flottants début 2009 est de 56% de la dette financière totale.

3.4 RISQUE DE CRÉDIT

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou des opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retards de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par deux lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les sociétés du Groupe contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture. La limite globale de décaissement annuel est établie à EUR 20 millions.

Umicore a déterminé que dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert ou dans lesquels la concentration des encours clients n'est pas compatible avec les clauses des contrats d'assurance crédit existants, aucune couverture ne devait être prévue.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Métaux Précieux – Services, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

3.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court et moyen terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum a atteint EUR 300 millions en mai 2006, en complément au programme de titrisation des créances commerciales mis en place en 2000 et à l'emprunt obligataire sur 8 ans émis en 2004.

3.6 RISQUE LIÉ AU CAPITAL

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, restituer du capital aux actionnaires, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement. Ce ratio est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en soustrayant les liquidités et quasi-liquidités et les prêts octroyés dans un contexte non opérationnel.

Le Groupe vise à maintenir une notation de risque crédit correspondant à la catégorie "Investment Grade". Dans ce contexte, la stratégie du Groupe dans un environnement opérationnel normal est de maintenir le ratio d'endettement en dessous de 50%. Le Groupe pourrait dépasser ce seuil lors d'événements exceptionnels tels qu'une acquisition majeure. Les ratios d'endettement aux 31 décembre 2007 et 2006 étaient (en EUR millions) :

	2007	2008
Dette financière nette	168,0	328,6
Fonds propres	1.533,2	1.332,4
Total	1.701,2	1.661,0
Ratio d'endettement	9,9%	19,8%

La dette financière nette fin 2008 est supérieure à celle de 2007. En 2007, le niveau de la dette financière était particulièrement bas en raison des liquidités reçues lors de l'introduction en bourse de Nyrstar. Les fonds propres ont diminué suite aux effets du programme de rachat d'actions propres et des variations des réserves de juste valeur. La combinaison d'une dette supérieure et de fonds propres inférieurs

conduit à un ratio d'endettement supérieur par rapport à l'année passée, bien que toujours dans les limites acceptées par le Groupe.

3.7 RISQUE STRATÉGIQUE ET TRANSACTIONNEL

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques, les risques de substitution de produits par les clients et les risques de changement de climat. Veuillez vous reporter à la partie Gestion des risques du Rapport de Gouvernance (page 143 à 145) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

4. Hypothèses clés et estimations comptables

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financiers sur l'entité. Les estimations comptables en décaissant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- Estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant
- Comptabilisation de provisions pour pensions
- Comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations
- Estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks
- Evaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs
- Evaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exercice des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

1. RÉDUCTION DE VALEUR DU GOODWILL

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. En date du 31 décembre 2008, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de EUR 92.660 milliers (EUR 94.510 milliers en 2007) – voir l'annexe 15

2. PROVISIONS POUR RÉHABILITATION DE SITES

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses tels que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2008, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de EUR 98.082 milliers (EUR 106.011 milliers en 2007) – voir l'annexe 29.

3. RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconstruit au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuair. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'Annexe 27. En date du 31 décembre 2008, une provision pour avantages sociaux de EUR 162.884 milliers a été reconnue (EUR 171.796 milliers en 2007).

4. RECONNAISSANCE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés. D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

5. Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêts 2008
Afrique du Sud	Umicore South Africa (Pty) Ltd.	100,00
	Umicore Autocat South Africa (Pty) Ltd.	55,00
	Umicore Marketing Services Africa	100,00
	Umicore Catalyst South Africa	100,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00
	Umicore Bausysteme GmbH	100,00
	Umicore Marketing Services Deutschland GmbH	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	90,80
	Umicore Galvanotechnik GmbH	90,80
	benneman GmbH	100,00
	Umicore Argentina S.A.	100,00
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00
	Umicore Australia Ltd.	100,00
Australie	Umicore Marketing Services Australia	100,00
	Oegussa GmbH	90,89
Autriche	Umicore Financial Services S.A. (BE 428.179.081)	100,00
	Umicore Oxyde Belgium N.V. (BE 438.933.809)	100,00
Belgique	Umicore Autocatalyst Recycling Belgium N.V. (BE 466.261.083)	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium S.A. (BE 402.964.625)	100,00
	Umicore Abrasives (BE 881.426.726)	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00
	Coimpa Industrial Ltda	100,00
	Umicore Brazil Ltda	100,00
	Umicore Canada Inc.	100,00
	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00
	Imperial Smelting & Refining Co. of Canada Ltd.	100,00
	Hunan Fuhong Zinc Industrial Co., Ltd.	100,00
Chine	Umicore Marketing Services Shanghai Co., Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services Far East Ltd.	100,00
	Umicore Shanghai Co., Ltd.	75,00
	Umicore Specialty Oxides Shanghai Co. Ltd.	100,00
	Umicore Autocat China Co. Ltd.	100,00
	Umicore Technical Materials Suzhou	100,00
	Umicore Technical Materials Yangzhong	100,00
	JUC	60,00
	Umicore Optical Materials Kunming	100,00
	Umicore Optical Materials Yunnan	100,00
Corée	Beijing Jubo Photoelectric Technology Co	80,00
	Umicore Korea Ltd.	100,00
Espagne	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00
	Umicore BP Iberica S.L.	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00
	Umicore Optical Materials Inc.	100,00
	Umicore Technical Materials North America	100,00
	Umicore France S.A.S.	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00
	Umicore IR Glass S.A.	99,98
France	Umicore Marketing Services France	100,00
	Umicore Autocat France	100,00
Hongrie	Umicore Building Products Hungary	100,00
	Umicore Marketing Services Italia s.r.l.	100,00
Italie	Italbras S.p.A.	100,00
	Umicore Japan	100,00
Japon	Umicore Materials AG	100,00
	Umicore Finance Luxembourg	100,00
Liechtenstein	Umicore Autocat Luxembourg	100,00
	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00
Luxembourg	Schöne Edelmetaal BV	90,80
	Umicore Nederland BV	100,00
Malaisie	Umicore Norway AS	100,00
	Umicore Philippines	78,20
Norvège	Umicore Specialty Materials Subic Inc.	100,00
	Umicore Marketing Services Polska	100,00
Philippines	Umicore Portugal S.A.	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Lda	100,00
Pologne	Umicore Coating Services Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00
Portugal	Umicore Precious Metals Singapore Pte Ltd.	100,00
	Umicore Autocat Sweden AB	100,00
Royaume-Uni	Umicore Switzerland Strub	100,00
	Umicore Materials Taiwan Co., Ltd.	100,00
Singapour	Umicore Marketing Services Thailand Co., Ltd.	100,00
	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	90,80
Suède		
Suisse		
Taiwan		
Thaïlande		

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG dans les comptes consolidés d'Umicore en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, cette société ne doit pas présenter des états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

6. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la

devise locale du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

	Taux de clôture		Taux moyens		
	2007	2008	2007	2008	
Dollar américain	USD	1,47210	1,39170	1,37048	1,47076
Livre sterling	GBP	0,73335	0,95250	0,68434	0,79628
Dollar canadien	CAD	1,44490	1,69980	1,46785	1,55942
Franc suisse	CHF	1,65470	1,48500	1,64272	1,58739
Yen japonais	JPY	164,93000	126,14000	161,25263	152,45406
Réal brésilien	BRL	2,60753	3,25240	2,67486	2,69829
Rand sud-africain	ZAR	10,02980	13,06670	9,65959	12,05899
Yuan chinois	CNY	10,75240	9,49560	10,41782	10,22361
Won sud-coréen (100)	KRW	13,77960	18,39130	12,72988	16,06087

7. Information sectorielle

INFORMATION 2007 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

	(EUR milliers)						
	Advanced Materials	Precious Metals Products & Catalysts	Precious Metals Services	Zinc Specialties	Corporate & Participations	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	857.886	2.996.211	3.883.681	1.086.523	76.749	-591.139	8.309.909
dont chiffre d'affaires externe	831.228	2.880.232	3.465.567	1.056.133	76.749		8.309.909
dont chiffre d'affaires intersectoriel	26.657	115.978	418.114	30.390		-591.139	
Résultat d'exploitation	34.391	143.312	128.892	34.634	-32.234	0	308.994
Récurrent	39.641	154.473	133.933	41.683	-37.421		332.310
Non-récurrent	-3.167	-10.961	-4.201	-11.190	5.187		-24.333
Effet IAS 39	-2.083	-200	-840	4.141			1.017
Entreprises mises en équivalence	20.691	6.030	0	185	-1.452	0	25.455
Récurrent	22.624	5.422		185	-1.452		26.780
Non-récurrent	-4.889	608					-4.281
Effet IAS 39	2.956	0					2.956
Coûts financiers nets						-40.434	-40.434
Impôts sur le résultat						-57.460	-57.460
Participation minoritaire						-9.299	-9.299
Bénéfice net de l'année							227.257
Actif total consolidé	648.739	1.154.163	621.199	506.770	19.792	334.655	3.285.318
Actif des secteurs	540.070	1.113.835	621.199	488.665	19.725		2.783.495
Participations dans les entreprises associées	108.670	40.327		18.104	67		167.168
Actif non affecté						334.655	334.655
Passif total consolidé	245.211	370.156	419.532	192.096	-41.951	2.100.275	3.285.318
Passifs des secteurs	245.211	370.156	419.532	192.096	-41.951		1.185.043
Passif non affecté						2.100.275	2.100.275
Investissements	20.346	39.205	52.148	25.515	15.692	0	152.907
Amortissements	23.888	31.919	32.694	16.258	8.524	0	113.283
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	2.296	11.696	9.148	-1.774	43.950	0	65.315
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)	2.202	524	2.573	12.438	-1.985	0	15.752

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG dans les comptes consolidés d'Umicore en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, cette société ne doit pas présenter des états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

INFORMATION 2007 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

	(EUR milliers)					
	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	5.314.147	1.051.443	1.193.771	322.427	428.122	8.309.909
Actif total	2.482.989	387.984	164.580	134.266	115.504	3.285.323
Investissements	128.514	7.543	7.635	7.105	2.110	152.907

INFORMATION 2008 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

	(EUR milliers)						
	Advanced Materials	Precious Metals Products & Catalysts	Precious Metals Services	Zinc Specialties	Corporate & Participations	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	1.000.470	3.415.272	5.164.159	720.253	38.228	-1.169.745	9.168.637
dont chiffre d'affaires externe	982.891	3.282.755	4.145.270	719.493	38.228	0	9.168.637
dont chiffre d'affaires intersectoriel	17.580	132.517	1.018.889	760	0	-1.169.745	0
Résultat d'exploitation	47.565	77.113	181.999	29.146	-96.388	0	239.435
Récurrent	52.356	89.916	183.730	44.018	-46.700	0	323.320
Non-récurrent	-3.778	-11.886	-3.198	-17.679	-49.687	0	-86.228
Effet IAS 39	-1.013	-918	1.467	2.806	0	0	2.342
Entreprises mises en équivalence	709	14.764	0	135	-7.375	0	8.233
Récurrent	18.729	14.800	0	1.656	-3.204	0	31.980
Non-récurrent	-12.101	-36	0	-1.521	-4.170	0	-17.828
Effet IAS 39	-5.919	0	0	0	0	0	-5.919
Coûts financiers nets						-52.020	-52.020
Impôts sur le résultat						-67.159	-67.159
Participation minoritaire						-6.168	-6.168
Bénéfice net de l'année							122.322
Actif total consolidé	617.146	1.211.567	567.231	378.544	-73.579	324.018	3.024.927
Actif des secteurs	505.911	1.167.667	567.231	361.484	-76.987	0	2.525.306
Participations dans les entreprises associées	111.235	43.900	0	17.060	3.408	0	175.603
Actif non affecté	0	0	0	0	0	324.018	324.018
Passif total consolidé	195.490	381.714	346.994	115.406	-96.371	2.081.695	3.024.927
Passifs des secteurs	195.490	381.714	346.994	115.406	-96.371	0	943.232
Passif non affecté						2.081.695	2.081.695
Investissements	52.310	73.250	60.890	18.535	10.990	0	215.976
Amortissements	22.722	32.069	32.027	17.466	9.083	0	113.368
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	8.425	-9.558	-4.100	2.002	989	0	-2.242
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)*	6.837	22.168	8.247	16.767	76.006	0	130.026

* principalement des réductions de valeur

INFORMATION 2008 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

	(EUR milliers)					
	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	6.009.095	1.164.596	1.205.219	333.437	456.291	9.168.637
Actif total	2.199.732	358.234	237.848	132.098	97.015	3.024.927
Investissements	149.377	25.220	17.448	13.714	10.217	215.976

Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type « business » ainsi que selon la dimension géographique. La segmentation primaire reflète l'organisation des activités du Groupe. Les secteurs sélectionnés correspondent aux business groups tels que définis ci-dessous. La segmentation secondaire est basée sur la perspective géographique dans le cadre de laquelle le chiffre d'affaires est ventilé en fonction de la localisation géographique des clients, alors que les actifs et les investissements sont repris en fonction de leur propre localisation. Les résultats d'un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinentes, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

BUSINESS SEGMENTS

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

Advanced Materials comprend aujourd'hui les business units Cobalt Specialty

Materials, Electro-Optic Materials et Thin Film Products. Le business group comprend aussi la participation d'Umicore dans Element Six Abrasives (Irlande).

Precious Metals Products & Catalysts comprend les business units Automotive Catalysts, Jewellery & Electroplating, Catalyst Technologies, Technical Materials, Electronic Materials et Platinum Engineered Materials.

Precious Metals Services comprend les business units Precious Metals Refining et Precious Metals Management.

Zinc Specialties comprend les business units Zinc Chemicals, Building products et Zinc Battery Materials.

Corporate & Participations comprend les activités corporate ainsi que certains services partagés ou par l'unité Recherche, Développement & Innovation.

En 2008, le secteur d'activités Thin Film Products a été transféré de Precious Metals Products & Catalysts vers Advanced Materials. Les chiffres 2007 ont été mis à jour en conséquence.

La note réfère aux activités continuées sauf en ce qui concerne le bilan.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

8. Regroupements d'entreprises

Acquisitions

	(EUR milliers)	
	Annexes	Juste valeur
Actifs long terme		2.440
Actifs court terme		1.425
Passifs long terme		1.920
Passifs court terme		2.025
Actifs nets acquis		-79
Goodwill		762
Goodwill négatif	15	703
Prix d'achat		-1.385
Liquidités et quasi-liquidités acquises		205
Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement		-1.116

En juillet 2008, Umicore a conclu un accord en vue d'acquérir 100% de la société privée Anandeya Zinc Oxides Private Limited, située à Goa en Inde. L'entreprise est entièrement intégrée au sein de la business unit Zinc Chemicals d'Umicore. L'acquisition contribue à la mise en application de la stratégie de la business unit qui a pour but de renforcer sa position comme un des leaders mondiaux dans la fabrication de spécialités chimiques de haute pureté à base de zinc. L'entreprise a été totalement intégrée et opère sous le nom Umicore Anandeya India Private Ltd.

Depuis leur entrée dans la consolidation du groupe, la nouvelle acquisition a généré une perte globale (part du groupe) de EUR 222 milliers en 2008. Il n'est pas possible de montrer le résultat de 12 mois de la société acquise.

Un montant agrégé d'approximativement EUR 195 milliers est relatif aux coûts d'acquisition inclus dans le prix d'achat.

Comme souligné dans les Etats Financiers 2007, le goodwill relatif à Imperial Smelting a été ajusté suite à un exercice de juste valeur terminé en 2008.

Le prix d'acquisition des sociétés Delphi acquises en 2007 a également été mis à jour résultant en une diminution du goodwill négatif de EUR 703 milliers.

9. Résultat d'exploitation

	(EUR milliers)	
	2007	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES (1)		
Ventes	8.232.339	9.058.838
Prestations de services	77.570	109.799
Chiffre d'affaires	8.309.909	9.168.637
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)	129.851	101.474
AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR (3)		
Amortissements sur actifs immobilisés	-113.283	-113.368
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	-8.074	-3.473
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	-7.677	-51.527
Amortissements et réductions de valeur	-129.035	-168.368
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (4)		
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	-352.436	-370.816
Royalties, licences, consulting et commissions	-29.382	-41.911
Autres charges d'exploitation	-7.407	-11.658
Augmentation (diminution) des provisions	-72.617	-17.720
Utilisations de provisions	19.615	26.598
Moins-values sur cessions d'actifs	-1.734	-1.894
	-443.960	-417.401

(1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour EUR 71,5 millions, des plus-values sur cessions d'actifs immobilisés pour EUR 15,5 millions, des royalties ou revenus de licences pour EUR 1,5 millions, des subsidees pour 6,9 millions et un produit de 4,2 millions provenant de paiements supplémentaires découlant de la vente d'une concession aurifère en Guinée par Umicore en 1992.

(3) Les réductions de valeurs sur stock et créances douteuses sont principalement liées à des réductions de valeur sur des stocks de métaux permanents, notamment au sein de Zinc Specialties. L'impact IAS 39 sur les réductions de valeurs sur stocks et créances douteuses est de EUR 12,7 millions en 2008.

(4) Les dépenses de R&D du Groupe ont atteint EUR 166,0 millions (EUR 124,5 millions en 2007) dont EUR 149,6 millions dans les sociétés intégrées globalement (EUR 110,8 millions en 2007).

Résultats non-récurrents et impact IAS 39 inclus dans résultats d'exploitation

	2007				2008			
	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent
Chiffre d'affaires	8.309.909	0	4.218	8.305.692	9.168.637	0	25.431	9.143.206
Autres produits d'exploitation	129.851	10.627	11.783	107.441	101.474	20.702	449	80.323
Produits d'exploitation	8.439.761	10.627	16.001	8.413.133	9.270.111	20.702	25.880	9.223.529
Approvisionnements et matières premières	-7.039.391	-1.818	-11.654	-7.025.920	-7.766.799	-489	0	-7.766.310
Rémunérations et avantages sociaux	-546.474	-1.133	0	-545.341	-609.960	-1.403	0	-608.557
Amortissements et réductions de valeur	-129.035	-17.945	1.740	-112.830	-168.368	-30.674	-12.653	-125.041
Autres charges d'exploitation	-443.960	-40.777	-5.070	-398.113	-417.401	-3.890	-10.885	-402.626
Charges d'exploitation	-8.158.860	-61.673	-14.984	-8.082.203	-8.962.528	-36.456	-23.538	-8.902.534
Produits des investissements financiers	28.094	26.714	0	1.380	-68.149	-70.473	0	2.324
Résultat d'exploitation	308.994	-24.333	1.017	332.310	239.435	-86.228	2.342	323.321

Umicore a enregistré des charges opérationnelles non récurrentes nettes de EUR 86,2 millions dans ses filiales intégrées globalement. L'élément principal est relatif à une réduction de valeur sur la participation de 5,25% qu'Umicore détient dans Nyrstar. La valeur réelle de cette participation a été ajustée – selon les normes IFRS – afin de refléter le cours de clôture de l'action Nyrstar au 31 décembre 2008 (EUR 2,19).

Des réductions de valeurs pour EUR 27,9 millions ont été réalisées sur les stocks métaux permanents, principalement au sein de Zinc Specialties. Les provisions pour

restructuration totalisent EUR 3,00 millions dans les filiales intégrées globalement. Des plus-values pour un montant de EUR 19,7 millions proviennent de la vente de terrains en Belgique et en Allemagne, ainsi que de la vente des actions Nymex. Les autres provisions et réductions de valeur totalisent EUR 6,9 millions.

L'effet positif de l'IAS 39 sur le résultat opérationnel s'élève à EUR 2,3 millions. Ce montant concerne des écarts temporaires imposés par les IFRS, ayant principalement trait aux couvertures transactionnelles des métaux et des devises. Les effets de l'IAS 39 n'ont, par nature, pas d'impact sur la trésorerie.

10. Rémunérations et avantages sociaux

	Annexes		(EUR milliers)	
	2007	2008	2007	2008
RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX				
Salaires et avantages sociaux directs			-372.771	-433.042
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale et contributions à des avantages déterminés			-119.367	-131.968
Autres charges de personnel			-30.948	-24.835
Personnel temporaire			-13.495	-12.704
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée			-7.701	-7.868
Contributions volontaires de l'employeur - autres			-1.619	-1.535
Païement en actions			-5.473	-7.532
Pensions versées directement aux bénéficiaires			-7.081	-6.643
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)			11.981	16.167
			-546.475	-609.960

EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

Cadres		1.537	1.692
Non-cadres		7.902	8.276
TOTAL		9.440	9.968

JUSTE VALEUR DES OPTIONS OCTROYÉES

Nombre d'options octroyées	28	742.750	712.750
Modèle de valorisation		«Present Economic Value»	
Volatilité estimée (% pa)		25	30
Taux sans risque (% pa)		4,00	4,00
Augmentation monétaire du dividende (€ pa)		1,00	0,07
Probabilité de départ avant le droit d'exercer		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exister (% pa)		5,00	5,00
Seuil minimum de gain (% pa)		50,00	50,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		30,00	30,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (EUR)		7,55	9,15
Juste valeur totale des options octroyées (EUR milliers)		5.606	6.519
Transfert vers activités non continuées		-340	

JUSTE VALEUR DES ACTIONS OCTROYÉES

16.900 actions octroyées à 26,31 EUR		445
2.500 actions octroyées à 27,40 EUR		68
montant provisionnel pour paiements fondés sur des actions *		500
Correction des actions octroyées en 2006	-217	
16.100 actions octroyées à 26,31 EUR	424	
Juste valeur totale des actions octroyées	207	1.013

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions de EUR 7.532 milliers au cours de cette année.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Dans le courant de 2008, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge

pour la période de EUR 1.013 milliers.

* L'Administrateur délégué dispose d'une option lui permettant de recevoir une partie ou l'entière du bonus attribué sous forme d'actions Umicore. Le montant en cash du bonus de l'Administrateur délégué est arrêté par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité de nomination et de rémunération. La proportion payée en actions Umicore est à l'entière discrétion de l'Administrateur délégué et n'est pas connue avant que le Conseil d'administration ne décide. Les chiffres repris ci-dessus supposent que l'Administrateur délégué reçoive l'entière de son bonus sous forme d'actions. Les valeurs réelles seront comptabilisées en 2009.

11. Coûts financiers nets

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Produits d'intérêts	16.135	5.991
Charges d'intérêts	-43.612	-37.703
Actualisation des provisions	-4.541	-12.004
Résultat de change	-5.278	-7.420
Autres produits financiers	4.149	4.208
Autres charges financières	-7.287	-5.092
	-40.434	-52.020

En 2008, la charge d'intérêts nette (EUR 31.712 milliers) a augmenté par rapport à 2007 (EUR 27.447 milliers). Cette augmentation est due à un taux d'intérêt moyen plus élevé appliqué à un niveau moyen de dette nette comparable à l'année précédente.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales et les provisions pour autres risques et charges. Le niveau de ce montant est déterminé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant du taux d'actualisation, des sorties de liquidités futures et par la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations en 2008, ont été comptabilisées en Belgique, en Allemagne et en France.

Les résultats de change comprennent les résultats de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir l'annexe 32). La plupart des résultats de change 2008 ont été enregistrés au Brésil.

Les autres produits financiers en 2008 contiennent des reprises de provisions pour charges d'intérêts, liées à des litiges fiscaux clôturés au Brésil. Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

12. Produits des investissements financiers

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Produits des investissements financiers		
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	27.077	4.030
Dividendes	1.796	2.801
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	37	46
Réductions de valeur sur investissements financiers	-816	-75.026
	28.094	-68.149

En 2008, les plus-values sur cessions d'immobilisations financières sont principalement relatives à la vente des actions Nymex

Les réductions de valeur sur investissements financiers, concernent principalement les participations détenues dans Nyrstar et Duksan.

Les dividendes reçus sont principalement constitués du dividende reçu de Nyrstar.

13. Impôts sur le résultat

	(EUR milliers)	
	2007	2008
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
Repris au compte de résultats		
Impôt courant	-67.730	-41.106
Charge d'impôts différés (produits)	10.270	-26.053
Charge fiscale totale	-57.460	-67.159
Relation entre charge fiscale et résultat avant impôts		
Résultat d'exploitation	308.994	239.435
Coûts financiers nets	-40.434	-52.019
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	268.560	187.416
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	28,83	28,48
Impôt théorique au taux moyen pondéré	-77.429	-53.373
AJUSTEMENTS		
Dépenses non déductibles	-12.326	-18.826
Revenus non taxables	7.919	1.464
<i>Plus-values</i>	7.919	1.461
Autres déductions de la base taxable	33.052	18.246
<i>Déductions pour investissements</i>	-134	-81
<i>Intérêts notionnels déductibles</i>	26.940	31.843
<i>Autres déductions</i>	6.246	-13.516
Impôts calculés sur d'autres bases	594	1.231
Impôts différés actifs plus reconnus	0	-4.000
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	2.185	409
Pertes fiscales de la période pour lesquelles aucun impôt différé n'est reconnu	-3.609	-1.155
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	-2.038	-259
Corrections d'exercices précédents	-632	-7.615
Autres	-5.176	-3.281
Charge fiscale de l'année	-57.460	-67.159

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents, en ce compris l'effet IAS39, le taux de taxation effectif pour 2008 est de 27,0 % contre 28,7 % en 2007.

La réduction de la charge d'impôt différé résultant de l'utilisation de pertes fiscales, de crédits d'impôts ou de différences temporaires récupérables non reconnus s'élève à EUR 952 milliers.

La ligne « Corrections d'exercices précédents » est principalement relative à la décision de ne plus reconnaître des impôts de différés actifs liés au carve-out Nyxstar en 2007.

14. Immobilisations incorporelles autres que goodwill

	(EUR milliers)				
	Concession, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO2	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au début de l'exercice précédent					
Valeur d'acquisition	8.152	60.322	6.246	8.872	83.592
Amortissements cumulés	-6.380	-47.152	-4.491	-7.212	-65.235
VALEUR COMPTABLE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1.772	13.170	1.755	1.660	18.357
. Activités non continuées dans l'ouverture		-252	-729		-981
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	-481	-481
. Acquisitions	216	1.360	0	2.429	4.005
. Cessions	0	-3	-914	0	-917
. Amortissements actés (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-862	-7.137		-277	-8.276
. Réductions de valeur (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	0	-13	-403	0	-416
. Droits d'émission			293		293
. Ecart de conversion	0	-24	0	24	0
. Autres mouvements	0	6.730	0	-557	6.173
Au terme de l'exercice précédent	1.126	13.831	3	2.797	17.757
Au terme de l'exercice					
Valeur d'acquisition	8.335	64.413	759	7.876	81.383
Amortissements cumulés	-7.209	-50.581	-755	-5.079	-63.624
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1.126	13.831	3	2.797	17.757
. Acquisitions	28	2.447	0	8.718	11.193
. Cessions	123	42	-3	-5	157
. Amortissements actés (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-714	-6.519		-46	-7.279
. Réductions de valeur (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	0	-42	-1.611	0	-1.652
. Droits d'émission			6.305		6.305
. Ecart de conversion	1	-191	0	-18	-208
. Autres mouvements	1	5.191	0	-1.047	4.144
Au terme de l'exercice	565	14.759	4.694	10.399	30.417
Au terme de l'exercice					
Valeur d'acquisition	2.606	70.608	6.305	15.508	95.028
Amortissements cumulés	-2.042	-55.850	-1.611	-5.109	-64.612
VALEUR COMPTABLE NETTE	564	14.759	4.694	10.399	30.417

Les « acquisitions » incluent principalement la capitalisation de frais relatifs à des logiciels dont EUR 1,638 milliers constituent des charges internes. Etant donné que la plupart de ces projets « logiciels » ne sont pas encore finalisés, ceux-ci sont enregistrés comme actif incorporel en cours d'exécution, sous la ligne « Autres immobilisations incorporelles ».

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une deuxième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2008-2012. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flamand de certaines sociétés,

dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Cette utilisation de droits d'émission est enregistrée en immobilisation incorporelle suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belge.

Umicore dispose des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'annexe 34.

15. Goodwill

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	92.377	94.510
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRECEDENT	92.377	94.510
. Activités non continuées dans l'ouverture	-5.312	0
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	8.679	2.165
. Ajustement consécutif exercice complet de juste valeur	0	-1.404
. Réductions de valeur (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	0	-1.798
. Ecart de conversion	-1.233	-813
Au terme de l'exercice	94.510	92.660
Valeur d'acquisition	94.510	94.458
Réductions de valeur cumulées	0	-1.798
VALEUR COMPTABLE NETTE	94.510	92.660

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement alors que le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe 17.

Les variations de la période sont principalement liées aux goodwills reconnus lors de l'acquisition d'Anandeya en Inde, à l'ajustement réalisé suite à la finalisation de l'exercice de juste valeur chez Imperial Smelting (Annexe 8) et à la réduction

de valeur du goodwill enregistré chez Umicore Technical Materials North America. Une correction du goodwill négatif reconnu dans Delphi a été enregistré en produit négatif (EUR 0,7 million) dans le compte de résultats sous la rubrique « Autres résultats d'exploitation ».

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

	(EUR milliers)				
	Advanced Materials	Precious Metals Products & Catalysts	Precious Metals Services	Zinc Specialties	Total
31/12/2007	23.019	49.225	9.844	12.421	94.510
31/12/2008	24.370	45.693	9.844	12.752	92.660

En 2008, le secteur d'activités Thin Film Products a été transféré de Precious Metals Products & Catalysts vers Advanced Materials. L'allocation du goodwill 2007 a été mise à jour en conséquence.

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe 2. Le montant

recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe. Le coût moyen pondéré du capital (wacc) utilisé est fonction de la situation de chaque secteur d'activité et est au moins égal à 9% avant taxes.

16. Immobilisations corporelles

	(EUR milliers)					
	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	582.471	1.554.003	166.678	18.319	70.340	2.391.811
Amortissements cumulés	-344.170	-1.190.049	-124.962	-16.243		-1.675.425
VALEUR COMPTABLE NETTE AU DEBUT DE L'EXERCICE PRECEDENT	238.301	363.953	41.716	2.076	70.340	716.386
. Activités non continuées dans l'ouverture	-33.277	-85.315	-2.082	-4	-14.693	-135.370
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	6.746	14.876	17	912	0	22.551
. Acquisitions	8.735	29.909	8.885	596	100.776	148.902
. Cessions	-5.650	-1.757	-1.038	0	-149	-8.594
. Amortissements actés (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-17.305	-74.454	-12.634	-614		-105.007
. Réductions de valeur (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-621	-6.346	-14	-912		-7.894
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans «Autres produits d'exploitation»)	20	347	1	0		368
. Ecart de conversion	-944	-2.278	-34	-20	52	-3.223
. Autres mouvements	19.847	47.997	5.454	150	-78.881	-5.435
Au terme de l'exercice	215.852	286.933	40.270	2.184	77.444	622.685
Valeur d'acquisition	479.095	1.113.194	157.553	17.267	77.444	1.848.553
Amortissements cumulés	-263.242	-826.260	-117.282	-15.082		-1.221.866
Valeur comptable au terme de l'exercice précédent	215.852	286.934	40.270	2.184	77.444	622.684
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	1.580	850	10	0	0	2.440
. Acquisitions	11.386	39.633	9.760	344	143.660	204.783
. Cessions	268	-1.430	-701	-23	-579	-2.465
. Amortissements actés (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-19.103	-74.138	-12.352	-496		-106.089
. Réductions de valeur (inclus dans «Amortissements et réductions de valeur»)	-53	-31	-101	0		-185
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans «Autres produits d'exploitation»)	20	43	37	0		100
. Ecart de conversion	-2.273	-3.952	-318	18	-3.285	-9.810
. Autres mouvements	24.771	70.885	7.108	-801	-104.227	-2.264
Au terme de l'exercice	232.448	318.792	43.715	1.225	113.013	709.194
dont leasing :	2.133	405	106			2.644
Valeur d'acquisition	510.782	1.154.805	164.760	15.277	113.013	1.958.638
Amortissements cumulés	-278.334	-836.013	-121.045	-14.051		-1.249.444
VALEUR COMPTABLE NETTE	232.448	318.792	43.715	1.226	113.013	709.194
Leasing						
Valeur d'acquisition	2.406	589	386			3.381
Amortissements cumulés	-273	-184	-280			-737
VALEUR COMPTABLE NETTE	2.133	405	106	0	0	2.644

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

La partie des investissements en immobilisations corporelles qui n'est pas liée à des travaux d'entretien, concerne principalement des investissements qui ont eu lieu

au sein d'Automotive Catalysts (investissements pour améliorer la capacités dans toutes les régions), de Precious Metals Services (phase finale des investissements de préconcentration des métaux précieux à Hoboken) et Advanced Materials (début des investissements asiatiques dans la production des matériaux pour batteries rechargeables).

La ligne 'Autres mouvements' comprend essentiellement des transferts vers les immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'annexe 34.

17 Participations mises en équivalence

Les participations mises en équivalences sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	Devise fonctionnelle	Parts détenues	
		2007	2008
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES			
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	CNY	40,00	40,00
IEQSA	PEN	40,00	40,00
Element Six Abrasives	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co.,LTD	CNY	40,00	40,00
Todini	EUR	40,00	40,00
JOINT-VENTURES			
ICT Japan	JPY	50,00	50,00
ICT USA	USD	50,00	50,00
Ordeg	KRW	50,00	50,00
Rezinal	EUR	50,00	50,00
SolviCore GmbH & Co KG	EUR	50,00	50,00
SolviCore Management GmbH	EUR	50,00	50,00
Hycore	NOK	51,00	51,00
(EUR milliers)			
	Valeur comptable nette	Goodwill	TOTAL
Au terme de l'exercice précédent	125.269	44.437	169.706
. Résultat de l'exercice	8.233		8.233
. Dividendes	-13.608		-13.608
. Augmentation de capital	11.666		11.666
. Autres réserves	-102		-102
. Ecart de conversion	-7.220	459	-6.761
Au terme de l'exercice	124.239	44.896	169.135
dont joint-ventures	53.259	355	53.614

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des principales sociétés associées aurait été la suivante:

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Actifs	228.488	222.759
Passifs	133.580	134.066
Chiffre d'affaires	240.677	248.320
Résultat net	21.152	1.382

En 2008, une augmentation de capital de EUR 11.666 milliers a été réalisée dans la joint-venture Hycore.

Le Groupe n'a pas acquis de nouvelles sociétés associées ni de joint-ventures en 2008.

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante:

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Actifs court terme	135.045	138.853
Actifs long terme	19.097	20.516
Passifs court terme	94.808	104.307
Passifs long terme	10.274	941

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante:

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Résultat d'exploitation	8.941	11.002
Résultat financier	-1.523	-534
Impôts	-3.116	-3.471
Résultat net du Groupe	4.302	6.996

18. Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés

	(EUR milliers)	
	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts octroyés
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES LONG TERME		
Au début de l'exercice précédent	48.092	2.606
. Activités non continuées dans l'ouverture	-49	
. Augmentations	81.455	1.294
. Diminutions	-3.545	-1.095
. Réductions de valeur (inclus dans «Produits des investissements financiers»)	-817	-456
. Ecart de conversion	-85	-60
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	2.971	
. Juste valeur sortie des fonds propres	-18.665	
. Autres mouvements	-1.126	360
Au terme de l'exercice précédent	108.230	2.651
. Augmentations	1.414	253
. Diminutions	-6	-153
. Réductions de valeur (inclus dans «Produits des investissements financiers»)	(a) -75.773	-340
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans «Produits des investissements financiers»)	958	
. Ecart de conversion	-13	-51
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	1.067	
. Juste valeur sortie des fonds propres	(b) -9.856	
. Autres mouvements	18	174
Au terme de l'exercice	26.040	2.533
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COURT TERME		
Au terme de l'exercice précédent	64	7.181
. Augmentations	0	0
. Diminutions	-42	-4.929
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans «Produits des investissements financiers»)	25	0
. Ecart de conversion	0	88
. Autres mouvements	0	-150
Au terme de l'exercice	46	2.190

(a) Principalement lié à la réduction de valeur enregistrée sur la participation de 5,25% dans Nyrstar et dans Duksan

(b) Essentiellement lié à Nyrstar, Nymex et Duksan.

Les prêts octroyés sont essentiellement des prêts à taux flottant accordés à des sociétés associées ou à des sociétés non consolidées. Leur juste valeur peut donc être considérée comme égale à leur valeur comptable.

Les prêts octroyés à court terme incluent la comptabilisation de 'Margin calls' pour EUR 2,2 millions (EUR 6,1 millions en 2007) essentiellement chez Umicore AG & Co KG (Germany) et Umicore Precious Metals NJ, USA. Les mouvements principaux des prêts octroyés à court terme sont relatifs à la diminution des ces 'Margin calls'.

Ces 'Margin calls' ont une juste valeur égale à la valeur comptable. En effet, elles sont calculées en utilisant les conditions normales du marché.

19. Stocks

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Analyse des stocks		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	701.119	748.906
Produits de base sans couverture (valeur brute)	240.685	148.179
Consommables (valeur brute)	60.820	76.551
Réductions de valeur	-39.247	-81.671
Avances	3.082	6.329
Contrats en cours	2.210	239
Total des stocks	968.668	898.534

Les stocks ont diminué de EUR 70 millions, résultat de la diminution du prix des métaux au second semestre, amplifiée par la baisse des activités au cours du quatrième trimestre. Suite à la diminution du prix des métaux, des réductions de valeur ont été enregistrées sur le stock métal permanent, principalement au sein de Zinc Specialties.

Sur base des prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques EUR 297 millions. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles. Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

20. Créances commerciales et autres créances

		(EUR milliers)	
Annexes		31/12/07	31/12/08
A LONG TERME			
Dépôts et garanties en espèces		2.486	3.255
Autres créances à plus d'un an		1.340	7.239
Avantages sociaux		913	855
Total		4.740	11.349
A COURT TERME			
Créances commerciales (brutes)		734.240	488.343
Créances commerciales (réduction de valeur)		-11.520	-15.965
Autres créances (brutes)		117.125	88.185
Autres créances (réductions de valeur)		-8.063	-9.192
Intérêts à recevoir		611	845
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	32	17.312	62.200
Juste valeur des autres instruments financiers	32	12.431	32.720
Comptes de régularisation		17.899	61.007
Total		880.033	708.143

		(EUR milliers)				
Total	Non dû	dû entre				
		0-30 jours	30-60 jours	60-90 jours	>90 jours	
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	721.746	472.182	175.766	44.914	13.235	15.648
Autres créances (brutes)	117.125	89.842	14.904	3.719	807	7.853
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	472.229	341.301	91.830	20.513	11.027	7.558
Autres créances (brutes)	88.185	75.416	589	227	34	11.920

Les créances commerciales court terme ont diminué de EUR 171,9 millions. Cette diminution est principalement liée à la diminution du prix des métaux au second semestre, amplifiée par la baisse des activités au cours du quatrième trimestre.

Les créances commerciales long terme incluent un montant de EUR 5.794 milliers relatif à des « droits à remboursement » liés à une provision pour un plan médical qu'Umicore France a repris de Nyrstar France en 2007 et que Nyrstar France s'engage à rembourser sur toute la durée du plan (voir aussi l'Annexe 27 relative aux Provisions pour Avantages Sociaux).

Par défaut, tous les secteurs d'activité utilisent l'assurance crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. EUR 225,3 millions des

créances commerciales du groupe sont couverts pas des limites de crédit assurées. L'indemnité en cas de non paiement s'élevé à 95% avec une limite annuelle maximum de EUR 20 millions.

Certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont approuvées par le management. Certaines réductions de valeur sur créances ont été enregistrées principalement en Allemagne, aux Etats-Unis et au Brésil afin de refléter la nouvelle estimation du risque de ne pas récupérer certaines créances.

Risque de crédit - Créances commerciales et autres créances

		(EUR milliers)		
Créances commerciales (réductions de valeur)		Autres créances (réductions de valeur)	TOTAL	
AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	-17.667	-9.330	-26.997	
. Activités non continuées dans l'ouverture	2.003	1.233	3.236	
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-2.603	-42	-2.645	
. Reprises de réductions de valeur	10.189	80	10.270	
. Réductions de valeur netting avec la valeur brute	-3.439	0	-3.439	
. Ecart de conversion	-4	-5	-9	
Au terme de l'exercice précédent	-11.520	-8.063	-19.584	
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	-11.520	-8.063	-19.584	
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-6.796	-1.116	-7.913	
. Reprises de réductions de valeur	874	23	896	
. Réductions de valeur compensée avec la valeur brute	1.350	0	1.350	
. Ecart de conversion	125	-35	90	
Au terme de l'exercice	-15.967	-9.192	-25.160	

21. Impôts différés

		(EUR milliers)	
		31/12/2007	31/12/2008
Impôts différés			
Impôts à recevoir		6.233	30.624
Impôts différés actifs		119.472	89.118
Impôts dus		-46.204	-37.406
Impôts différés passifs		-37.566	-49.855

	Actifs		Passifs		Net	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Au terme de l'exercice précédent	259.699	119.472	-44.246	-37.566	215.453	81.906
Activités non continuées dans l'ouverture	-133.969		7.377		-126.592	0
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	790	-20.680	9.480	-5.372	10.270	-26.053
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	-10.452	-5.667	-4.751	-6.702	-15.203	-12.369
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	4.359	0	-5.888	-637	-1.528	-637
Variation de périmètre	-602	0	-54	0	-657	0
Ecart de conversion	-46	-3.291	319	-282	273	-3.573
Transferts	-209	-732	197	733	-12	1
Autres mouvements	-99	16	0	-29	-99	-13
Au terme de l'exercice	119.472	89.118	-37.566	-49.855	81.907	39.263

Impôts différés par catégories de différences temporelles

Immobilisations incorporelles	1.190	1.282	-1.011	-1.020	179	262
Goodwill des sociétés consolidées globalement	2.006	61	-595	-1.999	1.411	-1.938
Immobilisations corporelles	12.180	7.871	-18.573	-20.877	-6.393	-13.006
Participations mises en équivalence	0	0	0	-61	0	-61
Créances long terme	126	146	-1.467	-2.650	-1.341	-2.504
Stocks	16.431	11.595	-31.044	-29.740	-14.613	-18.145
Créances court terme	9.063	6.208	-30.087	-33.909	-21.024	-27.701
Fonds propres - part du Groupe	0	0	-12.153	-5.850	-12.153	-5.850
Dettes financières long terme et autres dettes	1.380	1.648	0	0	1.380	1.648
Provisions pour avantages sociaux long terme	24.567	33.756	-222	-285	24.345	33.471
Provisions pour environnement long terme	2.900	2.294	-14.507	-14.789	-11.607	-12.495
Provisions pour autres risques et charges long terme	38.096	25.039	-623	-1.371	37.473	23.668
Dettes financières court terme	593	196	0	0	593	196
Provisions pour environnement court terme	14.766	14.859	0	0	14.766	14.859
Provisions pour autres risques et charges court terme	6.476	6.943	-188	-309	6.288	6.634
Dettes commerciales et autres dettes	29.555	7.656	-2.626	-989	26.929	6.667
Impôts différés total liés aux différences temporaires	159.329	119.554	-113.096	-113.849	46.233	5.705
Pertes fiscales à reporter	74.727	71.419	0	0	74.727	71.419
Déductions pour investissements	1.489	1.497			1.489	1.497
Intérêts notionnels		0			0	0
RDT à reporter	808	1.458			808	1.458
Autres	2.344	3.417			2.344	3.417
Impôts différés actifs non reconnus	-43.695	-44.234			-43.695	-44.234
Total actif/passif d'impôts différés	195.002	153.111	-113.096	-113.849	81.906	39.262
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	-75.530	-63.993	75.530	63.993		
Situation nette	119.472	89.118	-37.566	-49.855	81.906	39.262

	Base	Base	Taxe	Taxe
Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan	0	0		
Date d'expiration sans limite de temps	129.303	132.512	43.596	44.234

Les variations de différences temporelles de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement en fonds propres ; auxquels cas, le mouvement d'impôts différés afférent est également reconnu en fonds propres. Cela concerne principalement les créances court terme pour un montant négatif de EUR 13.592 milliers, les 'dettes commerciales et autres dettes' pour un montant positif de EUR 1.766 milliers, les 'provisions pour avantages sociaux long terme' pour un montant positif de EUR 864 milliers et les 'provisions pour autres risques et charges' pour un montant négatif de EUR 559 milliers.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures, sur base du plan opérationnel du Groupe. Durant la période, un montant de EUR 44.234 milliers n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (EUR 36.564 milliers), ainsi qu'à des différences temporelles sur les immobilisations corporelles (EUR 5.049 milliers) et sur les 'provisions' (EUR 966 milliers).

L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

22. Liquidités et quasi-liquidités

	(EUR milliers)	
	31/12/07	31/12/08
Liquidités et quasi-liquidités		
Dépôts à terme auprès des banques	71.312	133.591
Autres dépôts à terme	7.276	2.019
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	140.327	119.337
Total liquidités et quasi-liquidités	218.914	254.947
Découverts bancaires	7.485	6.568
(compris dans les dettes financières court terme au bilan)		
Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)	211.429	248.380

Ces montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que - suite à la nature dynamique de ses opérations- le groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les excédents de liquidités sont investis pour des périodes très courtes sous forme de dépôts répartis auprès d'un nombre limité de banques. Ces institutions financières sont essentiellement des banques disposant d'une notation de crédit satisfaisant.

23. Évolution des capitaux propres consolidés

	(EUR milliers)							
	Part du Groupe							
	Capital et primes d'émission	Résultats reportés	Écarts de conversion et autres réserves	Actions détenues en propre	Intérêts minoritaires	Total des activités continuées	Fonds propres des activités non continuées	TOTAL
Solde au 1er janvier de l'année précédente	463.866	827.503	-312.810	-39.521	49.105	988.142		988.142
Opérations non continuées dans l'ouverture			217.711		-14.246	203.465	-217.711	-14.246
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			-15.743		-10	-15.753		-15.753
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			33.606		-10	33.596	190.332	223.927
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			14.716		73	14.790	1.864	16.654
Mouvements des réserves pour paiement en actions			5.812			5.812		5.812
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			-15.814		-55	-15.869	-63.286	-79.155
Mouvements des écarts de conversion			-36.086		-2.260	-38.346	420	-37.926
Variation de périmètre des activités non continuées							85.736	85.736
Résultat net reconnu directement en réserves			-13.508		-2.261	-15.769	215.065	199.296
Résultat de la période		653.083			9.300	662.383		662.383
Résultat total reconnu		653.083	-13.508		7.039	646.613	215.065	861.678
Augmentation de capital	5.555				445	6.000		6.000
Dividendes		-53.209			-1.096	-54.305		-54.305
Transferts		454	-454					
Mouvements sur actions propres				-257.441		-257.441		-257.441
Variation de périmètre					724	724		724
Solde au 31 décembre de l'année précédente	469.421	1.427.831	-109.062	-296.963	41.970	1.533.196	-2.645	1.530.551
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			-8.812		-6	-8.819	0	-8.819
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			39.845		385	40.230	0	40.230
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			-1.441		65	-1.376	10	-1.366
Mouvements des réserves pour paiement en actions			7.532		0	7.532	0	7.532
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			-13.306		-130	-13.436	0	-13.436
Mouvements des écarts de conversion			-30.748		-6.533	-37.281	2.635	-34.646
Résultat net reconnu directement en réserves			-6.930	0	-6.219	-13.149	2.645	-10.504
Résultat de la période		121.710			6.168	127.878		127.878
Résultat total reconnu		121.710	-6.930	0	-51	114.729	2.645	117.374
Augmentation de capital						0		0
Dividendes		-75.609			-660	-76.269		-76.269
Transferts	33.442	-30.386	-3.056			0		0
Mouvements sur actions propres		-358.947		119.231		-239.716		-239.716
Variation de périmètre					411	411		411
Solde au 31 décembre de l'exercice	502.862	1.084.601	-119.048	-177.732	41.670	1.332.353	0	1.332.353

La réserve légale de EUR 50.000 milliers, incluse dans les résultats reportés n'est pas distribuée.

Le capital du Groupe au 31 Décembre 2008 était composé de 120.000.000 actions sans valeur nominale.

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

	(EUR milliers)						
	Réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	Réserves de couverture stratégique	Impôts différés reconnus directement en réserves	Réserves pour avantages postérieurs à l'emploi	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	TOTAL
Solde au 1er janvier de l'exercice précédent	25.622	-339.580	128.505	-61.922	10.967	-76.401	-312.810
Activités non continuées dans l'ouverture	0	316.063	-107.310	5.994		2.964	217.711
Profits et pertes reconnus en réserves	2.971	20.856	-11.962	12.597	5.812		30.274
Profits et pertes sortis des réserves	-18.665	12.949	-3.660	-1.219			-10.595
Transfert de/vers les résultats reportés				459			459
Écarts de conversion	-49	-200	-192	2.420		-36.081	-34.102
Solde au 31 décembre de l'exercice précédent	9.879	10.088	5.381	-41.671	16.778	-109.518	-109.063
Solde au 1er janvier de l'exercice	9.879	10.088	5.381	-41.671	16.778	-109.518	-109.063
Profits et pertes reconnus en réserves	1.067	61.056	-18.373	885	7.532		52.168
Profits et pertes sortis des réserves	-9.856	-17.849	3.954	-1.249			-25.000
Transfert de/vers les résultats reportés					-3.056		-3.056
Écarts de conversion	-22	-3.363	1.114	-1.077		-30.748	-34.096
Solde au 31 décembre de l'exercice	1.068	49.933	-7.924	-43.112	21.254	-140.266	-119.048

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur fonds Pangaea. Les profits et pertes sortis des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente proviennent principalement des actions Nyrstar, Nymex et Duksan (voir l'annexe 18 sur les actifs financiers disponibles à la vente).

Les gains nets reconnus en réserves de couverture stratégique (EUR 61.056 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les pertes nettes sortis des réserves (EUR -17.849 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique parvenus à maturité durant la période.

De nouveaux gains actuariels nets sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnus en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 885 milliers.

En 2008, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de EUR 7.532 milliers sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir l'annexe 10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de EUR 3.056 milliers de ces réserves pour paiements fondés sur des actions a été transféré dans les réserves étant donné que certaines options ont été exercées.

24. Dettes financières

	(EUR milliers)		
	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total
LONG TERME			
Solde au début de l'exercice précédent	245.543	154.532	400.074
. Activités non continuées dans l'ouverture	-543		-543
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	110	110
. Augmentation	2.810	3.229	6.039
. Diminution	-225.130	-406	-225.536
. Ecart de conversion	-221	-1	-222
. Transferts	0	-420	-420
. Autres mouvements	1.699	0	1.699
Solde au terme de l'exercice précédent	24.157	157.045	181.201
. Activités non continuées dans l'ouverture	0	1.260	1.260
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	9.022	244.022
. Augmentation	235.000	9.022	244.022
. Diminution	-960	-2.124	-3.084
. Ecart de conversion	-76	-793	-868
. Transferts	0	-28	-28
Solde au terme de l'exercice	258.123	164.382	422.505
	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total
DETTES A LONG TERME ECHEANT DANS L'ANNEE			
Au terme de l'exercice précédent	530	1.068	1.598
. Augmentations / diminutions	0	-23	-23
Au terme de l'exercice	530	1.045	1.574

	(EUR milliers)				
	Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Papiers commerciaux	Autres prêts	Total
COURT TERME					
Au terme de l'exercice précédent	114.511	7.485	82.995	9.046	214.036
. Augmentations / diminutions (y compris écarts de conversion)	-47.803	-917	684	-1.734	-49.771
Au terme de l'exercice	66.708	6.568	83.679	7.312	164.266

La dette financière nette du groupe a augmenté de EUR 161 millions principalement en raison du programme de rachat d'actions propres.

La juste valeur de l'emprunt obligataire de EUR 150 millions émis en 2004 est de EUR 156,6 millions au 31 décembre 2008. Cette valeur est basée sur la cotation de l'obligation sur le marché à cette date. Le taux d'intérêt effectif de cette obligation est de 4,875%. Il correspond au taux d'intérêt fixe de l'obligation.

Les emprunts bancaires à long terme consistent essentiellement en un emprunt de EUR 20 millions échéant en 2013 et portant un intérêt de 5,36% par an. La juste valeur était de EUR 21,9 millions au 31 décembre 2008.

Le montant échu dans l'emprunt bancaire syndiqué de EUR 450 millions échéant en 2013 est de EUR 235 millions au 31 décembre 2008.

La période de révision des taux des emprunts à taux flottants est très courte et est liée à la gestion quotidienne de la trésorerie par le département financier du groupe.

Une partie des dettes financières à long terme est soumise à des conventions financières standard incluses dans les contrats d'emprunt.

Umicore n'a du faire face à aucune violation de convention d'emprunt que ce soit en 2008 ou lors des années précédentes. Le suivi des conventions de dettes est sous la responsabilité du département Trésorerie du Groupe. Afin de suivre cette activité, des certificats d'observation sont émis deux fois par an et envoyés aux agents bancaires. Cette méthode est une obligation faisant partie des règles d'octroi d'un prêt étant donné que la marge d'intérêt est basée sur le ratio entre la dette nette et l'EBITDA.

	(EUR milliers)			
	EUR Euro	USD US Dollar	Autres devises	Total
Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an				
Prêts bancaires à long terme	256.570	0	2.082	258.652
Autres prêts à long terme	157.197	171	8.058	165.426
Dettes financières à long terme	413.767	171	10.140	424.078

25. Dettes commerciales et autres dettes

	(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/08
LONG TERME		
Dettes commerciales à plus d'un an	74	74
Autres dettes à plus d'un an	511	937
Subsides en capital	4.401	4.637
	4.987	5.649
COURT TERME		
Dettes commerciales à un an au plus	589.468	402.736
Acomptes reçus sur commandes	236	7.307
Impôts dus autres que les impôts de société	10.143	9.609
Dettes salariales et sociales	113.074	117.492
Autres dettes	39.452	28.811
Dividendes dus	5.522	6.245
Intérêts dus	7.686	8.625
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	7.119	11.778
Juste valeur des autres instruments financiers	14.656	14.199
Comptes de régularisation	77.459	64.906
	864.817	671.708

Les dettes commerciales ont diminué de EUR 193 millions.

La diminution est principalement due à la diminution du prix des métaux au cours du second semestre, amplifiée par la diminution des activités au cours du quatrième trimestre.

L'impact sur la juste valeur des instruments de couverture est une augmentation de EUR 4,2 millions. La TVA à payer par les activités continuées a diminué de EUR 0,5 millions.

26. Liquidité des dettes financières

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle					TOTAL
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Exercice précédent						
Dettes financières						
COURT TERME						
Prêts bancaires à court terme	42.345	41.713	30.453			114.511
Découverts bancaires	4.113	893	2.479			7.485
Papiers commerciaux	0	0	82.995			82.995
Autres prêts	0	76	8.969			9.046
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	2	130	397			530
Autres prêts long terme échéant dans l'année	32	65	971			1.068
LONG TERME						
Prêts bancaires long terme				4.157	20.000	24.157
Autres prêts long terme				154.079	2.966	157.044
Dettes commerciales et autres dettes						
COURT TERME						
Dettes commerciales à un an au plus	489.830	91.749	7.890			589.468
Acomptes reçus sur commandes	220	0	15			236
Impôts dus autres que les impôts de société	11.304	240	-1.401			10.143
Dettes salariales et sociales	44.073	60.781	8.220			113.074
Autres dettes	21.431	14.205	3.816			39.452
Dividendes dus	5.522	0	0			5.522
Intérêts dus	972	6.570	144			7.686
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	219	73	6.827			7.119
Juste valeur des autres instruments financiers	6.459	6.340	1.857			14.656
Comptes de régularisation	18.907	33.868	24.685			77.459
LONG TERME						
Dettes commerciales à plus d'un an				0	74	74
Autres dettes à plus d'un an				511	0	511
Subsides en capital				530	3.872	4.401

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle					TOTAL
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Exercice actuel						
Dettes financières						
COURT TERME						
Prêts bancaires à court terme	38.487	14.891	13.330			66.708
Découverts bancaires	1.073	0	5.495			6.568
Papiers commerciaux	83.679	0	0			83.679
Autres prêts	7.144	0	167			7.312
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	2	130	397			530
Autres prêts long terme échéant dans l'année	34	78	933			1.045
LONG TERME						
Prêts bancaires long terme				258.122	0	258.122
Autres prêts long terme				162.051	2.331	164.382
Dettes commerciales et autres dettes						
COURT TERME						
Dettes commerciales à un an au plus	264.142	136.696	1.898			402.736
Acomptes reçus sur commandes	344	110	6.853			7.307
Impôts dus autres que les impôts de société	9.371	236	0			9.609
Dettes salariales et sociales	39.157	66.735	11.601			117.492
Autres dettes	14.814	3.696	10.302			28.811
Dividendes dus	6.245	0	0			6.245
Intérêts dus	2.044	6.372	210			8.625
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	493	779	10.506			11.778
Juste valeur des autres instruments financiers	10.650	-960	4.508			14.199
Comptes de régularisation	41.531	9.611	13.763			64.906
LONG TERME						
Dettes commerciales à plus d'un an				0	74	74
Autres dettes à plus d'un an				992	-55	937
Subsides en capital				572	4.065	4.637

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Montants comptabilisés au bilan		
Valeur actualisée des obligations financés	173.830	175.623
Juste valeur des actifs de couverture	102.765	106.650
Déficit/(surplus) résultant de régime financé	71.065	68.973
Valeur actualisée des obligations non financées	101.452	94.511
Gains (pertes) actuariels nets non reconnus		42
(Coût) Gain sur services passés non reconnus	-721	-641
Passif (actif) net	171.796	162.885
Composantes du coût des services		
Montants comptabilisés dans le compte de résultats		
Coût des services rendus	10.321	12.764
Charge d'intérêts	11.501	14.082
Rendement attendu des actifs du régime	-3.747	-4.779
Rendement attendu des droits à remboursement		-300
Amortissement des coûts des services passés incl. §58(a)	10.803	-359
Amortissement des pertes (gains) net incl. §58(a)	1.297	1.359
Pertes/gains sur réductions de régime	-315	25
Pertes/gains sur liquidations de régime	116	0
Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats	29.976	22.792
Rendement réel sur les actifs de couverture	2.958	-5.241
Rendement réel sur droits à remboursement		214
Charges comptabilisées dans le SoRIE		
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés	38.252	21.537
Activités non continuées dans l'ouverture	-5.866	0
Gains et pertes actuariels de la période	-11.365	-802
Transfert vers réserves	459	0
Minorités	73	64
Gains et pertes actuariels sur droits à remboursement		3.180
Ecart de conversion	-16	33
Charge totale du régime reconnue dans le SoRIE des filiales consolidées globalement	21.537	24.012
Activités non continuées dans l'ouverture, sociétés associées et joint-ventures	-128	0
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	20.261	19.100
Charge totale du régime reconnue dans le SoRIE	41.671	43.112

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi inclus dans les pertes et gains actuariels amortis sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique « Coûts financiers » (cf. annexe 11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation.

Les gains actuariels de l'année reconnus dans les capitaux propres sont expliqués principalement par une augmentation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

Le principe d'amortissement des gains et pertes actuarielles est le principe d'expérience.

	2007	2008
	Hypothèses actuarielles principales	
<i>Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services</i>		
Taux d'actualisation (%)	5,16	5,68
Taux d'augmentation de salaire (%)	2,95	2,86
Taux d'inflation (%)	2,08	2,05
<i>Hypothèses moyenne-pondérées pour déterminer le coût net</i>		
Taux d'actualisation (%)	4,36	5,16
Taux attendu à long terme sur les actifs au cours de l'exercice (%)	4,99	4,92
Taux d'augmentation de salaire (%)	2,37	2,85
Taux d'inflation (%)	2,07	2,08
	2008	
	Pourcentage des actifs du régime	Rendement attendu des actifs du régime
Actifs du régime		
Capitaux propres (%)	20,06	5,60
Titres de créance (%)	56,78	4,94
Immobilier (%)	1,53	4,99
Autres (%)	21,63	4,40
Total (%)	100,00	4,96

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme

attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels.

Historique des gains et des pertes

Différence entre le taux attendu et réel sur les actifs de couverture

	2007	2008
Montant	789	10.020
Pourcentage des actifs du régime (%)	1,20	9,00
<i>Expérience (gain)/pertes sur les obligations du régime</i>		
Montant	9.129	6.168
Pourcentage de la valeur actualisée des obligations du plan	3,30	2,00

Informations requises pour les régimes d'assistance médicale postérieurs à l'emploi

Hypothèse d'évolution des coûts médicaux

	2007	2008
Taux d'évolution à court terme (%)	4,25	4,23
Taux d'évolution à long terme (%)	6,75	6,70
Année au cours de laquelle le taux d'évolution à long terme est atteint	2007	2008

Sensibilité des hypothèses d'évolution

	2008	Sensibilité +1%	Sensibilité -1%
Impact sur le coût du service total et sur le coût financier	189		-238
Impact sur le coût des services rendus	2.451		-1.965

Réconciliation des éléments de bilan

	2007	2008
Passif (actif) au bilan	215.666	171.796
Activités non continuées dans l'ouverture	-26.699	0
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	29.976	22.792
Montants comptabilisés dans les capitaux propres (SoRIE) au cours de l'exercice	-10.906	-802
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	-25.550	-17.008
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	-12.362	-14.143
Remboursement		214
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	2.172	54
Montants reconnus suite à un regroupement de plans	0	0
Autres	-58	43
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	-444	-61
Passif / (actif) à la clôture du bilan	171.796	162.884

La contribution aux plans au cours de l'année commençant après la date du bilan est estimée à EUR 21,3 millions.

28. Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Échéance	Exercice	Ancien prix d'exercice (EUR) avant sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nouveau prix d'exercice (EUR) après sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ESOP 1999 (10 ans)	10.06.2009	une fois l'an:	7,32	5,22	36.300
		du 20 mai au 10 juin	7,46	5,36	22.900
ISOP 2001 (7 ans)	14.03.2008	tous les jours ouvrables	8,29	6,19	0
		d'Euronext Bruxelles	8,36	6,26	0
			8,49	6,39	0
ISOP 2002 (7 ans)	14.03.2009	tous les jours ouvrables	7,60	5,50	1.375
		d'Euronext Bruxelles	9,22	7,12	26.500
			9,63	7,53	200.225
			7,60	7,60	0
ISOP 2003 (7 ans)	13.03.2010	tous les jours ouvrables	6,84	4,74	228.100
		d'Euronext Bruxelles	7,02	4,92	279.825
ISOP 2003 bis	13.03.2010	tous les jours ouvrables	8,80	6,70	52.775
		d'Euronext Bruxelles			332.600
ISOP 2004	11.03.2011	tous les jours ouvrables			20.000
		d'Euronext Bruxelles	10,41	8,31	134.875
ISOP 2005	16.06.2012	tous les jours ouvrables			125.000
		d'Euronext Bruxelles	10,74	8,64	259.875
ISOP 2006	02.03.2013	tous les jours ouvrables			462.000
		d'Euronext Bruxelles			6.000
ISOP 2007	16.02.2014	tous les jours ouvrables			468.000
		d'Euronext Bruxelles			528.125
ISOP 2008	15.04.2015	tous les jours ouvrables			10.000
		d'Euronext Bruxelles			538.125
Total					670.500
					20.000
					690.500
					712.750
					3 309 150

- ESOP signifie «Employee Stock Option Plan» (plan international pour les ouvriers, les employés et les cadres).
- ISOP signifie «Incentive Stock Option Plan» (plan international pour les cadres).
- Le plan ISOP 2003 bis a été créé au cours du premier semestre de 2004 pour les membres de la direction de PMG qui ont rejoint Umicore à la suite de l'acquisition.

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

Détails des options en circulation

	2007		2008	
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
Au début de l'année	4.109.650	10,13	3.247.575	15,39
Octroyés dans l'année	742.750	26,57	712.750	32,58
Exercées dans l'année	1.604.825	7,08	651.175	11,51
Fin de la période	3.247.575	15,39	3.309.150	19,85
Exercables fin d'année	3.247.575	15,39	3.309.150	19,85

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en décembre 2012.

29. Provisions pour environnement

	(EUR milliers)		TOTAL
	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	
Au terme de l'exercice précédent	106.011	4.759	110.770
. Dotations	11.885	4.005	15.889
. Reprises	-7.904	0	-7.904
. Utilisations (inclus dans «Autres charges d'exploitation»)	-13.990	-2.987	-16.978
. Actualisation (inclus dans «Coûts financiers nets»)	2.551	0	2.551
. Ecart de conversion	-1.123	0	-1.123
. Autres mouvements	653	357	1.010
Au terme de l'exercice	98.082	6.134	104.216
Dont: - A long terme	60.773	2.193	62.966
- A court terme	37.310	3.940	41.250

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont diminué de EUR 6.554 milliers, les nouvelles dotations étant plus que compensées par des utilisations et reprises de provisions existantes.

Les dotations de la période sont dues principalement à la réhabilitation des sites en France (Viviez), en Allemagne (provisions relatives à d'anciens sites miniers) et aux Etats-Unis (Glens Falls), à la démolition d'une ancienne centrale électrique en Belgique (Olen) et à la consommation de droits d'émission de CO2 en Belgique.

La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites en France (Viviez et Calais) et en Belgique

(Hoboken et Grâce-Hollogne), à la démolition des installations suite à la fermeture du site de Calais et au traitement des déchets en Belgique (Hoboken).

La plupart des reprises de provisions pour la période sont relatives à des programmes de réhabilitation et de destruction en France (Calais).

Bien qu'en 2008, aucun mouvement majeur n'est à relever en ce qui concerne les provisions relatives aux déchets radioactifs à Olen (Belgique), d'importants progrès ont été réalisés avec les autorités compétentes afin de trouver une solution de stockage durable et acceptable.

Une part importante de la provision pour assainissement du sol et réhabilitation est relative aux activités en France et en Belgique. La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

30. Provisions pour autres risques et charges

	(EUR milliers)		
	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	TOTAL
Au terme de l'exercice précédent	19.636	64.474	84.110
. Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	23	23
. Dotations	2.480	19.217	21.697
. Reprises	-1.172	-19.957	-21.129
. Utilisations (inclus dans «Autres charges d'exploitation»)	-3.556	-3.280	-6.836
. Actualisation (inclus dans «Coûts financiers nets»)	0	1.007	1.007
. Ecarts de conversion	-636	-4.567	-5.203
. Transferts	0	-1.044	-1.044
. Autres mouvements	-138	24	-114
Au terme de l'exercice	16.613	55.898	72.511
Dont: - A long terme	8.834	26.610	35.444
- A court terme	7.780	29.289	37.069

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges et contrats déficitaires sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont diminué de EUR 11.599 milliers, les dotations de la période étant plus que compensées par les reprises et les utilisations.

La provision pour restructuration et réorganisation est principalement liée de petites restructurations en Allemagne et Canada. L'utilisation de provision dans cette catégorie est en partie liée à l'exécution du plan de restructuration des activités de Precious Metal refining à Hanau pour lequel une provision avait été prise en 2006. L'utilisation des provisions est aussi partiellement liée à des programmes de restructuration en France.

Les dotations, reprises et utilisation de provisions pour autres risques et charges concernent principalement des provisions pour litiges et garanties et touchent de nombreuses filiales pour des petits montants ; principalement l'Allemagne, le Brésil, le Canada, la Belgique et la France.

Elles incluent également des provisions pour contrats déficitaires liés à l'impact de IAS 39 (voir l'annexe 9). La dotation nette de la période pour les provisions pour contrats déficitaires s'élève à EUR 9.370 milliers. Le solde de cette provision à la fin de la période de EUR 21.196 milliers est classé en court terme.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

31. Instruments financiers par catégorie

	A la fin de l'année précédente	JUSTE VALEUR	Valeur comptable		Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
			«Held for trading» - sans comptabilité de couverture	«Held for trading» - avec comptabilité de couverture		
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente		108.294				108.294
Actifs financiers disponibles à la vente		108.294				108.294
Prêts octroyés par l'entreprise		9.832			9.832	
Prêts octroyés par l'entreprise		9.832			9.832	
Créances commerciales et autres créances		884.773	12.431	17.312	855.031	
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces		2.486			2.486	
Créances commerciales à plus d'un an		0			0	
Autres créances à plus d'un an		1.340			1.340	
Avantages sociaux		913			913	
Court terme						
Créances commerciales (brutes)		734.240			734.240	
Créances commerciales (réduction de valeur)		-11.520			-11.520	
Autres créances (brutes)		117.125			117.125	
Autres créances (réductions de valeur)		-8.063			-8.063	
Intérêts à recevoir		611			611	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de «cash-flow hedge»		17.312		17.312		
Juste valeur des autres instruments financiers		12.431	12.431			
Comptes de régularisation		17.899			17.899	
Liquidités et quasi-liquidités		218.915			218.915	
Dépôts à terme auprès des banques		71.312			71.312	
Autres dépôts à terme		7.276			7.276	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		140.327			140.327	
Total des instruments financiers (actifs)		1.221.814	12.431	17.312	1.083.778	108.294
PASSIFS						
Dettes financières		398.637			396.837	
Long terme						
Prêts bancaires		25.357			24.157	
Autres prêts		157.645			157.045	
Court terme						
Prêts bancaires court terme		115.041			115.041	
Découverts bancaires		7.485			7.485	
Titrisation		0			0	
Papiers commerciaux		82.995			82.995	
Autres prêts		10.114			10.114	
Dettes commerciales et autres dettes		870.224	14.656	7.119	848.449	
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an		74			74	
Autres dettes à plus d'un an		511			511	
Subsides en capital		4.401			4.401	
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus		589.468			589.468	
Acomptes reçus sur commandes		236			236	
Impôts dus autres que les impôts de société		10.143			10.143	
Dettes salariales et sociales		113.497			113.497	
Autres dettes		39.452			39.452	
Dividendes dus		5.522			5.522	
Intérêts dus		7.686			7.686	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de «cash-flow hedge»		7.119		7.119		
Juste valeur des autres instruments financiers		14.656	14.656			
Comptes de régularisation		77.459			77.459	
Total instruments financiers (passifs)		1.268.861	14.656	7.119	1.245.286	0

A la fin de l'exercice	JUSTE VALEUR	Valeur comptable			Disponibles à la vente
		«Held for trading» - sans comptabilité de couverture	«Held for trading» - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	
(EUR milliers)					
ACTIFS					
Actifs financiers disponibles à la vente	26.085				26.085
Actifs financiers disponibles à la vente	26.085				26.085
Prêts octroyés par l'entreprise	4.723			4.723	
Prêts octroyés par l'entreprise	4.723			4.723	
Créances commerciales et autres créances	719.492	32.720	62.200	624.571	
Long terme					
Dépôts et garanties en espèces	3.255			3.255	
Créances commerciales à plus d'un an	0			0	
Autres créances à plus d'un an	7.239			7.239	
Avantages sociaux	855			855	
Court terme					
Créances commerciales (brutes)	488.343			488.343	
Créances commerciales (réduction de valeur)	-15.965			-15.965	
Autres créances (brutes)	88.185			88.185	
Autres créances (réductions de valeur)	-9.192			-9.192	
Intérêts à recevoir	845			845	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de «cash-flow hedge»	62.200		62.200		
Juste valeur des autres instruments financiers	32.720	32.720			
Comptes de régularisation	61.007			61.007	
Liquidités et quasi-liquidités	254.947			254.947	
Dépôts à terme auprès des banques	133.591			133.591	
Autres dépôts à terme	2.019			2.019	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	119.337			119.337	
Total des instruments financiers (actifs)	1.005.247	32.720	62.200	884.241	26.085
PASSIFS					
Dettes financières	588.346			588.346	
Long terme					
Prêts bancaires	260.023			258.123	
Autres prêts	170.982			164.382	
Court terme					
Prêts bancaires court terme	67.237			67.237	
Découverts bancaires	6.568			6.568	
Titrisation	0			0	
Papiers commerciaux	83.679			83.679	
Autres prêts	8.356			8.356	
Dettes commerciales et autres dettes	677.356	14.199	11.778	651.379	
Long terme					
Dettes commerciales à plus d'un an	74			74	
Autres dettes à plus d'un an	937			937	
Subsides en capital	4.637			4.637	
Court terme					
Dettes commerciales à un an au plus	402.736			402.736	
Acomptes reçus sur commandes	7.307			7.307	
Impôts dus autres que les impôts de société	9.609			9.609	
Dettes salariales et sociales	117.492			117.492	
Autres dettes	28.811			28.811	
Dividendes dus	6.245			6.245	
Intérêts dus	8.625			8.625	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de «cash-flow hedge»	11.778		11.778		
Juste valeur des autres instruments financiers	14.199	14.199			
Comptes de régularisation	64.906			64.906	
Total instruments financiers (passifs)	1.265.702	14.199	11.778	1.239.725	0

Les emprunts et les dettes ont été émis au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir note 24)

La juste valeur des instruments financiers échangés sur les marchés actifs est basée sur la cotation des prix du marché à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés dans un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métaux est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

Analyse de sensibilité sur les instruments financiers

Le groupe Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

(1) Prix des marchandises

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 13,3 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de EUR 13,9 millions plus basse/élevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été EUR 9,2 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

(2) Devises étrangères

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 21,9 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 24 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 13,4 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 15,8 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 2,1 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 2,4 million plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des postes du bilan exposé au dollar américain aurait été EUR 17 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 20,8 millions plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

(3) Taux d'intérêt

La juste valeur des liquidités et quasi-liquidités et des dettes financières aurait été EUR 1,4 millions plus élevée/basse si les taux d'intérêt avaient augmenté/diminué de 1%.

32. Juste valeur des instruments financiers

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les métaux, les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur métaux (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

a) Instruments financiers de couverture stratégique:

	(EUR milliers)			
	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008
Contrat à terme : marchandises vendues	166.870	193.181	-3.963	62.200
Contrats à terme: devises vendues	235.626	228.728	13.117	-11.623
Contrats à terme : swaps de taux d'intérêts	172.000	86.000	1.036	-155
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			10.191	50.422
Reconnu en créances commerciales et autres créances			17.312	62.200
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-7.119	-11.778
TOTAL			10.191	50.422

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe 3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe 23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : zinc, or, argent, platine et palladium.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir l'USD vis-à-vis de l'Euro et de l'AUD ainsi que le NOK vis-à-vis de l'Euro.

La date de maturité moyenne des instruments financiers de couverture stratégique est novembre 2009 pour les contrats à terme de marchandises, septembre

2009 pour les contrats à terme de devises et mars 2009 pour les swaps de taux d'intérêts.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a du faire à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat aussi bien en 2007 qu'en 2008.

b) autres instruments financiers

	(EUR milliers)			
	Montant contractuel et notionnel		Juste valeur	
	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008
Contrats à terme : marchandises vendues	134.734	146.017	-1.101	6.898
Contrats à terme : marchandises achetées	-90.856	-90.575	-1.963	1.086
Contrats à terme : devises vendues	63.741	155.315	843	10.312
Contrats à terme : devises achetées	-3.338	-22.079	-4	225
Impact fair value total (sociétés consolidées globalement)			-2.225	18.521
Reconnu en créances commerciales et autres créances			12.431	32.720
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-14.656	-14.199
TOTAL GROUPE			-2.225	18.521

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe 3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour

couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les « Autres produits d'exploitation » pour les instruments de couverture des marchandises et dans les « Coûts financiers nets » pour les instruments de couverture des devises.

c) Dérivés incorporés

En 2006, une situation contractuelle est activée par laquelle des ajustements variables de prix (dérivé incorporé) ont lieu sur la vente (contrat hôte) en 1992 de la participation et du prêt d'Aurifère de Guinée, une concession minière d'or en Guinée.

En 2008, un montant de EUR 4,2 millions a été reconnu dans le compte de résultat.

Ce montant comprend les changements dans la valeur actualisée estimée des revenus potentiels de cette source, basé entre autre sur le prix de l'or, sur le potentiel minier, sur les conditions d'exploitation et sur la solvabilité du propriétaire de la mine pour EUR -0,1 millions et un revenu réel reconnu de EUR 4,3 millions.

Au niveau du bilan, la créance de EUR 5,7 millions liée à Aurifère de Guinée, est enregistrée dans les autres créances à court terme.

A la fin de l'exercice précédent	Maturité contractuelle				Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque de taux d'intérêt					
Swaps de taux d'intérêt (CFH)		1.036			1.036
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-736	119	-1	3.774	3.157
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	327	3	0	0	330
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	351	51	2.328	0	2.730
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	1.007	642	7.063	4.405	13.117
Contrats à terme : devises vendues (autres)	810	33			843
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-350	-375	-3.812	-2.583	-7.119
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	187	-977	-641	0	-1.431
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-1.142	-2.359	-1.134	-57	-4.692
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises achetées (autres)		-4			-4

A la fin de l'exercice	Maturité contractuelle				Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	3.388	3.091	31.959	23.763	62.201
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	4.446	1.286	2.306	0	8.038
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	99	2.411	1.123	0	3.633
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (autres)	7.376	2.666	270	0	10.312
Contrats à terme : devises achetées (autres)	217	8	0	0	225
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque de taux d'intérêt					
Swaps de taux d'intérêt (CFH)		-155			-155
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-49	-1.111	21	0	-1.139
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-594	-1.037	-815	-100	-2.546
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	-451	-544	-6.906	-3.722	-11.623

33. Annexes au tableau de financement consolidé

DÉFINITIONS

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La trésorerie d'investissement liée à l'acquisition (et à la vente) de filiales est présentée nette des liquidités acquises (ou vendues) (voir l'annexe 8 «Regroupement d'entreprises »)

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions et les amortissements et la variation du besoin en fonds de roulement;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Ajustements pour transactions non-cash		
Amortissements	113.283	113.368
Ajustments IAS 39	96	-2.105
Goodwill négatif pris en résultats	-2.843	703
(Reprises de) Pertes de valeur	13.659	78.499
Différence de change sur prêts long terme	-10.638	7.758
Réductions de valeurs sur stock et créances	5.463	38.874
Amortissements des subsides en capital	-2.960	-211
Paievements en actions	5.250	7.532
Variation des provisions	36.639	-30.273
Autres	528	
	158.477	214.144
Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement		
Impôts sur le résultat de la période	57.460	67.159
Charges (produits) d'intérêts	27.440	31.666
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	-29.401	-17.600
Dividendes reçus	-1.796	-2.801
	53.703	78.423
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement		
Stocks	183.604	70.134
Créances commerciales et autres créances	171.639	140.829
Dettes commerciales et autres dettes	-416.649	-201.244
Comme dans le bilan consolidé	-61.407	9.719
Impact IAS 39	39.749	25.696
Impact des activités non continuées	9.383	
Transactions non cash (ou publiées différemment)	-26.882	15.842
Variation de périmètre	65.194	
Écarts de conversion	-19.792	-34.281
Comme dans le tableau de financement consolidé	6.245	16.976

A) Variation de la trésorerie d'exploitation

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts est positive de EUR 370,3 millions. Le besoin en fonds de roulement a diminué de EUR 17,0 millions. Les principaux facteurs sont la diminution du prix des métaux au second semestre amplifiée par la diminution des activités au quatrième trimestre.

B) Variation de la trésorerie d'investissement

La trésorerie d'investissement a diminué de EUR 547,2 millions en 2008. Cette diminution est expliquée principalement par les mouvements observés sur les lignes « cessions de filiales consolidées et sociétés associées » et « liquidités de/vers activités non continuées ». En effet, en 2007, le Groupe avait enregistré un encaissement net de EUR 578,2 millions lié à la cession des activités Zinc à Nyxstar. En 2008, le Groupe a cédé des filiales consolidées et des sociétés associées pour EUR 30,2 millions, principalement Padaeng. Par ailleurs, le groupe a acquis de nouvelles filiales pour EUR 1,1 millions – net de cash acquis (voir l'annexe 8, Regroupements d'entreprises) et a enregistré une augmentation de capital dans les sociétés associées de EUR 11,6 millions.

Les investissements atteignent EUR 216,0 millions. Les dépenses les plus significatives concernent Automotive Catalysts (investissements pour améliorer la capacités dans toutes les régions), Precious Metals Services (phase finale des investissements de préconcentration des métaux précieux à Hoboken) et Advanced Materials (début des investissements asiatiques dans la production des matériaux pour batteries rechargeables). Les investissements incluent EUR 11,2 millions d'immobilisations incorporelles, principalement relatives au développement de programmes informatiques.

C) Variation de la trésorerie de financement

La variation de la trésorerie de financement est principalement liée à l'augmentation de l'endettement net (EUR 180,2 millions), au programme de rachat d'actions propres (EUR 239,7 millions), au paiement de dividendes (EUR 74,9 millions), et au paiement d'intérêts (EUR 30,9 millions).

34. Droits et engagements hors bilan

(EUR milliers)

	2007	2008
DROITS ET ENGAGEMENTS NON REPRIS AU BILAN		
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	12.192	12.113
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	4.338	2.274
Garanties reçues	19.513	71.357
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	611.329	254.919
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	1.500	406
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	296.718	106.933
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	508.320	415.151
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1.869.413	1.016.037
Droits et engagements divers	4.845	4.718
	3.328.168	1.883.908

A. Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

B. Garanties constituées par le Groupe pour le compte de tiers

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers ou d'un créancier.

C. Garanties reçues

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

D. Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe

sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

E. Engagements commerciaux

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

F. Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires en consignation ou sous forme de travail à façon détenus par des tiers.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Le Groupe détient suffisamment de stock métal pour satisfaire toutes ses obligations en matière de leasing à la date d'échéance. En date du 31 décembre 2008, le Groupe a une position de leasing nette de EUR 260 millions (EUR 175 millions en 2007).

35. Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition des IFRSs.

QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Le sujet des provisions environnementales est couvert dans son ensemble, y compris les actifs et passifs éventuels à l'annexe 29.

PLASTIC INVESTMENT COMPANY

En juin 1999, Umicore a vendu à Plastic Investment Company (PIC), filiale de la société cotée en Belgique TrustCapital, sa participation dans Overpelt-Plascobel (OVP), pour la somme de EUR 15,49 millions (BEF 625 millions). En avril 2000, PIC a entamé une action en justice pour tenter d'obtenir des dommages correspondant au prix d'achat original. Le jugement du Tribunal de Commerce du 15 décembre 2008 a déclaré la plainte de PIC non fondée et a ordonné à PIC de payer à Umicore un montant de EUR 30.000. Etant donné qu'aucun appel n'a été fait pendant la période autorisée, le jugement est à présent final.

ANCIENS EMPLOYÉS DE GÉCAMINES

Plusieurs anciens employés de Gécamines, l'entité de l'Etat congolais qui a repris les actifs congolais d'Union Minière après son expropriation en 1967, se sont adressés aux tribunaux pour obtenir le paiement des sommes dues par Gécamines à l'occasion de leur licenciement. La Société Générale des Minerais, dont les droits et obligations ont été repris par Umicore suite à plusieurs réorganisations, a en effet accepté, de 1967 à 1974, de payer à certains employés de Gécamines des éléments de leur rémunération au cas où Gécamines se trouverait en défaut. En 1974, Gécamines avait accepté de préserver Umicore de cette obligation. Quoique la validité de cette garantie pourrait être contestée, Umicore croit que ce dossier est dépourvu de fondement.

Même si Umicore prévoit d'être obligée de payer certaines sommes à d'anciens employés dans quelques cas, la société croit que globalement, au vu de la jurisprudence actuelle, le résultat de la procédure ne devrait pas avoir d'impact financier majeur sur le Groupe. Il est cependant impossible de faire une quelconque prédiction quant à la décision finale.

RÈGLEMENT DE TVA AVEC L'INSPECTION SPÉCIALE DES IMPÔTS BELGE, EXAMINÉ PAR LES AUTORITÉS EUROPÉENNES

Bien que la société pensât disposer d'arguments solides pour se défendre devant les tribunaux des accusations de l'inspection spéciale des impôts belge (ISI), le Groupe a conclu en décembre 2000 un accord de règlement avec ce service, concernant la TVA prétendument due sur des livraisons intracommunautaires d'argent à des entreprises italiennes et suisses. Le règlement convenu avec les autorités fiscales belges est légalement valable, définitif et confidentiel.

La Commission Européenne a lancé le 7 septembre 2004, une enquête officielle afin de revoir l'accord transactionnel dans le contexte de la réglementation en matière d'Aides d'Etats. Cette enquête a été suspendue pendant la procédure pénale. On ne peut pas exclure une reprise de l'enquête de la CE. Rien n'est à rapporter pour l'année 2008.

AUTRES

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

36. Parties liées

TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Produits d'exploitation	69.146	101.684
Charges d'exploitation	-61.786	-69.606
Produits financiers	43	319
Charges financières	-626	-307
Dividendes reçus	-16.950	-13.608

BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Créances commerciales et autres court terme	13.916	4.203
Dettes commerciales et autres court terme	4.444	3.756
Prêts octroyés court terme	0	600
Emprunts court terme	0	1.328

Rémunérations des dirigeants et nombre d'actions détenues

	(EUR milliers)	
	2007	2008
CONSEIL D'ADMINISTRATION		
. Salaires et autres compensations:	412.253	530.000
Partie fixe	193.753	200.000
Partie variable (jetons de présence)	218.500	330.000
. Nombre d'actions détenues	117.290	868.260 *
. Nombre d'options détenues	0	655.000 **

* sauf Marc Grynberg (voir Comité de Direction)

** uniquement Thomas Leysen

Aucun élément de rémunération variable (excepté jetons de présence) n'est associé au mandat d'administrateur. Aucun prêt ni garantie n'a été consenti aux membres du Conseil d'Administration.

COMITÉ DE DIRECTION

	(EUR milliers)	
	2007	2008
. Salaires et autres compensations:	4.864.868	4.797.111
Partie fixe	2.596.996	2.803.094
Partie variable (provision pour la performance annuelle)	1.861.847	1.480.837
Actions allouées durant l'année de référence	406.025	513.180
. Plan de pension extra-légal (EUR)	1.335.296	1.378.480
. Nombre d'actions détenues	1.072.000	150.800 *
. Nombre d'options détenues	1.062.125	599.625 *

* sauf Thomas Leysen (voir Conseil d'administration)

37. Evénements importants survenus après la clôture

Après la réunion du conseil d'administration du 11 février 2009, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 0,65 par action serait proposé à l'assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 72.957.480 sur la base du nombre total d'actions émises à l'exclusion des actions propres détenues en trésorerie.

Le 9 décembre 2008, Umicore a lancé une offre de rachat portant sur les actions de sa filiale allemande de joaillerie et d'électroplating Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG (Allgemeine) qu'elle ne détenait pas encore, en proposant EUR 40 par action. Avant le lancement de cette offre, Umicore détenait une participation de 90,8 % dans Allgemeine. La période d'offre s'est terminée le 4 février 2009. Le nombre d'actions acquises n'a pas permis d'atteindre la limite de

validité de 95% comme initialement indiqué dans l'offre. En regard de la décision antérieure d'Umicore d'abandonner ce seuil de validité qui conditionnait la clôture de l'offre, toutes les conditions de clôture ont été remplies et Umicore conservera l'ensemble des actions acquises durant la période d'offre.

Umicore a finalisé l'évaluation des différentes options concernant l'avenir de son activité de feuille de plomb située à Overpelt en Belgique. Umicore a l'intention de cesser cette activité. Cette fermeture concerne 48 travailleurs et Umicore a commencé les consultations avec le conseil d'entreprise et les syndicats. Cette activité non-stratégique et déficitaire fait face depuis quelque temps à un marché en déclin. Umicore avait déjà informé ses employés à la mi-septembre 2008 qu'elle examinait les différentes options relatives à l'avenir de l'activité.

38. Bénéfice par action

	(EUR)	
	2007	2008
- hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	1,81	1,06
Bénéfice par action, dilué	1,79	1,05
- y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	5,21	1,06
Bénéfice par action, dilué	5,15	1,05

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

	(EUR milliers)	
	2007	2008
Bénéfice net consolidé, part du Groupe		
- hors activités non continuées	227.257	122.322
- y compris activités non continuées	653.083	121.710

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

Pour le bénéfice par action de base :

	2007	2008
Nombre d'actions en circulation au 1er janvier	130.050.125	130.986.625
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	130.986.625	120.000.000
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	125.233.790	115.263.300

En 2008, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 643.925 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions. La société a détruit 10.986.625 actions propres pendant l'année. Au 31 décembre 2008, Umicore détenait 7.757.722 actions propres, représentant 6,47% du nombre total d'actions en circulation à cette date.

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation.

Pour le bénéfice par action dilué:

	2007	2008
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	125.233.790	115.263.300
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	1.616.360	996.208
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	126.850.150	116.259.507

Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

39. Activités non continuées

En avril Umicore a conclu un accord afin de céder sa participation minoritaire restante de 22% dans Padaeng, le producteur de zinc thai, à Asia Plus Securities Public Company Limited. La transaction a généré un apport de liquidités de EUR 30 millions et la plus-value réalisée au niveau du Groupe est de EUR 207 milliers. Cette plus-value apparaît dans le compte de résultats consolidé sous la rubrique «Résultat des activités non continuées».

Dans le résultat des activités non continuées, sont aussi inclus EUR -819 milliers liés au paiement d'une taxe foncière et relatif au « Business Combinations and Sales Agreements » de Nyrstar.

40. Évolution des normes IFRS

Les normes, amendements et interprétations suivants étaient d'application à partir du 1er janvier 2008, mais ne sont pas pertinentes pour le Groupe :

- Amendements à IAS 39 et à IFRS 7 – « Reclassification des Instruments Financiers »
- IFRIC 11, « IFRS 2 Actions propres et transactions intragroupe ».

Les normes, amendements et interprétations suivants ont été émis mais ne sont pas applicables à partir du 1er janvier 2008 et n'ont pas été adoptées de manière anticipative par le Groupe :

- IFRS 8, "Information sectorielle" (applicable à partir du 1er janvier 2009). IFRS 8 remplace IAS 14, « Information sectorielle », et demande une approche managériale qui veut que l'information sectorielle soit présentée de la même manière que pour les besoins de reporting interne. Cette norme est applicable pour le Groupe.
- Amendement à IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » applicable à partir du 1er janvier 2009 et sujet à approbation par l'UE. Cette norme est applicable pour le Groupe.

IAS 1 (Amendement) Présentation des Etats Financiers applicable à partir du 1er janvier 2009. Cette norme est applicable pour le Groupe.

Amendement à IAS 23, "Coûts d'emprunt" (applicable à partir du 1er Janvier 2009 et sujet à approbation par l'UE). Le Groupe adoptera l'amendement IAS 23 à partir du 1er janvier 2009 mais aucun impact n'est attendu sur les comptes du Groupe.

IFRS 13, « Programmes de fidélisation des clients ».

IFRS 14, « IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction ».

La direction détermine actuellement l'impact de ces nouvelles normes et amendements sur les opérations du Groupe.

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé. Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à:

UMICORE

Rue du Marais 31

B- 1000 Bruxelles

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

	(EUR milliers)		
	31/12/2006	31/12/2007	12/31/2008
BILANS ABREGES AU 31 DECEMBRE			
1. ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISES	3.311.672	3.390.869	3.425.059
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	1.834	877	
II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12.540	13.250	26.720
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	227.868	248.613	282.787
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3.069.431	3.128.129	3.115.552
ACTIFS CIRCULANTS	775.952	1.093.006	714.849
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	388	538	
VI. STOCKS	257.007	235.382	257.258
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	457.268	554.649	335.907
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	33.462	289.391	109.181
IX. VALEURS DISPONIBLES	15.181	4.570	3.765
X. COMPTES DE REGULARISATION	12.645	8.476	8.000
TOTAL DE L'ACTIF	4.087.624	4.483.875	4.139.908
2. PASSIF			
CAPITAUX PROPRES	732.752	1.425.888	1.025.111
I. CAPITAL	463.223	466.558	500.000
II. PRIMES D'EMISSION	4.391	6.610	6.610
III. PLUS-VALUE DE REEVALUATION	98	98	98
IV. RESERVES	167.367	437.585	309.301
V. RESULTAT REPORTE	36.614	-250.235	175.258
Vbis. RESULTAT DE LA PERIODE	59.328	762.555	30.860
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	1.733	2.718	2.984
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	98.662	110.216	95.412
VII.A. PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	98.662	110.216	95.412
DETTES	3.256.210	2.947.770	3.019.385
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	1.433.074	1.068.074	1.153.074
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	1.751.420	1.751.558	1.816.242
X. COMPTES DE REGULARISATION	71.716	128.138	50.069
TOTAL DU PASSIF	4.087.624	4.483.875	4.139.908
COMPTE DE RESULTATS			
I. VENTES ET PRESTATIONS	2.415.039	2.357.566	2.233.797
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	-2.411.935	-2.241.038	-2.120.463
III. RESULTAT D'EXPLOITATION	3.104	116.528	113.334
IV. PRODUITS FINANCIERS	185.080	394.204	206.652
V. CHARGES FINANCIERES	-132.259	-171.955	-236.520
VI. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	55.925	338.776	83.467
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	15.379	559.206	43.472
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	-12.104	-133.430	-95.903
IX. RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPOTS	59.200	764.552	31.035
X. IMPOTS SUR LE RESULTAT	127	-1.997	-175
XI. RESULTAT DE L'EXERCICE	59.328	762.555	30.860
XII. PRELEVEMENTS/TRANSFERT AUX RESERVES IMMUN.	0	0	3.400
XIII. RESULTAT DE L'EXERCICE A AFFECTER	59.328	762.555	34.260

(EUR milliers)

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

	2006	2007	2008
A. Résultat à affecter	161.973	858.496	546.580
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	59.328	762.555	34.260
2. Bénéfice - Perte reportée	102.645	95.941	512.320
C. Affectations aux capitaux propres	-12.629	-270.218	-267.504
2. A la réserve légale	-2.966	-14.289	0
3. A la réserve pour actions détenues en propre	-9.663	-255.929	-178.745
4. Au capital			-88.760
D. Résultat à reporter ⁽¹⁾	95.941	512.320	206.118
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	95.941	512.320	206.118
F. Bénéfice à distribuer ⁽¹⁾	-53.443	-75.958	-72.957
1. Dividendes			
- actions ordinaires EUR 0,65	-53.403	-75.958	-72.957

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 28 avril 2009, le dividende de EUR 0,65 brut par action restant inchangé.

(EUR milliers) Nombre d'actions

ETAT DU CAPITAL

			(EUR milliers)	Nombre d'actions
A. Capital social				
1. Capital souscrit				
Au terme de l'exercice précédent		466.558		130.986.625
Au terme de l'exercice		500.000		120.000.000
2. Représentation du capital				
2.1. Catégories d'actions				
Actions ordinaires		500.000		120.000.000
2.2. Actions nominatives ou au porteur				
Nominatives				0
Au porteur				204.160
E. Capital autorisé non souscrit ⁽¹⁾		46.000		119.795.840
	% capital	Nombre d'actions	Date de notification	
G. Structure de l'actionariat ⁽²⁾				
Parimmo SA, Rue du Bois Sauvage 17, 1000 Brussels	3,19	3.825.000		01/09/08
Barclays bank	3,19	3.827.509		03/11/08
Threadneedle Asset Management Holdings Ltd	3,47	4.167.008		21/10/08
Autres	83,69	100.422.761		
Titres détenus par Umicore	6,46	7.757.722		
dont flottant	100,00	120.000.000		
		120.000.000		

(1) L'assemblée générale extraordinaire du 21 novembre 2007 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital de EUR 46.000.000.

(2) Au 31 décembre 2008, 3.309.150 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 3.309.150 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

La réserve légale de EUR 50.000 milliers qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

Déclaration de responsabilité du management

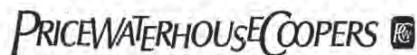
Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2008, préparés selon les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe pour 2008.

Le commentaire relatif à la performance globale du Groupe repris entre les pages 1 et 83 et les pages entre 138 et 159 offre à nos yeux un exposé fidèle et équilibré de la performance globale des activités durant 2008, incluant une description des principaux risques et incertitudes, et une notification des transactions significatives entre parties liées et des conflits d'intérêts, le cas échéant.

30 mars 2009

Au nom du Conseil d'administration,

 Thomas Leysen
Président



PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises
PricewaterhouseCoopers
Bedrijfsrevisoren
Woluwe Garden
Woluwedal 18
B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Telephone +32 (0)2 710 4211
Facsimile +32 (0)2 710 4299
www.pwc.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE UMICORE SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés d'Umicore et de ses filiales (le "Groupe") pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2008, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des flux de trésorerie et des produits et charges reconnus pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant le résumé des principales règles d'évaluation et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR(000) 3.024.927 et le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR(000) 121.710.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du Groupe visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du Conseil d'Administration et des préposés du Groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2008, présentés aux pages 85 à 137, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés.

- Le rapport consolidé de gestion présenté aux pages 1 à 84 et 138 à 157 traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Dans le cadre de notre contrôle des comptes annuels d'Umicore, nous nous sommes assurés que le Conseil d'Administration de la société a respecté les dispositions légales applicables aux situations d'intérêt opposé de nature patrimoniale. Ces opérations ont, conformément au Code des Sociétés, fait l'objet d'une mention spécifique dans notre rapport sur les comptes annuels d'Umicore.

Le 30 mars 2009

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises
Représenté par

Raf Vander Stuype
Reviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Registre des personnes morales/Rechtspersoneelregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel TVA/BTW BE 428.501.944 / ING 310-1381195-01

Déclaration de certification du rapport en matière d'environnement, de santé, de sécurité et d'aspects sociaux

Portée et objet

Umicore a chargé ERM CVS de certifier en toute indépendance les informations et données figurant au Rapport social et au Rapport environnemental du Rapport 2008 d'Umicore aux Actionnaires et à la Société (ci-après dénommé « le Rapport »).

L'objet de cette certification est d'établir que les renseignements suivants traduisent de manière adéquate les performances d'Umicore en 2008 :

- informations et données figurant au Rapport social et au Rapport environnemental en pages 43-83 ;
- déclaration d'Umicore que ce rapport est conforme aux lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) G3 niveau d'application B+ énoncées en pages 158-159.

Responsabilités et indépendance respectives

Umicore est responsable de l'établissement du rapport et de son contenu. ERM CVS, chargé de remettre à Umicore ses conclusions en matière de certification, est membre du groupe ERM. La mission qu'elle réalise pour le compte de sa clientèle a trait exclusivement aux activités de certification et aux programmes de formation indépendants, liés à l'audit des techniques et des démarches. Nos processus visent à garantir que la mission que nous menons pour nos clients est exempte d'erreurs et dénuée de conflit d'intérêts. ERM CVS et le personnel qui a mené la mission de certification ne fournissent à Umicore aucun service, de quelque nature que ce soit.

Méthodologie et restrictions en matière de certification

Notre travail s'est fondé sur les indications et les définitions formulées en interne par Umicore pour les critères visés. Notre méthodologie de certification a été élaborée en vertu de la « International Standard for Assurance Engagements 3000: Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information », établie par l'International Auditing and Assurance Standards Board (ISAE 3000), ainsi que des principes édictés et affinés par ERM CVS pour la certification des rapports. L'équipe de projet était composée de spécialistes des enjeux sociaux et environnementaux.

De juin 2008 à mars 2009, nous avons mené les activités suivantes :

- visites de sept sites d'exploitation dans le but de vérifier les données et les processus de gestion de ceux-ci à l'échelle des entités faisant rapport : Shanghai (Chine), Subic (Philippines), Florange (France), Viviez (France), Angleur (Belgique), Fort Saskatchewan (Canada) et Glens Falls (USA). Trois autres sites, Pforzheim (Allemagne), Maxton (USA) et Hoboken (Belgique), ont été visités par le personnel d'Umicore ;
- réunions avec l'Administrateur délégué et les dirigeants des business groups d'Umicore et avec d'autres responsables pour les activités ;
- évaluation des systèmes de gestion des données de l'entreprise et consultation sélective des données de base et des données consolidées ;
- réunions avec le personnel en charge de la collecte, de l'analyse et de l'interprétation des données et des informations à faire figurer au Rapport.

Conclusions

Sur base des missions de certification effectuées, nous concluons que, dans tous les aspects matériels, la déclaration d'Umicore attestant que le rapport est conforme aux lignes directrices de la GRI G3 niveau d'application B+ et les informations communiquées en pages 43-83, traduisent de manière adéquate les notifications et les performances d'Umicore en 2008.

Commentaire

En 2008, Umicore a encore affiné sa collecte des données sociales et relatives à la santé, la sécurité et l'environnement (HSE). Leur définition plus précise a été étayée par une formation régionale des représentants des sites. L'activité est fortement axée sur le développement durable comme principe de base, ce qui se traduit par la mise en conformité accrue avec les lignes directrices G3.

Cependant, sans remettre nullement en cause la conclusion ci-dessus, il subsiste des défis quant au maintien et à la progression de la performance d'Umicore en termes de développement durable.

Nous recommandons dès lors à Umicore :

- d'ancrer une plus grande appropriation et une plus grande responsabilité de la performance en matière de développement durable au niveau des entités et de sites et de favoriser l'intégration du suivi de la performance en cette matière dans leurs objectifs ;
- d'intégrer, au niveau des sites, des procédures formalisées de collecte de données et d'établissement de rapports, dont une analyse des données par une seconde partie, pour être moins tributaire de la vérification effectuée à l'échelle du groupe ;
- de continuer à analyser et améliorer la communication des critères de reporting d'Umicore en matière de développement durable pour les business units et les sites ;
- de considérer les façons d'intégrer l'opinion des parties prenantes externes dans le cadre du nouvel objectif et d'assurer une analyse constante de l'importance et de la pertinence des critères de développement durable, vu la nature évolutive de l'activité d'Umicore ;
- d'envisager les moyens d'étendre la gestion et la surveillance de la performance en matière de développement durable à sa chaîne d'approvisionnement et ses activités sous-traitées.

Leigh Lloyd, Managing Director

1 avril 2009

ERM Certification and Verification Services, Londres

www.ermcvs.com

Courriel : post@ermcvs.com

Rapport de gouvernance

Introduction

Umicore a publié une Charte de gouvernance d'entreprise conforme au Code belge en la matière. Ce document décrit de manière détaillée les organes, politiques et procédures du Groupe Umicore en matière de gouvernance. Cette Charte peut être consultée sur demande auprès du siège social d'Umicore ou sur www.governance.umicore.com.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et sa philosophie organisationnelle de base dans un document intitulé "The Umicore Way". Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général.

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le Groupe et à adhérer aux stratégies, aux politiques, aux normes et à la démarche en faveur du développement durable de celui-ci.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'un système approprié de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un parfait équilibre entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et un procédé efficace de pilotage et de contrôle.

La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du Conseil d'administration, de l'Administrateur délégué et du Comité de direction. Ce rapport fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel 2008.

Structure organisationnelle

Le Conseil d'administration d'Umicore est l'organe suprême de prise de décision d'Umicore, sauf pour ce qui est des questions que le Code des sociétés et les statuts réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans son rôle par un Comité d'audit et un Comité de nomination et rémunération.

La gestion courante d'Umicore a été déléguée à l'Administrateur délégué qui est également président du Comité de direction. Le Comité de direction est responsable d'élaborer la stratégie globale pour la société et de la soumettre pour approbation au Conseil d'administration. Il est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et doit assurer la supervision efficace des business units ainsi que des fonctions centrales. Le Comité de direction a également la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques) et de s'assurer que des systèmes

soient implémentés afin de les gérer. Le Comité de direction est conjointement responsable de la définition et de la mise en œuvre de la démarche d'Umicore en faveur du développement durable.

Umicore est organisée en business groups qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines orientées vers leur marché. Chaque business group est représenté au Comité de direction.

Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du Groupe basée sur des pôles géographiques, Umicore a instauré des plates-formes complémentaires de gestion régionale dans certaines zones. Le centre du Groupe est établi à Bruxelles, en Belgique. Ce centre remplit pour l'ensemble du Groupe une série de fonctions d'assistance, telles que les finances, les ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité, l'informatique et les relations avec le public et les investisseurs.

Actionnaires

Actions émises

Au 31 décembre 2008, 120 000 000 actions d'Umicore étaient en circulation. L'historique et le suivi actualisé du nombre d'actions émises sont disponibles sur www.investorrelations.umicore.com, de même qu'une liste des principaux actionnaires.

En 2008, Umicore a racheté 8 512 002 de ses actions propres. Au 31 décembre 2008, Umicore détenait 7 757 722 actions propres. À cette date, Umicore avait réalisé environ € 341 millions de son programme de rachat d'actions de € 400 millions lancé en novembre 2007. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires pour qu'Umicore puisse racheter ses propres actions et le statut du rachat sont respectivement consultables dans la Charte de gouvernance d'entreprise et sur le site internet d'Umicore.

Politique et paiement des dividendes

La politique d'Umicore consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci était susceptible de nuire à la stabilité financière de l'entreprise.

En 2008, Umicore a payé un dividende brut de € 0,65 par action au titre de l'exercice 2007 (contre € 0,42 en 2007 au titre de l'exercice 2006). Le 11 février 2009, le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires un dividende inchangé de € 0,65 par action pour 2008.

Assemblées des actionnaires 2008

À partir de 2008, l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des actionnaires aura lieu le dernier mardi d'avril à 17 heures. Le

lieu de l'assemblée est communiqué au moins 24 jours avant la "date d'enregistrement", méthode actuellement retenue par le Conseil d'administration dans la convocation (l'assemblée se tient normalement à Bruxelles, Belgique, cinq jours ouvrables après la "date d'enregistrement").

L'AGO 2008 a eu lieu le 29 avril. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions standards concernant les comptes annuels, l'approbation des résultats et la décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat en 2008 ainsi que la décharge au commissaire aux comptes pour ses missions d'audit. De plus, les actionnaires ont approuvé la rémunération et la reconduction des mandats d'administrateur de M. Uwe-Ernst Bufe, M. Arnaud de Pret, M. Jonathan Oppenheimer et M. Guy Paquot pour une durée de trois ans. La réélection de l'auditeur ainsi que sa rémunération ont également été approuvées.

Le 5 février 2008, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé d'annuler 5 986 625 actions propres. Cette Assemblée générale extraordinaire a également décidé de diviser le nominal de l'action Umicore par cinq.

Par conséquent, depuis le 29 février 2008, il y avait 125 000 000 actions Umicore émises. Toutes ses actions étaient soit des actions dématérialisées soit des actions inscrites au registre des actionnaires d'Umicore.

Le 9 décembre 2008, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a été tenue et les actionnaires y ont approuvé l'annulation de 5 000 000 d'actions propres ainsi qu'une modification de l'article 8 des statuts de l'entreprise concernant la déclaration d'un actionnariat significatif. L'annulation des actions propres a ramené le nombre total d'actions Umicore à 120 000 000.

Conseil d'administration

Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'Assemblée des actionnaires, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser quatre ans, mais ils sont rééligibles.

Au 31 décembre 2008, le Conseil d'administration était composé de dix membres : neuf administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif. Le 19 novembre 2008, Karel Vinck a pris sa retraite en tant que Président et administrateur d'Umicore. Thomas Leysen lui a succédé au poste de Président et a renoncé au poste d'Administrateur délégué. Marc Grynberg a été nommé en tant qu'Administrateur délégué le même jour et est devenu administrateur exécutif au sein du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2008, sept des dix administrateurs étaient des administrateurs indépendants au sens de l'annexe 3 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

Rémunération

- Allocation annuelle du président :
partie fixe : € 40 000
partie variable : € 5 000 par présence à chaque réunion.
- Allocation annuelle d'un administrateur
partie fixe : € 20 000
partie variable : € 2 500 par présence à chaque réunion.

Le montant total des rémunérations allouées aux administrateurs en 2008 en vertu de leurs activités au sein de la société s'est élevé à € 530 000, dont une récompense spéciale de € 50 000 attribuée à Karel Vinck pour ses huit années de présidence du Conseil d'administration.

La rémunération variable des membres du Conseil consiste en des jetons de présence pour les réunions du Conseil d'administration et les Comités. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2008, les membres du Conseil d'administration détenaient un total de 948 260 actions.

Réunions et thèmes

Le Conseil d'administration s'est réuni huit fois en 2008. Le Conseil d'administration a discuté et a pris une décision concernant les successions respectives de Karel Vinck en tant que Président et Thomas Leysen en tant qu'Administrateur délégué. Le Conseil d'administration a examiné le budget pour 2008 et les plans opérationnels pour 2009, tout comme la structure de capital de l'entreprise et une analyse de l'évaluation annuelle des risques liés aux affaires.

Différents projets d'acquisition ont été examinés ainsi qu'une analyse complète des points relatifs à l'environnement, la santé et la sécurité. L'analyse des performances annuelles du Comité de direction et de l'Administrateur délégué a été complétée au début de l'année 2008, et la nomination de William Staron au Comité de direction, a été discutée et approuvée. En 2008, le Conseil d'administration a effectué une visite des opérations en Afrique du Sud.

Comités

Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose de trois membres qui étaient tous des administrateurs non exécutifs indépendants en 2008.

Le Comité d'audit s'est réuni cinq fois en 2008.

En plus des comptes consolidés de la fin décembre 2007, de ceux de juin 2008 et d'une évaluation avant clôture des comptes consolidés de décembre 2008, le Comité a également évalué les éléments suivants : le statut des contrôles internes, les activités et l'analyse des risques du département fiscal, l'organisation du service

Compensation totale pour 2008

Nom	Participation aux réunions du Conseil	Participation aux réunions des Comités	Rémunération totale (en €)	Actions détenues au 31/12/2008
Thomas Leysen	8 sur 8		Pas de rémunération en 2008 car participation à toutes les réunions en tant qu'Administrateur exécutif	856.000
Marc Grynberg	1 sur 1		Administrateur exécutif donc pas de jetons de présence	80.000
Isabelle Bouillot	8 de 8	7 de 7	66.000	-
Uwe-Ernst Bufe	7 de 8		37.500	-
Jean-Luc Dehaene	8 de 8		40.000	135
Arnoud de Pret	8 de 8	5 de 5	60.000	-
Shohei Naito	8 de 8		40.000	-
Jonathan Oppenheimer	6 de 8		35.000	-
Guy Paquot	7 de 8	2 de 2	43.500	5.000
Klaus Wendel	8 de 8	5 de 5	70.000	7.125
Karel Vinck	8 de 8	2 de 2	138.000 ⁽¹⁾	101.000

(1) La rémunération totale de Karel Vinck comprend un montant de € 50 000 payés lors de sa retraite pour les services rendus en tant que Président.

informatique, le cadre législatif, le procédé d'évaluation des risques et le rapport des activités internes d'audit. Le Comité d'audit a procédé à une évaluation de sa propre performance et a analysé les honoraires de l'auditeur externe. La composition du Comité d'audit ainsi que les qualifications de ses membres sont totalement en ligne avec les exigences de la législation belge en vigueur depuis fin 2008.

Rémunération

- Président : € 6 000 par présence à chaque réunion.
- Membre : € 4 000 par présence à chaque réunion.

Comité de nomination et rémunération

Le Comité de nomination et rémunération se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants. Il est présidé par le président du Conseil d'administration.

En 2008, le Comité de nomination et rémunération s'est réuni deux fois.

En 2008, le Comité de nomination et rémunération a examiné la politique de rémunération pour les membres du Comité de direction et les plans d'option sur actions pour 2008. Le Comité a également discuté de la nomination de Thomas Leysen en tant que Président, de la nomination de Marc Grynberg au poste d'Administrateur délégué ainsi que de la nomination de William Staron en tant que membre du Comité de direction.

Compensation :

- Président : € 4 000 par présence à chaque réunion.
- membre : € 3 000 par présence à chaque réunion.

Comité de direction

Composition

Le Comité de direction est conforme à la notion de "Comité de direction" définie par l'article 524bis du Code des Sociétés. Le terme "Comité de direction" est utilisé dans cette acception ci-dessous. Le Comité de direction est composé d'au moins quatre membres.

Il est présidé par l'Administrateur délégué qui est désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'administration sur recommandation de l'Administrateur délégué et du Comité de nomination et rémunération. Le Comité de direction dans son ensemble ou n'importe quel membre de celui-ci peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration.

Analyse de la performance

Une analyse de la performance de chaque membre du Comité de direction est présentée annuellement par l'Administrateur délégué au Conseil d'administration. Chaque année, le Conseil se réunit également afin d'analyser et de discuter de la performance de l'Administrateur délégué.

Rémunération

Pour l'année 2008, un montant brut global de € 4 797 111 a été attribué aux membres du Comité de direction y compris l'Administrateur délégué⁽¹⁾.

Sur ce montant, € 2 803 094 ont été versés au titre de rémunération fixe et € 1 761 719 correspondent à la partie variable de la rémunération (bonus). Pour les membres du Comité de direction, les

avantages comprennent un plan de pension extralégal, dont le coût s'est élevé à € 1 378 480.

Sur le montant repris ci-dessus, la rémunération de l'Administrateur délégué - Thomas Leysen - a consisté en une partie fixe de € 500 000, une partie variable de € 435 000 et d'autres avantages à hauteur de € 123 410. Une partie de la rémunération variable consiste en actions Umicore, qu'il s'est engagé à conserver au moins deux ans.

La politique relative à la rémunération variable a pour but d'assurer que tous les membres du Comité de direction soient rétribués conformément à leur performance individuelle mais également à la performance globale du Groupe. La rémunération variable de l'Administrateur délégué, Thomas Leysen, peut fluctuer entre 0 % et 100 % de sa rémunération fixe, tandis que pour les autres membres du Comité de direction la rémunération variable se situe entre 0 % et 64 % de la rémunération fixe. Pour les membres du Comité de direction (sauf l'Administrateur délégué), la rémunération variable au bonus global à hauteur de 50 %. La première partie se rapporte à la performance individuelle (dont le respect des valeurs du Groupe, ainsi que la prise en compte de la performance environnementale et de la performance sociale) tandis que la seconde partie est liée au Retour sur les Capitaux Engagés (ROCE) du Groupe Umicore. Le niveau de la rémunération variable allouée à l'Administrateur délégué est débattu séparément par le Comité de nomination et de rémunération et approuvé par le Conseil d'administration, sur base de l'évaluation de la performance globale.

Marc Grynberg a succédé à Thomas Leysen en tant qu'Administrateur délégué en novembre 2008 et s'est vu octroyer un salaire annuel fixe de € 500 000 ainsi qu'une rémunération variable comprise entre 0 % et 80 % de la rémunération fixe. Pour la période de 2008 durant laquelle il a été Administrateur délégué (du 19 novembre au 31 décembre), Marc Grynberg a perçu la partie fixe liée au poste d'Administrateur délégué tandis que le système relatif à la partie variable de sa rémunération est entré en vigueur au 1er janvier 2009. L'entiereté de sa rémunération variable de 2008 était liée à sa performance en tant qu'Executive Vice-President de la business unit Automotive Catalysts. Dans le présent rapport, l'ensemble des rémunérations de Marc Grynberg en 2008 ont été regroupées au sein du montant rapporté pour le Comité de direction.

Les incitants à long terme des membres du Comité de direction se composent d'actions et de plans d'options sur action. Aucun incitant à long terme sous forme de cash n'existe.

Au début de 2009, 2 500 actions ont été allouées à chaque membre du Comité de direction à l'exception de l'Administrateur délégué, Thomas Leysen⁽²⁾. Les actions allouées se rapportent au 2008 et les

membres du Comité de direction se sont engagés à conserver ces actions pendant au moins deux ans. Ces actions ont une valeur sur le marché de € 232 298 à la date de leur allocation. Au 31 décembre 2008, les membres du Comité de direction détenaient ensemble un total de 150 800 actions⁽³⁾.

En 2008, 300 000 options sur actions ont été allouées aux membres du Comité de direction (au prix d'exercice de € 32,570). Thomas Leysen, en tant qu'Administrateur délégué s'est vu allouer 125 000 options, les autres membres du Comité de direction en recevant 25 000 chacun. Au total, fin 2008, 599 625 options sur actions allouées par la société étaient émises au nom des membres du Comité de direction, avec des prix d'exercice compris entre € 4,736 et € 32,570⁽⁴⁾. Au cours de l'année 2008, les membres du Comité de direction ont exercé 122 500 options accordées par la société.

En cas d'interruption de mandat d'un membre du Comité de direction dans les 12 mois suivant un changement du contrôle de l'entreprise, ce membre recevrait une compensation globale correspondant à 36 mois de rémunération fixe. Au cas où Umicore mettrait fin au contrat de l'Administrateur délégué, ce dernier percevrait une compensation totale équivalente à 18 mois de son salaire annuel. Il appartient au Conseil d'administration de décider si le bonus cash ferait partie de l'indemnité finale.

Code des Sociétés - Article 523

Le 19 novembre 2008, avant que le Conseil ne discute de la rémunération de M. Thomas Leysen, Thomas Leysen avait déclaré qu'il avait un intérêt de nature patrimoniale direct en ces matières. En vertu de l'article 523 du Code des Sociétés, Thomas Leysen n'était donc pas présent aux délibérations du Conseil concernant ces décisions et n'a pas pris part au vote.

Le 19 novembre 2008, avant que le Conseil ne discute de la rémunération de M. Marc Grynberg, Marc Grynberg avait déclaré qu'il avait un intérêt de nature patrimoniale direct en ces matières. En vertu de l'article 523 du Code des Sociétés, Marc Grynberg n'était donc pas présent aux délibérations du Conseil concernant ces décisions et n'a pas pris part au vote.

Le 11 février 2009, avant que le Conseil discute ou décide de quoi que ce soit, M. Thomas Leysen et M. Marc Grynberg déclaraient qu'ils avaient un intérêt de nature patrimoniale direct dans l'implémentation de la décision prise par le Conseil d'allouer un certain nombre d'options sur actions à Thomas Leysen en reconnaissance de sa contribution durant huit ans en tant qu'Administrateur délégué et dans la mesure où Marc Grynberg serait bénéficiaire du plan d'intéressement via des options sur actions dont l'approbation était soumise au Conseil. En vertu de

(1) Ce montant comprend la rémunération fixe, la partie variable (liée à la performance), le plan de pension et les autres avantages ainsi que la valeur des actions allouées.

(2) William Staron a reçu 250 actions dans le cadre du même programme

(3) Les 856 000 actions détenues par Thomas Leysen à la fin de l'année ne sont plus comprises car à cette époque il n'était plus membre du Comité de direction.

(4) Les 655 000 options sur actions détenues par Thomas Leysen à la fin de l'année ne sont plus comprises car à cette époque il n'était plus membre du Comité de direction. Le nombre d'options sur actions exercées comprend celles exercées par Thomas Leysen lorsqu'il était Administrateur délégué. William Staron a reçu ses options sur actions en tant que Senior Vice-President. Les autres composantes de la rémunération de M. Staron sont comprises à partir du 1er octobre 2008.

l'article 523 du Code des Sociétés, ces directeurs se sont retirés, et n'étaient donc pas présents aux délibérations du Conseil concernant ces décisions et n'ont pas pris part au vote.

Les modifications de la valeur nette de l'entreprise découlant de ces décisions ont été communiquées conformément au Code des Sociétés belge dans le rapport du Conseil sur les comptes sociaux.

Rémunération du commissaire

La rémunération globale du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes du groupe et des sociétés affiliées s'est élevée à € 2,7 millions, dont € 2,2 millions pour la révision des comptes sociaux et € 0,5 million pour des missions d'audit non réglementaires. Le dernier montant comprend € 0,1 million pour des services d'audit et d'autres services d'attestation, € 0,1 million pour des services fiscaux et € 0,3 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

Le mandat du commissaire est renouvelable par vote de l'assemblée générale ordinaire de 2011.

Un document énumérant les critères d'indépendance du commissaire peut être obtenu auprès de la société ou consulté sur www.governance.umicore.com.

Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du Conseil d'administration. Ce Code est indispensable si Umicore entend créer et préserver une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les instances gouvernementales et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour son compte exercent leurs activités dans le respect de l'éthique, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures.

L'annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore comporte une politique spécifique couvrant l'application de la législation belge en matière de délit d'initié et de manipulation boursière. Le texte intégral du Code de conduite, de la Charte de gouvernance d'entreprise, ainsi que de la politique en matière de délit d'initié et de manipulation boursière sont disponibles sur simple demande ou peuvent être consultés sur www.governance.umicore.com.

Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise en vigueur chez Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise publié en 2004, à l'exception de l'article 8.9 relatif aux assemblées des actionnaires. Dans un souci d'efficacité, Umicore a décidé de déroger au principe visant à ramener de 20 % à 5 % du capital souscrit, le seuil à partir duquel l'actionnaire peut inscrire des propositions à l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires. Toutefois, sans préjudice du droit de refus, le Conseil d'administration prendra en considération toute proposition soumise en temps opportun par un actionnaire. Une nouvelle version du Code belge de gouvernance d'entreprise a été publiée à la mi-mars 2009 et le rapport de gouvernance d'Umicore pour 2009 se conformera à ce nouveau code.

Gestion des risques

La direction d'Umicore développe les activités du Groupe sous l'angle d'une approche entrepreneuriale où la prise de risques calculés fait partie intégrante du développement des activités. Afin d'exploiter avec succès les opportunités et, parallèlement, de limiter les pertes éventuelles, Umicore met en œuvre un vaste système de gestion des risques. L'objectif de ce dernier est de permettre à l'entreprise d'identifier les risques et de les réduire si possible à un niveau acceptable.

Évaluation des risques

Dans le système de gestion des risques, la première phase consiste à identifier les divers risques et à les contenir. En raison de la structure d'activités décentralisée d'Umicore, le premier niveau d'identification des risques se situe, dès lors, au niveau des business units du Groupe.

Umicore a mis au point une procédure d'évaluation des risques pour ses activités (Business Risk Assessment, BRA) que chaque business unit et chaque département du Groupe seront tenus d'appliquer chaque année. Cette procédure BRA impose que l'ensemble des entités procède à un examen des risques afin d'identifier tout risque significatif (qu'il soit financier ou non) susceptible d'empêcher l'entreprise d'atteindre ses objectifs. La procédure prévoit une description détaillée des risques identifiés ainsi qu'une évaluation de leur impact et de leur probabilité. Enfin, les entités doivent fournir la description des mesures adoptées à court, moyen et long terme afin de réduire ou de compenser ces risques. Ces BRA sont alors communiquées au membre du Comité de direction responsable du domaine d'activités en question. Une analyse consolidée est effectuée au niveau du Comité de direction et ces résultats sont présentés au Conseil d'administration.

Selon les principes repris dans The Umicore Way, la responsabilité en matière d'identification et de gestion des risques s'étend jusqu'au niveau de l'employé. Une structure est en place au sein de l'entreprise afin d'instiller la gestion des risques identifiés aux différents échelons hiérarchiques.

Chaque business unit et chaque département du Groupe endosse dans la mesure du possible, la responsabilité de la gestion des risques qu'il a lui-même identifiés. Il incombe au Comité de direction d'intervenir lorsque la gestion d'un certain risque va au-delà des capacités d'une business unit prise isolément. Par ailleurs, le Comité de direction et l'Administrateur délégué sont responsables de façon plus générale de l'identification et de l'approche adoptée en matière de risques ayant un impact sur le Groupe dans son ensemble, tels que les risques macroéconomiques.

Un rôle de contrôle particulier est confié au département d'audit interne d'Umicore afin de s'assurer que la procédure de gestion des risques est respectée et que leur identification et leur gestion au niveau des entités et des départements du Groupe sont réalisées efficacement.

Il incombe au Comité de direction d'informer le Conseil d'administration des risques les plus significatifs et des mesures de gestion des risques adoptées dans ce contexte. Le Comité d'audit du Conseil d'administration procède à une analyse annuelle des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Risques

Umicore est confrontée à des risques qui peuvent être répertoriés comme suit :

Stratégiques : reprenant les risques liés à la conjoncture macroéconomique, au contexte financier, au renom de l'entreprise, au contexte politique et au contexte législatif.

Opérationnels : reprenant les risques liés à l'évolution de la demande des clients, l'approvisionnement en matières premières, la distribution des produits, les crédits, la production, les relations industrielles, les ressources humaines, l'infrastructure IT, la santé et la sécurité au travail, le contrôle des émissions, l'impact des activités présentes et passées sur l'environnement, la sécurité des produits, la sécurité des actifs et des informations, la réhabilitation après sinistre.

Financiers : reprenant les risques liés à la trésorerie, les impôts, les prévisions et la budgétisation, la précision et la ponctualité des rapports, le respect des normes comptables, la fluctuation du prix des métaux et des taux de change, les couvertures de risques.

La plupart des entreprises industrielles sont généralement confrontées à plusieurs des risques énumérés ci-dessus. Il n'entre pas dans nos intentions de détailler exhaustivement dans le présent rapport chacun des risques encourus par l'entreprise. Toutefois, la société a voulu mettre en exergue ces risques qui sont significatifs pour Umicore ou par la manière dont Umicore les aborde.

Risques liés au marché

Umicore possède un portefeuille d'activités diversifié desservant un certain nombre de segments de marchés différents et pour la plupart de ses activités sa présence est mondiale. Aucun des segments de marchés finaux ou industriels ne représente plus de 50 % des ventes d'Umicore. En terme d'exposition globale, les principaux marchés finaux desservis par Umicore sont l'automobile, l'électronique grand public et la construction. Dans chaque segment d'activité, notamment Precious Metals Services, le business modèle d'Umicore se base aussi sur l'approvisionnement en matériaux secondaires et en fin de vie afin de les recycler. Dans de nombreux cas, la disponibilité de ces matériaux dépend des niveaux d'activités d'industries spécifiques ou de clients spécifiques auxquels Umicore fournit ses services de recyclage en boucle fermée. Un portefeuille diversifié et une présence géographique étendue contribuent à atténuer les risques de surexposition à un marché en particulier.

Risque de crédit et de dette

Umicore a pour but de protéger ses activités grâce à une gestion financière saine et en maintenant un bilan solide. Bien qu'il n'y ait pas d'objectif fixé concernant le niveau de dette, la société cherche à maintenir un niveau de qualité en tant qu'investissement en permanence. Nous cherchons également à maintenir un équilibre sain entre les dettes à court terme et celles à long terme ainsi qu'entre les dettes à taux d'intérêt fixe et celles à taux variable.

Umicore est exposée au risque de non-paiement par tiers pour des ventes de biens ou d'autres transactions commerciales. Umicore gère ce risque en appliquant une politique de risque de crédit. L'assurance-crédit est souvent utilisée pour réduire le niveau global du risque mais uniquement dans le cas où les coûts de l'assurance sont justifiés par rapport au degré de risque encouru et lorsque le niveau de concentration de clients le permet.

Umicore a également un programme grâce auquel elle est capable de litrifier une partie de ses créances commerciales. Les managers sont également encouragés à prêter une attention particulière à l'évolution des créances commerciales. Cette démarche s'inclut dans le contexte de gestion des besoins en fonds de roulement et est en ligne avec les efforts consentis par le Groupe afin de diminuer les capitaux engagés. Une partie de la rémunération variable des managers est liée au Retour sur les Capitaux Engagés (ROCE).

Pour de plus amples détails sur les risques de crédit, veuillez consulter la note 3 des comptes consolidés.

Risque de change

Umicore doit faire face à des risques de change structurels, transactionnels et translationnels. Des risques de change structurels surviennent lorsque l'entreprise génère, dans une devise, des revenus supérieurs aux coûts supportés dans cette même devise. La plus grande sensibilité en la matière est celle dérivant de la devise américaine. Fin 2008, la sensibilité d'Umicore aux fluctuations du taux de change EUR-USD était (en l'absence de toute opération de couverture et uniquement pour les éléments indépendants du prix des métaux) d'environ € 1 million pour chaque variation d'un cent US du taux de change. Cette sensibilité est calculée sur la base du taux de change à la fin de l'année 2008.

Le risque transactionnel lié aux devises est couvert de manière maximale tandis que l'entreprise s'engage de temps à autre dans une couverture structurelle des devises afin de gagner de la visibilité sur les cash flows futurs.

Par ailleurs, l'entreprise encourt un risque de change translationnel lors de la consolidation des revenus des filiales qui n'utilisent pas l'euro comme devise pour les états financiers. Ce risque ne fait typiquement pas l'objet d'une couverture.

Vous trouverez davantage d'informations concernant les risques de change et les sensibilités et la politique de couverture dans la note 3 des états financiers.

Risque lié au prix des métaux

Umicore est exposée à des risques liés aux prix des métaux que le Groupe traite ou recycle. Le risque structurel lié au prix des métaux est principalement imputable à l'influence des prix des métaux sur les bonis de métaux issus du traitement de matériaux fournis par nos clients. Les risques transactionnels relatifs au prix des métaux sont liés à la sensibilité envers les variations de prix entre le moment où les matières premières sont achetées (c.-à-d. quand le métal est "priced in") et le moment où les produits sont vendus (c.-à-d. quand le métal est "priced out").

Un autre risque existe au sein du stock de métaux immobilisés. Ce risque est lié au fait que le prix du marché peut devenir inférieur à la valeur comptable de ces inventaires. Pour plus d'informations concernant ces risques dont l'approche de gestion de risques, veuillez vous référer à la page 94 du présent rapport.

Risque technologique

De nombreuses entités d'Umicore mettent au point des produits présentant une technologie innovante et sont actives sur des marchés se caractérisant par une évolution rapide et significative, capable de rendre les technologies et les produits existants non compétitifs ou obsolètes.

Tant les produits matures d'Umicore que ceux se trouvant en phase de mise au point sont confrontés à ce risque. Afin de limiter ce type de risque, Umicore consacre des ressources importantes aux efforts de recherche et de développement, tant dans le domaine des produits que dans celui des technologies des procédés. L'objectif est, dans la mesure du possible, de poursuivre ces efforts quelles que soient les fluctuations à court terme de la performance financière du Groupe. En 2008, ces investissements se chiffraient à environ 7 % des revenus du Groupe (hors métaux). Les dépenses réelles en Recherche et Développement ont augmenté de € 125 millions en 2007 à € 166 millions en 2008. Umicore a déposé 43 brevets en 2008.

Risque de substitution

Tout naturellement, les clients d'Umicore entendent dégager pour leurs produits le meilleur rapport coût performance. Le risque existe en permanence de voir les clients rechercher des matériaux de substitution afin de les intégrer à leurs produits, si Umicore devait ne pas offrir cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux dont les prix sont depuis toujours sujets à volatilité). Umicore tente d'aller au-devant de cette tendance en développant elle-même des solutions de substitution faisant appel

à des matériaux moins coûteux, aux prix moins volatils et, dans la mesure du possible, sans impact sur les performances du produit du client.

Risque législatif

À l'instar de nombreuses entreprises, Umicore est exposée aux changements du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Il est à remarquer que les activités d'Umicore risquent de bénéficier de certaines orientations réglementaires, notamment celles qui concernent des contrôles d'émission plus rigoureux pour les véhicules et le recyclage obligatoire des produits en fin de vie tels que les appareils électroniques. Certaines législations environnementales représentent de véritables challenges au niveau opérationnel.

La directive REACH est entrée en vigueur en juin 2007 pour toute l'Union Européenne et a imposé la création de nouvelles procédures opérationnelles concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Umicore a créé un réseau opérationnel de gestionnaires REACH au niveau des business units coordonné par un manager responsable de l'implémentation de REACH. À la fin 2008, les matières premières, les intermédiaires et les produits ont tous été identifiés et inventoriés dans le cadre de la réglementation REACH. Ce faisant, les clients sont tenus informés de tous les points pertinents relatifs à REACH. Les fournisseurs sont quant à eux interrogés sur leurs intentions dans ce contexte.

Au premier décembre 2008, quelque 842 enregistrements préalables avaient été soumis à l'AEPC (Agence européenne des produits chimiques), pour 630 produits différents. En 2009, Umicore s'attellera à trouver la manière la plus efficace de préparer l'enregistrement, de suivre attentivement l'évolution des FEIS (forums d'échange d'informations sur les substances) et d'intensifier son implication dans divers consortiums avec d'autres entreprises, et ce dans l'optique d'améliorer le processus de collecte des données nécessaires pour ses principales substances. La plateforme de compétence EHS au sein de R&D continuera de jouer un rôle important dans le support technique des activités REACH d'Umicore.

Changement climatique

En 2007, Umicore a lancé un projet d'évaluation de la portée actuelle de sa gestion de ses gaz à effet de serre ainsi que de la manière dont ils sont rapportés.

Ce projet englobe également l'analyse des risques les plus importants liés aux effets du changement climatique sur le cycle de production. Cette phase est en cours de finalisation. Une mise à jour sur l'avancement du projet sera reprise dans les prochaines éditions du rapport annuel. Veuillez vous référer à la page 47 de ce rapport pour de plus amples informations sur l'approche d'Umicore concernant la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

Relations avec les parties concernées

Umicore est une société cotée en bourse. À ce titre, nous sommes en relation avec un certain nombre de parties qui portent un intérêt à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que notre entreprise est capable de bâtir avec ces parties ("stakeholders") a une influence directe sur nos résultats.

L'engagement envers les parties concernées se fait en premier lieu selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties concernées et d'établir des plans d'engagement adéquats. Cette approche a été mise en place avec l'introduction, en 2006, des objectifs à l'échelle du Groupe en matière de développement durable. Chaque site doit avoir mis sur pied un plan d'identification des parties concernées reprenant leur engagement pour 2010. Fin 2008, environ 78 % de l'ensemble des sites avaient commencé à établir des plans dans ce but (par rapport à 29 % en 2006 et 60 % en 2007). Dans de nombreux cas, par exemple le dialogue avec les clients et des fournisseurs, les relations avec les parties concernées sont gérées principalement au niveau des business units, en ligne avec l'approche décentralisée d'Umicore pour la gestion de ses affaires.

Au niveau du Groupe, l'entreprise a initié un processus qui vise à identifier ses principales parties concernées et à mettre en place un dialogue plus structuré et plus formel avec ces parties. Le premier résultat de cette démarche a été la mise en place d'un événement annuel pour les parties concernées qui a lieu en Belgique. En mai 2008, Umicore a organisé cet événement pour la troisième fois. Umicore a invité plusieurs associations et organisations non gouvernementales, des représentants des pouvoirs locaux ainsi que d'autres parties concernées, tous actifs dans les zones où Umicore est présent. Au cours de cette manifestation, la direction (y compris l'Administrateur délégué) a répondu à plusieurs questions concernant l'assainissement des déchets radioactifs sur site d'Olen ainsi que l'approvisionnement en matériaux contenant du cobalt de la République Démocratique de Congo. Cet exemple de dialogue entre le Groupe et les parties concernées reste par nature régional – se concentrant sur des sujets importants pour les parties concernées flamandes. En 2008, l'entreprise a rejoint le réseau de parties concernées KAURI qui offre des possibilités plus étendues de dialogue avec les parties concernées notamment avec les organisations non-gouvernementales. Même si ce réseau concerne essentiellement la Belgique et l'Europe, il devrait constituer un tremplin important à la mise en place d'une identification plus étendue ainsi qu'un système de feed-back.

Umicore est un membre actif de plusieurs fédérations sectorielles. En leur sein, elle engage le dialogue avec des responsables politiques afin de les sensibiliser aux enjeux du secteur. Ces fédérations constituent des plates-formes essentielles, qui permettent à Umicore de mener une action plus élargie, à l'échelle du secteur, en faveur du développement durable. À un niveau plus informel, les membres de la direction d'Umicore sont régulièrement sollicités, ou se portent volontaires, pour participer à des forums de discussion sur les performances d'Umicore et sur son approche en matière de

développement durable. De tels événements mettent en présence différents intervenants, dont des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile.

Nous avons mis en évidence ci-dessous les principales parties concernées actives en rapport avec Umicore. Celles-ci ont été regroupées de façon générale, sur base des catégories type de parties concernées qui s'appliquent à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature de la relation qui nous unit et avons brièvement décrit la façon dont se déroule la communication entre Umicore et les parties concernées.

Fournisseurs

Umicore procure : des bénéficiés
Les fournisseurs procurent : des biens et services

Umicore comprend quatre business groups, actifs sur cinq continents. Afin de fabriquer leurs produits, ces activités ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'une série d'autres services. Globalement, Umicore compte plus de 10 000 fournisseurs. Ces fournisseurs ont tout avantage à compter Umicore parmi leurs clients : en 2008, Umicore a payé à ces fournisseurs quelque € 8,2 milliards (y compris la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs, essentiellement afin de convenir de conditions contractuelles acceptables pour toutes les parties, dans un esprit de partenariat à long terme pour des livraisons de matières premières et des prestations de service promptes et ininterrompues et des paiements ponctuels. Les entités sont, en premier lieu, responsables pour leurs achats de matières premières, tandis que le rôle du département Purchasing and Transportation est de s'assurer que les besoins du Groupe en matière de transport, d'énergie et autres soient satisfaits.

Umicore a toujours eu le souci de se fournir en matières premières et en services auprès d'acteurs de qualité et de bonne réputation. Auparavant, l'approche d'Umicore en matière d'approvisionnement était avant tout basée sur l'éthique des affaires et l'adhésion aux principes repris dans son Code de conduite.

En 2005, cette approche a été affinée à travers l'adoption d'une politique d'achat pour l'ensemble du Groupe. Celle-ci définit une série de normes applicables à l'approvisionnement au sein d'Umicore. En 2008, le Groupe a entamé un processus afin d'encore améliorer l'approche d'Umicore en matière d'approvisionnement durable.

Vers la fin de 2008, un groupe de senior managers responsables des achats provenant des business units – ensemble avec des collègues des départements Corporate – a rédigé les directives d'un projet pilote en matière d'approvisionnement durable qui sera lancé en 2009. L'objectif est que les informations récoltées suite à ce projet pilote apportent une compréhension nécessaire à de futures actions que la société pourrait entreprendre dans ce domaine.

Clients

Umicore procure : des produits et des services
Les clients procurent : des bénéficiés

Umicore déploie ses activités dans le souci de fournir des matériaux pour une vie meilleure ("Materials for a better life"). Les matériaux produits par Umicore sont présents dans un large éventail d'applications qui apportent davantage de confort à la vie quotidienne, et qui contribuent à un environnement plus propre.

La clientèle d'Umicore tend à s'internationaliser davantage. En 2008, 43 % du chiffre d'affaires ont été réalisés en dehors de l'Europe (en excluant les activités Metals Management).

Cette clientèle est généralement composée d'autres entreprises industrielles qui utilisent des matériaux Umicore dans la fabrication de leurs produits. Il y a très peu de produits qu'Umicore destine au consommateur individuel. Les business units ont la responsabilité d'offrir leur support à leurs clients afin de mieux comprendre les dangers et les risques liés aux produits sur le marché ou en cours de développement.

L'interaction avec les clients est un processus continu qui est pris en charge par les business units. Toutes les entités ont mis en place un système de feed-back de la part de leurs clients qui leur permet d'évaluer à intervalles réguliers le niveau de satisfaction des clients par rapport à leurs produits et services.

Dans les domaines d'activité impliquant une technologie plus avancée, cette relation avec le client est généralement davantage intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie demande en général plusieurs années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

Employés

Umicore procure : rémunération, formation et opportunités d'apprentissage
Les employés procurent : aptitudes, compétences et productivité

Umicore et ses sociétés associées emploient environ 15 500 personnes dans le monde. L'entreprise investit des ressources considérables afin de s'assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où elle est active. En 2008, Umicore a versé, sous forme de rémunération et d'autres avantages à son personnel, un montant total de € 501,6 millions. Les contributions sociales se chiffraient à € 108,3 millions.

Umicore s'engage non seulement à offrir à son personnel un bon niveau de rémunération et des conditions de travail optimales, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques

formulées dans "The Umicore Way" et dans le Code de conduite d'Umicore.

L'entreprise promeut un dialogue ouvert avec son personnel. Ce dialogue prend notamment la forme d'une enquête triennale de satisfaction du personnel (cf. rapport annuel 2007 pour les résultats de l'enquête 2007). Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ces mécanismes de négociation collective et la présence même de syndicats ne constituent pas la norme dans certaines régions du monde ou font l'objet de restrictions juridiques au niveau local.

En septembre 2007, Umicore a signé un accord de développement durable avec la Fédération Internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses portant sur la mise en application des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, égalité des chances, conditions de travail, comportement éthique et protection de l'environnement pour l'ensemble du groupe.

L'accord permet aux deux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ses objectifs. Un comité de contrôle commun composé de membres issus des deux parties supervise la mise en œuvre de "l'Accord de Développement Durable".

L'intranet du Groupe et le journal interne à diffusion internationale "Umicore Link" sont d'autres canaux de communication de l'entreprise.

Investisseurs et bailleurs de fonds

Umicore procure : un rendement des investissements
Les investisseurs procurent : des capitaux et des fonds

Ces dernières années, la base des investisseurs d'Umicore s'est élargie. Fin 2008, l'entreprise estime que ses actionnaires se retrouvent surtout en Europe et en Amérique du Nord.

Umicore s'efforce d'informer les investisseurs de manière ponctuelle et précise. Ces efforts de communication comprennent des tournées de présentation par le management et des visites de site, la participation à des conférences et à des foires destinées aux investisseurs individuels, des présentations sur le web et des téléconférences. En décembre 2008, Umicore a organisé un Capital Markets Event sur son site d'Olen ayant pour sujet principal le développement des produits dans le domaine des technologies propres. Environ 70 investisseurs, analystes financiers et banquiers ont participé à cet événement de deux jours.

Ce fut pour eux une opportunité d'approfondir leurs connaissances sur l'entreprise et d'interagir avec les membres des équipes de management d'Umicore. En 2008, 15 courtiers ont publié des analyses concernant l'action Umicore. Umicore a reçu le prix "Best

Investor Relations by a Non-FT Global 250 Company” aux “IR Magazine Continental Europe Awards”. Ce prix se base sur une étude recueillant l'avis d'un panel d'environ 500 investisseurs et analystes.

La grande majorité des créanciers de l'entreprise sont des institutions bancaires. Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques, tant en Belgique qu'à l'étranger. Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du département Finance du Groupe, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers. Par ailleurs, Umicore a mis en place une émission obligataire pour un montant de € 150 millions dont la date d'échéance est fixée au 18 février 2012. Cette obligation est cotée à la bourse de Bruxelles.

En 2008, Umicore a pris part à un projet Global Reporting Initiative (GRI). Celui-ci examine les pistes susceptibles d'aider les investisseurs à mieux utiliser les informations non financières publiées par les entreprises.

Des groupes de discussion rassemblant des investisseurs, des analystes et des représentants d'entreprise se sont réunis à Londres et New York. Ils ont débattu des points perfectibles dans les rapports non financiers. Par ailleurs, une meilleure compréhension s'est instaurée à cette occasion entre les entreprises et la communauté financière.

Parallèlement, Umicore participe à une étude organisée par le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD ou Conseil économique mondial pour le développement durable). Cette étude se penche sur les possibilités qui s'offrent aux managers et aux gestionnaires d'investissement pour mieux communiquer autour de la valeur durable et mieux intégrer celle-ci dans les décisions prises en matière d'investissement, d'une part, ainsi que lors de la valorisation de l'entreprise, d'autre part.

Société

Umicore procure : prospérité La société procure : permis d'exploitation

Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de valeur ajoutée dans les zones où elle est active. Bien que la création de valeur ajoutée constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt, elle aussi, une grande importance. En définitive, Umicore ne peut poursuivre ses activités que si elle en reçoit l'autorisation de la part de la société.

Afin de conserver cette autorisation, Umicore tente, dans toute la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des sociétés. Umicore détermine ses propres normes qui sont applicables à l'ensemble du Groupe et qui sont souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où l'entreprise exerce ses activités.

Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles

rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui amélioreront la qualité de la vie.

La façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société est le contact avec les collectivités où elle est active. Un dialogue ouvert, en toute transparence, avec ces collectivités locales fait partie intégrante des engagements d'Umicore et est l'un des objectifs sociaux de l'entreprise pour 2010 (voir p. 70-71).

De même, certaines ONG déclarent périodiquement s'intéresser aux activités d'Umicore et la façon dont l'entreprise les exerce. Umicore accueille favorablement ces marques d'intérêt et s'efforce de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte. L'entreprise est membre de « Business and Society », une association belge regroupant des entreprises et des ONG, ainsi que du « World Business Council for Sustainable Development » (conseil économique mondial pour le développement durable).

Umicore dispose également d'une politique philanthropique pour l'ensemble du Groupe. Celle-ci fournit un ensemble de lignes directrices en matière de dons, applicables au niveau du Groupe et des sites d'activité. L'entreprise entend faire des dons en faveur d'œuvres caritatives à concurrence de 0,5 % de son EBIT consolidé. À l'échelon du Groupe, ces dons relèvent d'initiatives ciblées qui font progresser la compréhension des enjeux du développement durable. Les sites sont encouragés à soutenir des projets en faveur de la collectivité au niveau local.

À travers un soutien de ce type, Umicore souhaite communiquer au sujet de sa réputation sociale. De même, l'entreprise entend améliorer son image en tant qu'employeur. Enfin, elle veut contribuer à l'amélioration de la fierté et de la satisfaction professionnelle de ses collaborateurs, tout en œuvrant au bien-être des communautés au sein desquelles elle est présente. Pour en savoir plus à ce sujet, rendez-vous sur www.sustainabledevelopment.umicore.com/umicare/donationPolicy.

Sociétés associées et coentreprises

Umicore leur procure : des investissements et une assistance Les sociétés associées et les coentreprises procurent à Umicore : leur contribution aux bénéfices, une complémentarité technologique, un accès au marché

Umicore investit dans de nombreuses activités où elle n'exerce pas à 100 % un contrôle de gestion. Les sociétés liées sont celles où Umicore détient une participation supérieure à 20 % mais inférieure à 50 %. Les coentreprises supposent une répartition 50/50 de la participation et du contrôle. Les associations sont considérées comme une opportunité d'accélérer les avancées technologiques ou de se positionner sur des marchés spécifiques. Umicore exerce un contrôle effectif sur la gestion de la moitié des dix sociétés liées et coentreprises dans lesquelles elle détient une participation. Quand Umicore n'exerce pas le contrôle de gestion, sa présence au conseil d'administration lui permet de conseiller la direction et de suivre les évolutions. Umicore n'est pas habilitée à imposer ses politiques

et procédures à ses sociétés liées (ou à toute coentreprise où elle ne détient pas la majorité des droits de vote). Toutefois, elle a clairement affirmé sa volonté de voir les activités menées à bien conformément aux principes de « The Umicore Way ». Umicore tient à préserver toute propriété intellectuelle qu'elle partage avec ses partenaires, qu'il s'agisse de sociétés liées ou de coentreprises. Leur liste complète figure en page 106 du présent rapport.

Secteur public et autorités

Umicore procure : impôts Le secteur public et les autorités procurent : des services et le permis d'exploitation

En 2008, Umicore a versé un montant total de € 80,6 millions d'impôts suite à ses opérations. De même, le personnel d'Umicore a versé quelque € 108,3 millions de contributions à la sécurité sociale.

Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles les universités, avec pour objectif premier d'approfondir certains projets de recherche. Umicore conclut de même des partenariats avec des services publics. La société a obtenu une subvention significative (soit de plus de € 0,5 million par subvention) en 2008.

Umicore a pour principe de ne pas faire de donations aux partis et organisations politiques.

Lorsque Umicore se sent concernée par certaines questions particulières, elle communique habituellement son opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont elle est membre. L'entreprise est consciente de la sensibilité que peut revêtir une prise de position sur certaines questions d'intérêt publique. Dans cette optique, Umicore a développé des directives au niveau du Groupe portant sur la manière de gérer une telle situation de façon responsable (disponible sur le site web du Groupe). Les principales affiliations d'Umicore (soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units) concernaient, en 2008, les organismes repris ci-après.

Corporate:

- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)
- European Round Table of Industrialists (ERT)
- Eurometaux
- Agoria (fédération belge intersectorielle de l'industrie technologique)
- World Fuel Cell Council

Advanced Materials:

- Cobalt Development Institute
- Nickel Institute

Precious Metals Products & Catalysts:

- Associations de contrôle des émissions tant au niveau national que régional (EU, Afrique du Sud, Brésil, Chine, UE) - voir <http://www.automotivecatalysts.umicore.com/en/links/> pour une sélection de liens.
- Fédération Chimique Allemande (VCI)

Precious Metals Services:

- European Electronics Recyclers Association
- International Association of Electronics Recyclers
- International Platinum Association
- International Precious Metals Institute
- International Antimony Association

Zinc Specialties:

- International Zinc Association

Plusieurs entités d'Umicore sont signataires du programme « Responsible Care » de l'industrie chimique et certaines sont, par ailleurs, membres du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC).

Conseil d'administration

Thomas Leysen, 48, Président

Administrateur non exécutif

Thomas Leysen est devenu Président d'Umicore en novembre 2008 après avoir été Administrateur délégué d'Umicore depuis 2000. Il est aussi président de Corelio, un groupe de médias belge. Il est membre du Conseil d'administration d'Aurubis et du centre de recherche en microélectronique IMEC, membre du conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne) et membre du Conseil d'administration de la Compagnie Maritime Belge (CMB), d'UCB et d'Etex Group. Depuis avril 2008 il est Président de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB).

Administrateur depuis : le 10 mai 2000

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2009

Président depuis : le 19 novembre 2008

Président du Comité de nomination et rémunération depuis : le 19 novembre 2008

Marc Grynberg, 43

Administrateur délégué, Administrateur exécutif

Marc Grynberg a été nommé Administrateur délégué d'Umicore en novembre 2008, succédant ainsi à Thomas Leysen. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Il a été le CFO d'Umicore entre 2000 et 2006. En 2006 il a été désigné responsable pour la business unit Automotive Catalysts jusqu'à sa nomination en tant qu'Administrateur délégué. Marc est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay), et, il a travaillé pour DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Administrateur depuis : le 19 novembre 2008

Expiration de mandat : assemblée générale ordinaire de 2009

Administrateur délégué depuis : le 19 novembre 2008

Isabelle Bouillot, 59

Administrateur non exécutif indépendant

Isabelle Bouillot est diplômée de l'École Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République de 1989 à 1991 et directrice du budget au ministère de l'Économie et des Finances de 1991 à 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'administratrice déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été administratrice déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC Ixis. Elle est actuellement présidente de China Equity Links et membre du Conseil d'administration d'Accor et de Saint-Gobain.

Administrateur depuis : le 14 avril 2004

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2011

Membre du Comité d'audit depuis : le 13 avril 2005

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis : le 13 avril 2005

Uwe-Ernst Bufe, 64

Administrateur non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Bufe a été administrateur délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est vice-président d'UBS Investment Banking jusqu'au 31 mars 2009 et vice-président du conseil d'administration d'UBS Deutschland. Il est aussi membre du conseil d'administration d'Anso Nobel SA et de Solvay SA. Il est également membre du Conseil de surveillance de Kali + Salz AG (Allemagne) ainsi que membre non exécutif du conseil de SunPower Corporation (EU).

Administrateur depuis : le 26 mai 2004

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2011

Jean-Luc Dehaene, 68

Administrateur non exécutif indépendant

Jean-Luc Dehaene a occupé plusieurs postes ministériels et a été Premier ministre de la Belgique de 1992 à 1999. Il est Président de Dexia, ainsi que membre du Conseil d'administration d'InBev, de Corona-Lotus et de Thrombogenics. Il est président du Conseil d'administration du Collège de l'Europe (Bruges) et membre du Parlement européen.

Administrateur depuis : le 1er octobre 1999

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2009

Arnoud de Pret, 64

Administrateur non exécutif indépendant

Arnoud de Pret a travaillé à la Morgan Guaranty Trust Company de New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité de direction d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, du groupe Delhaize, de Sibelco, d'UCB et de l'Intégrale. Il est membre du Conseil de supervision de la société française Lesaffre & Co et d'Euronext BV Amsterdam.

Administrateur depuis : le 10 mai 2000

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2011

Membre du Comité d'audit depuis : le 1er janvier 2001

Shohei Naito, 65

Administrateur non exécutif indépendant

Shohei Naito a débuté sa carrière au ministère japonais des Affaires Étrangères. Au sein du Ministère, il a occupé les fonctions de Directeur Général des Affaires consulaires et de l'Immigration et de Chef du Protocole. Mr Naito a occupé différents postes diplomatiques dans le monde et il a été nommé Ambassadeur en 1996. Depuis lors, il a servi en tant qu'Ambassadeur du Japon au Cambodge, à la fois au Danemark et en Lituanie, puis en Belgique. Il a quitté ses fonctions diplomatiques à la fin de l'année 2006. Il est actuellement Senior Fellow à l'Institut japonais des Affaires Internationales.

Administrateur depuis : le 25 avril 2007

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2010



Thomas Leysen



Marc Grynberg



Isabelle Bouillot



Uwe-Ernst Bufe



Jean-Luc Dehaene



Arnoud de Pret



Shohei Naito



Jonathan Oppenheimer



Guy Paquot



Klaus Wendel

Jonathan Oppenheimer, 39

Administrateur non exécutif

Jonathan Oppenheimer a rejoint le Groupe De Beers en 1994 et est devenu administrateur de De Beers SA en 2006. Il est également membre de son Comité de direction. Il est également président de De Beers Canada Inc et du groupe d'entreprises Element Six Abrasives. En raison de son titre de président d'Element Six (société dans laquelle Umicore détient une participation), il est considéré comme un administrateur non indépendant.

Administrateur depuis : le 5 septembre 2001

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2011

Guy Paquot, 67

Administrateur non exécutif indépendant

Guy Paquot a rejoint le groupe Banque Nagelmackers en 1969 et est devenu président et administrateur délégué de Financière Lecocq (une filiale de Nagelmackers) en 1986. En 1994, Financière Lecocq est devenue la Compagnie Immobilière et Financière du Bois Sauvage. En 2003, il a abandonné le poste d'administrateur délégué mais est resté président de la Compagnie du Bois Sauvage. Il est président de Neuhaus et membre du conseil d'administration de Recticel, du groupe Noel, de Nomacorc, de Serendip et de Fauchon ainsi que de la Fondation Quartier des Arts.

Administrateur depuis : le 13 avril 2005

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2011

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis : le 13 avril 2005

Klaus Wendel, 65

Administrateur non exécutif indépendant

Après une carrière dans le monde de la gestion financière au sein de General Electric (États-Unis), Siemens, Cockerill Sambre et CBR, Klaus Wendel a rejoint la Société Générale de Belgique en 1988 en qualité de membre du Comité de direction, responsable du contrôle du groupe. Depuis 2000, il est consultant indépendant. Il est membre du Conseil d'administration de Recticel. En conformité avec la charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore, le Conseil d'administration considère Klaus Wendel comme administrateur indépendant même s'il a rempli ses fonctions pendant plus de trois mandats. Excepté son emploi par la Société Générale de Belgique (un ancien actionnaire d'Umicore), auquel il a renoncé en 2000, Mr Wendel n'a pas d'autre engagement envers des sociétés directement ou indirectement liées à Umicore.

Administrateur depuis : le 26 juillet 1989

Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire de 2009

Président du Comité d'audit depuis : le 13 avril 2005

Départ de Karel Vinck, 70

Karel Vinck était Président d'Umicore durant la majeure partie de 2008. Le 19 novembre 2008 il a pris sa retraite et Thomas Leysen lui a succédé en tant que Président. Karel Vinck est devenu administrateur en octobre 1994 et Président en octobre 2002.

Comité de direction

Marc Grynberg, 43

Administrateur délégué

Marc Grynberg a été nommé Administrateur délégué d'Umicore en novembre 2008, succédant ainsi à Thomas Leysen. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Il a été le CFO d'Umicore entre 2000 et 2006. En 2006 il a été désigné responsable pour la business unit Automotive Catalysts jusqu'à sa nomination en tant qu'Administrateur délégué. Marc est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay), et, il a travaillé pour DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Martine Verluysen, 57

Chief Financial Officer : Finances, Informatiques

Martine Verluysen a rejoint Umicore en 2006 après avoir officié chez Mobistar, deuxième opérateur belge de téléphonie mobile, où elle exerçait également la fonction de Chief Financial Officer. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes internationaux au sein de l'entreprise de plastiques spécialisés Raychem, tant en Belgique qu'aux États-Unis. Elle a débuté sa carrière chez KPMG en tant qu'auditeur.

Alain Godefroid, 60

Executive Vice-President : Affaires juridiques ; Environnement, santé et sécurité

Alain Godefroid est docteur en droit de l'Université de Bruxelles (ULB) et titulaire d'une maîtrise en droit comparé de la University of Texas à Austin. Après avoir travaillé comme juriste aux États-Unis et en Europe, il est entré chez Umicore en 1978 en tant que conseiller juridique. Il a été nommé à son poste actuel en 1992. Il exerce également le rôle de Compliance Officer chez Umicore. Alain Godefroid prendra sa retraite le 31 mars 2009.

Martin G. Hess, 56

Executive Vice-President : Precious Metals Products, Cobalt & Specialty Materials, Corporate Development

Martin G. Hess est entré chez Degussa en 1972 en tant que stagiaire commercial. Il a occupé diverses fonctions dans différentes business units, se forgeant également une grande expérience internationale. Entre 1999 et 2006, il a dirigé la business unit Automotive Catalysts. Il a été ensuite dirigé Zinc Specialties pendant la période transitoire précédant la création de Nyrstar. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003.

Hugo Morel, 58

Executive Vice-President : Precious Metals Services, Achats, Corporate Security

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a été nommé à son poste actuel en 2002.

Pascal Reymondet, 49

Executive Vice-President : Zinc Specialties

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris. Il a occupé différents postes de direction au sein du groupe Degussa, dont la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003 en tant que responsable de l'activité Precious Metals Products. En septembre 2007, il a été nommé à la tête du business group Zinc Specialties.

William Staron, 60

Executive Vice-President : Automotive Catalysts

William Staron est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique de l'Université de l'Ohio et a une longue expérience dans l'industrie des catalyseurs. Durant ses années passées au sein d'Engelhard (actuellement BASF), il a dirigé les groupes Environmental Catalyst, Specialty Minerals & Colors et Chemical Catalyst. William a rejoint Umicore en 2002 en tant que Senior Vice-President Automotive Catalysts pour l'Amérique du Nord. En 2007, il a été nommé comme Head of the Global Research & Technology pour la division Automotive Catalysts. En octobre 2008 il a succédé à Marc Grynberg à la tête de cette business unit.

Marc Van Sande, 56

Executive Vice-President : Chief Technology Officer

Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint MHO, une des sociétés à la base de l'actuelle Umicore, en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-President de la business unit Electro-Optic Materials et nommé comme Executive Vice-President en 1999. Il occupe le poste de Chief Technology Officer depuis sa création en 2005.



de gauche à droite:

Alain Godefroid - William Staron - Martin G. Hess - Marc Grynberg - Hugo Morel - Martine Verluysen - Pascal Reymondet - Marc Van Sande

Senior Management



Advanced Materials

Michel Cauwe, Senior Vice-President
Electro-Optic Materials

Ignace de Ruijter, Senior Vice-President
Thin Film Products

Dirk Uytendwilligen, Senior Vice-President
Cobalt & Specialty Materials

Precious Metals Services

Ralf Drieselmann, Senior Vice-President
Precious Metals Management

Hugo Morel, Executive Vice-President
Precious Metals Services

Precious Metals Products & Catalysts

William Staron, Executive
Vice-President Automotive Catalysts

Joerg Beuers, Senior Vice-President
Jewellery and Electroplating

Michael Neisel, Senior Vice-President
Automotive Catalysts Europe and Africa

Jan Vliegen, Senior Vice-President
Catalyst Technologies

Dietmar Becker, Senior Vice-President
Technical Materials

Ne figure pas sur la photo :
Dieter Lindner,
Senior Vice-President R&T Automotive Catalysts

Zinc Specialties

Guy Beke, Senior Vice-President Zinc Chemicals

Pascal Reymondet, Executive Vice-President Zinc Specialties



Corporate

Stephan Csoma, Senior Vice-President Umicore South America

Ursula Saint-Léger, Senior Vice-President Corporate Human Resources

Guy Ethier, Senior Vice-President Environment, Health and Safety

Klaus Ostgathe, Senior Vice-President Umicore Greater China

Luc Gellens, Senior Vice-President Corporate Development

Edwin D'Hondt, Senior Vice-President Information Systems

Glossaire

Accident avec journée de travail perdue :

Accident intervenant sur le lieu de travail et entraînant un arrêt du travail pendant au moins une journée.

BAT :

Best Available Technology (meilleure technologie disponible) visant à prévenir ou à réduire les émissions et l'impact sur l'environnement en tenant compte des coûts et bénéfices (voir directive 96/61/CEE du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution).

Biodiversité :

Diversité existante parmi les organismes vivants de tout type dont les écosystèmes terrestres, marins, aquatiques et mixte et les complexes écologiques dont ils font partie ; ceci comprend la diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes.

Blessure rapportable :

Blessure suite à un accident sur le lieu de travail et nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec journées de travail perdues.

Contrôle biologique :

Évaluation du risque pour la santé et/ou de l'exposition aux substances chimiques industrielles par la mesure de la dose intracorporelle.

Départs volontaires :

Nombre de travailleurs partant de leur propre volonté (excepté mises à pied, retraite et fin de contrat à durée déterminée). Ce nombre se rapporte au dénombrement total des effectifs.

Développement durable :

Développement qui répond aux besoins des générations d'aujourd'hui, sans compromettre les besoins des générations futures (réf. Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement).

CDC:

Acronyme de « Centers for Disease Control and Prevention » - Centre de Contrôle et

de Prévention des Maladies : organisation basée aux USA chargée de la prévention et du contrôle des maladies, de la santé environnementale ainsi que de l'éducation à la santé et de sa promotion.

Décibel:

Unité de mesure du bruit.

Évaluation des risques :

Évaluation des risques émanant des substances existantes pour l'homme (travailleurs et consommateurs) et pour l'environnement dans l'optique d'une meilleure gestion de ces risques.

Gaz à effet de serre :

Gaz qui contribuent au réchauffement de la planète (CO₂, méthane, etc.).

Global Reporting Initiative® (GRI) :

Processus international à long terme dont la mission consiste à élaborer et à diffuser des lignes directrices pour la rédaction de rapports en matière de développement durable.

Heures de formation par personne :

Nombre moyen d'heures de formation par travailleur – incluant les formations internes, externes et sur le terrain. Les formations sur le terrain peuvent comprendre les heures pendant lesquelles une personne est formée sur le lieu de travail sans être totalement productive. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le nombre total des effectifs.

ISO 14000 :

Norme de l'Organisation internationale de normalisation relative aux systèmes de gestion environnementale (réf. ISO).

Jours de grève :

Nombre de jours perdus pour cause de grève. Ce chiffre exclut les jours non prestés par les travailleurs non-grévistes qui n'ont pas été en mesure de se présenter au travail. Les arrêts de travail de moins d'un jour ne sont pas pris en compte sauf s'ils se répètent sur une longue période.

Matières recyclées :

Toutes matières arrivées en fin de leur premier cycle de vie et retraité afin de leur

donner une deuxième, troisième, etc. vie.

Matières secondaires :

Produits résiduels issus du cycle de production des matériaux primaires.

Microgramme par décilitre de sang :

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans le sang.

Microgramme par gramme de créatinine :

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans l'urine.

Nanomatériaux :

Matériaux constitués de particules microscopiques ayant au moins une de leurs dimensions inférieure à 100 nanomètres.

Nombre total des effectifs :

Nombre de travailleurs (ouvriers, employés, managers) salariés chez Umicore à la fin de la période concernée dont les temps partiels, les préretraites à temps partiel, et travailleurs temporaires et excepté les travailleurs avec un contrat suspendu et les sous-traitants.

OHSAS 18000 :

Occupational Health and Safety Assessment Series ; norme relative aux systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

REACH :

« Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances Chimiques » (nouvelle politique chimique de l'Union Européenne).

Récupération :

Collecte des déchets dans l'optique de les réintégrer dans les procédés de recyclage.

Sécurité des procédés :

Questions de sécurité relatives à l'utilisation et au stockage de substances chimiques dangereuses qui peuvent représenter un risque pour les personnes et l'environnement à proximité.

Taux d'absentéisme :

Nombre total de jours de travail perdus pour cause de maladie excepté longue maladie et congés de maternité. Ce chiffre se rapporte au nombre total de jours de travail par an (260 jours).

Taux de fréquence des accidents avec journées de travail perdues :

Nombre d'accidents avec journées de travail perdues par million d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Taux de gravité des accidents avec journées de travail perdues :

Nombre de journées de travail perdues par millier d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Définitions financières

Bénéfice par action (EPS) :

Bénéfice par action pour les actionnaires.

Bénéfice par action, de base :

Résultat net, part du Groupe / nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre.

Bénéfice par action (EPS) dilué :

Résultat net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

Bénéfice par action (EPS) ajusté, de base :

Résultat récurrent net, part du Groupe / nombre total d'actions émises – actions détenues en propre.

Bénéfice par action (EPS) ajusté, dilué :

Résultat récurrent net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises – actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

Capitalisation boursière :

Cours de clôture x nombre total d'actions émises.

Capitaux engagés :

Fonds propres totaux - réserves juste valeur + dette financière nette + provisions pour avantages sociaux - impôts différés actifs et passifs - effet IAS 39

Cash-flow avant financement :

Variation de la trésorerie d'exploitation + variation de la trésorerie d'investissement.

Dettes financières nettes :

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles – prêts octroyés dans un contexte non-opérationnel.

EBIT :

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées (produits des investissements financiers inclus) + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

EBIT non récurrent :

Inclut les éléments non récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur les stocks de métaux immobilisés de façon permanente au sein des activités sont inclus dans l'EBIT récurrent des business groups.

EBIT récurrent :

EBIT - EBIT non récurrent - effet IAS 39.

EBITDA :

EBIT + [amortissements + dépenses de nature non-cash autres qu'amortissements (c.-à-d. augmentation et reprises de provisions, réductions de valeur et reprises de réductions de valeur sur stocks, autres réductions de valeur) +/- effet IAS 39], des entreprises consolidées.

Effet IAS 39 :

Différences temporaires (de nature non-cash) dans la prise en compte de revenus, en cas de non application, ou d'impossibilité d'obtenir une comptabilité de couverture IAS aux :

- couvertures transactionnelles, ce qui implique que les éléments couverts ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur de marché, ou
- couvertures structurelles, ce qui signifie que la juste valeur des instruments de couverture est reconnue dans les résultats au lieu des fonds propres jusqu'à ce que

la transaction prévue ou l'engagement se réalise, ou

c) dérivés implicites dans les contrats (entièrement) exécutés, qui implique que le changement de la juste valeur sur les dérivés implicites doit être reconnu dans le compte de résultats à l'opposé du composant non (entièrement) exécutés sur lequel le changement de juste valeur ne peut pas être reconnu dans le compte des résultats.

Investissements :

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles.

Marge opérationnelle récurrente :

EBIT récurrent des entreprises consolidées / revenus (hors métal).

Moyenne des capitaux engagés :

Pour les semestres : moyenne des capitaux engagés au début et à la fin de la période. Pour les années : moyenne des moyennes semestrielles.

NPAT :

Résultat net consolidé, part du Groupe, sans activités non continuées.

Ratio d'endettement :

Dettes financières nettes / (dettes financières nettes + total des capitaux propres).

Revenus (hors métal) :

Tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés.

ROCE (Rendement des capitaux engagés) :

EBIT récurrent / capitaux engagés moyens. Les chiffres historiques, déjà publiés, ne sont pas révisés.

Taux d'imposition réel récurrent :

charges d'impôts récurrentes/résultat récurrent avant impôts des sociétés consolidées.

Les définitions financières reprises ci-dessus se rapportent à des indicateurs de performance non-IFRS, sauf celles du Bénéfice par action (EPS) de base et du Bénéfice par action (EPS) dilué.



GRI Index

Umicore applique les principes de la Global Reporting Initiative (GRI) à sa structure de reporting depuis la publication du Rapport aux Actionnaires et à la Société 2005. L'index identifie l'emplacement des éléments et indicateurs de la GRI dans le présent rapport. Umicore est passée au niveau de reporting B+ dans son Rapport aux Actionnaires et à la Société 2008. Un indice GRI complet est disponible sur le site web d'Umicore (www.sustainabledevelopment.umicore.com/griIndex). Pour obtenir des informations complémentaires sur la GRI, la liste complète des indicateurs et les différents niveaux d'application, veuillez consulter la page www.globalreporting.org.

Référence	Indicateur	Pages
Généralités		
1. Stratégie en Analyse		
1.1	Déclaration de l'administrateur délégué et du président	3-4; des commentaires sur les affiliations organisationnelles sont disponibles à la page 149
1.2	Description des principaux impacts, risques et opportunités	3-4; 7; 14-21; 43; 51; 69; 93-95; 143-149; les profils durables détaillés sont disponibles sur www.sustainabledevelopment.umicore.com
2. Profil de l'organisation		
2.1 - 2.2	Nom, produits / services	Couverture; 16-21; 25; 29; 33; 37
2.3 - 2.7	Structure, présence géographique, marchés desservis	page 2 de couverture; intérieur de couverture arrière; 16-21; 25; 29; 33; 37; 66-67; 96; 99-98; 106; 138; 143; 147-148; www.umicore.com/en/ourBusiness
2.8	Périmètre	7; 65-67
2.9	Changements significatifs relatifs au périmètre, à la structure ou à l'actionnariat	1; 29; 65
2.10	Récompenses reçues en 2008	72; 147
3. Paramètres du rapport		
3.1 - 3.4	Profil du rapport, coordonnées de contact	Couverture; 1; intérieur de couverture arrière
3.5 - 3.13	Périmètre du rapport et assurance	1; 4; 27; 29; 31; 43; 51; 69; 79; 106; 136-137; 148; 156-157; 158-159; voir aussi les approches de gestion disponibles sur www.sustainabledevelopment.umicore.com
4. Gouvernance, engagements et implication		
4.1 - 4.7	Structure et gouvernance	1; 138-142; 150-151; tous les éléments relatifs à la gouvernance sont disponibles sur le site web; la Charte de Gouvernance d'entreprise sur www.governance.umicore.com/fr/charterf ; le Code de Conduite sur www.governance.umicore.com/FR/CodeOfConduct
4.8 - 4.11	Directives et politiques internes	Page 2 de couverture; 138-143; 80-81; www.governance.umicore.com/fr
4.12 - 4.13	Engagements envers des initiatives externes	54; 142; 149; page 2 de couverture
4.14 - 4.16	Engagement avec les parties concernées	Page 2 de couverture; 1; 70; 146-149
5. Politique de gestion et indicateurs de performance		
		L'ensemble des informations concernant la politique de gestion relative aux éléments économiques, environnementaux et sociaux est disponible sur www.sustainabledevelopment.umicore.com ; le résumé des principaux indicateurs de performances du Groupe se trouve en page 7.
Indicateurs de performance économique		
Performance économique		
EC1	Valeur économique produite et distribuée	11; 13; 70-71
EC3	Couverture des obligations envers les plans d'avantages définis par la société	116-119
EC4	Subsides significatives provenant du gouvernement	149
Impacts économiques indirectes		
EC8	Développement et impact des investissements dans l'intérêt du public	70-71

Indicateurs environnementaux		
Matériaux		
EN2	Pourcentage des matières utilisées issues du recyclage	7; 43-44 (voir également les profils des business units sur www.sustainabledevelopment.umicore.com)
Energie		
EN3 - EN5	Consommation directe et indirecte d'énergie issu de sources primaires et économies d'énergie	44-45; 49; 56-57 NB la consommation directe et indirecte font partie d'un seul indicateur
EN6	Initiatives pour fournir des produits efficaces du point de vue énergétique ou des produits basés sur des sources d'énergie renouvelables	(indicateur rapporté partiellement) 14-20; 27; 31; 39; 44 (les profils détaillés des business groups sont disponibles sur www.sustainabledevelopment.umicore.com)
EN7	Initiatives prises en vue de réduire la consommation indirecte d'énergie et réductions achevées	45; 56-57 (indicateur rapporté partiellement)
Eau		
EN8	Eau consommée	44; 49
Biodiversité		
EN11	Localisation et taille des sites ou dans les zones protégées adjacentes ou zone à forte biodiversité	Indicateur rapporté partiellement, 48
Emissions, effluents et déchets		
EN16 - EN17; EN20	Emissions de gaz à effet de serre, autres émissions dans l'air	47; 49; 56-57 NB les émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes font partie d'un seul indicateur
EN21	Rejet d'eaux usées	46; 55
EN22	Déchets	45
Indicateurs sociaux		
Pratiques en matière d'emploi et conditions de travail		
LA1-LA2	Emploi	6; 7; 65-67; 72
LA4	Relations relatives à la gestion du travail	77
LA7	Santé et sécurité au travail	72-73; 79-83 (indicateur partiellement rapporté)
LA10	Formation	76
LA13	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par catégorie	77; 138-140; 150-155
Droits de l'Homme		
HR3; HRS-7	Négociation collective, travail des enfants, travail forcé ou obligatoire	77; 143; voir aussi le Code de Conduite (www.governance.umicore.com/fr/CodeOfConduct) + politique en matière des droits de l'Homme en annexe (indicateur partiellement rapporté)
Société		
S01	Relations avec les communautés	70-71
S02; S03	Corruption	143; 149; toutes les activités sont soumises à l'évaluation annuelle des risques qui reprend tous les éléments relatifs au Code de conduite; Umicore a signé le Partnership Against Corruption Initiative (PACI) de l'ONU (indicateur partiellement rapporté)
S05 - S06	Politiques publiques	149
Responsabilité relative aux produits		
PR1	Santé et sécurité des consommateurs	58-59 (indicateur partiellement rapporté)
PR3	Informations sur les produits et les services	58-59 (indicateur partiellement rapporté)

Calendrier financier ⁽¹⁾

28 avril 2009	Assemblée générale des actionnaires (exercice 2008). Revue trimestrielle T1 2009
30 avril 2009	Actions ex-dividendes
06 mai 2009	Mise en paiement du dividende
7 août 2009	Résultats du premier semestre 2009
Fin octobre 2009	Revue trimestrielle T3 2009
11 février 2010	Résultats annuels 2009
27 avril 2010	Assemblée générale des actionnaires (exercice 2009)

Informations complémentaires

Cotation en Bourse	Euronext Bruxelles
Informations générales	Bart Crols Téléphone : 32-2-227.71.29 E-mail : bart.crols@umicore.com
Informations économiques	Tim Weekes Téléphone : 32-2-227.73.98 E-mail : tim.weekes@umicore.com
Informations sociales	Mark Dolfyn Téléphone : 32-2-227.73.22 E-mail : mark.dolfyn@umicore.com
Informations environnementales	Bert Swennen Téléphone : 32-2-227.74.45 E-mail : bert.swennen@umicore.com
Rapport annuel	Ce rapport est également disponible en anglais et en néerlandais.
Internet	Ce rapport annuel peut être téléchargé sur le site : www.umicore.com
Siège social Umicore	Rue du Marais 31 B-1000 Bruxelles - Belgique Téléphone : 32-2-227.71.11 Téléfax : 32-2-227.79.00 Internet : www.umicore.com E-mail : info@umicore.com Numéro d'entreprise : 0401574852 Numéro de TVA : BE 0401.574.852
Editeur responsable	Umicore Corporate Communication Bart Crols Téléphone : 32-2-227.71.29 E-mail : bart.crols@umicore.com
Réalisation Photos	Comfi Umicore, Dimitri Lowette , NASA/JPL/UA/ Lockheed Martin (photo Phoenix Mars Lander)
Impression	Dereume

(1) Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jour, veuillez consulter le site web d'Umicore.

Ce rapport est imprimé sur du papier Era Pure. Le procédé utilisé pour la fabrication de ce papier est constamment amélioré pour réduire au maximum l'impact sur l'environnement. Les usines qui produisent ce papier sont toutes certifiées FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification Schemes).



Umicore
Société Anonyme
31 rue du Marais
B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél +32 2 227 71 11
Fax +32 2 227 79 00
e-mail info@umicore.com
www.umicore.com

TVA BE 0401 574 852
Numéro d'entreprise 0401574852
Siège social: 31, rue du Marais - B-1000 Bruxelles - Belgique